

AUTOMNE 2013

8,95 \$

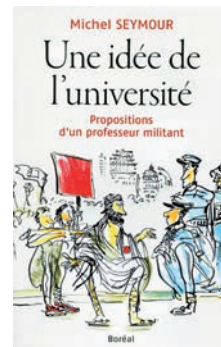
volume viii, numéro 1

Les Cahiers de lecture

de L'Action nationale



PENSER LES ÉVÉNEMENTS



ÉDITO

ABONNEMENT AUX REVUES

POUR UNE POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT

EXTRAIT EN PRIMEUR
FRANÇOIS OUELLET

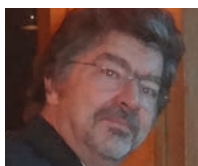


MISÈRES ET GRANDEURS DE L'ÉCRIVAIN NATIONAL

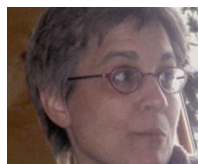
VICTOR-LÉVY BEAULIEU
ET JACQUES FERRON

L A P E N S É E Q U É B É C O I S E E N E S S A I S





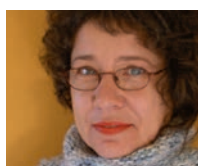
Robert Laplante
Directeur



Lucia Ferretti
Chef de pupitre,
histoire et culture



Daniel Gomez
Chef de pupitre,
essais politiques



Josée Lacourse
Chef de pupitre,
sciences sociales



Sylvain Deschênes
Édition graphique, révision
et coordination de la
production

Les Cahiers de lecture sont publiés par

L'Action nationale
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H2X 1X3

Tél. : 514-845-8533, ou 1-866-845-8533,
revue@action-nationale.qc.ca

Dépôt légal : Bibliothèque et
Archives nationales du Québec
ISSN-1911-9372

ISSN 1929-5561 (version numérique)

Membre de la SODEP

Tarifs 2013 - 3 numéros/an
(expédition et taxes comprises)

	1 an	2 ans
Abonnement	25\$	45\$
Abonnement de soutien	35\$	70\$
International	45\$	85\$

Un numéro : 8,95\$

TVQ 1012563392 TPS 11901 9545

**Vous pouvez vous abonner ou
acheter au numéro à la boutique
internet de L'Action nationale :**

action-nationale.qc.ca

TITRES RECENSÉS

PENSER
LES
ÉVÉNEMENTS

FRANCIS DUPUIS-DÉRI (DIR.)
À QUI LA RUE? RÉPRESSION
POLICIÈRE ET MOUVEMENTS
SOCIAUX

5

COLLECTIF DE DÉBRAYAGE
ON S'EN CÂLISSE. HISTOIRE
PROFANE DE LA GRÈVE PRINTEMPS
2012, QUÉBEC

6

M. BONENFANT, A GLINOER ET M.E. LAPOINTE
LE PRINTEMPS QUÉBÉCOIS. UNE
ANTHOLOGIE

7

PIERRE-LUC BRISSON
APRÈS LE PRINTEMPS

8

PAUL CHAMBERLAND
LES PANTINS DE LA DESTRUCTION

8

MICHEL SEYMOUR
UNE IDÉE DE L'UNIVERSITÉ.
PROPOSITIONS D'UN PROFESSEUR
MILITANT

9

CLAUDE GRAVEL
LA FÉMINISTE EN ROBE NOIRE. MÈRE
SAINT-ANNE-MARIE

11

CHANTAL THÉRY (TEXTES RÉUNIS PAR)
JEANNE LAPOINTE, ARTISANE DE LA
RÉVOLUTION TRANQUILLE

12

ROBIN FORTIN
MISÈRE DE LA PENSÉE. LA
PHILOSOPHIE CETTE IMPOSTURE

13

PIERRE-OLIVIER MAHEUX
UN PHILOSOPHE AU SERVICE D'UN
PEUPLE. ROUSSEAU ET SON PROJET
DE CONSTITUTION POUR LA CORSE

13

FRÉDÉRIC BOILY
LA DROITE EN ALBERTA. D'ERNEST
MANNING À STEPHEN HARPER

14

DANIEL BÉLAND, ANDRÉ LECOURS
NATIONALISME ET PROTECTION
SOCIALE

15

Y. FRENETTE, É. RIVARD ET M. ST-HILAIRE (DIR.)
LA FRANCOPHONIE
NORD-AMÉRICAINE

17

MARJOLAINE SAINT-PIERRE
LACORNE SAINT-LUC. L'ODYSSÉE
D'UN NOBLE, 1711-1784

19

JEAN-PHILIPPE TROTTIER LÉTTRES AU FILS. TESTAMENT SPIRITUEL	23
PAUL-LOUIS MARTIN ET ANNE MICHAUD CARNETS DE KAMOURASKA	25
SIMON TREMBLAY-PEPIN ILLUSIONS. PETIT MANUEL POUR UNE CRITIQUE DES MÉDIAS	26
SAMUEL ARCHIBALD LE SEL DE LA TERRE. CONFESSIONS D'UN ENFANT DE LA CLASSE MOYENNE	27
RÉJEAN PORLIER PILLEURS D'HÉRITAGE. CONFESSIONS DOUCES ET AMÈRES D'UN HYDRO-QUÉBÉCOIS	29
JEAN DES GAGNIERS WILLIAM HUME BLAKE EN CHARLEVOIX	31
JULIE TREMBLAY LA PHILOSOPHIE COMME SOLUTION AU MAL DE VIVRE	32
I. CAREL, R. COMEAU ET J.-P. WARREN VIOLENCES POLITIQUES. EUROPE ET AMÉRIQUES. 1960-1979	33
JOHN MICHAEL GREER LA FIN DE L'ABONDANCE. L'ÉCONOMIE DANS UN MODE POST-PÉTROLE	34
DAVID OWEN VERT PARADOXE. LE PIÈGE DES SOLUTIONS ÉCOÉNERGÉTIQUES	
D. MEADOWS, D. MEADOWS, J. RANDERS LES LIMITES DE LA CROISSANCE	
NEVERT LÉLIA LES CARICATURES DE MAHOMET ENTRE LE QUÉBEC ET LA FRANCE. ÉTUDE COMPARATIVE DES JOURNAUX LIBÉRATION ET LE DEVOIR	36
ALAIN DUMAS ET YVES OUELLET ANTICOSTI. UNIQUE AU MONDE	37
RÉMI GILBERT MON ÎLE AU CANADA. ANTICOSTI ET SON HISTOIRE SOUS HENRI MENIER. 1895-1913	

EXTRAIT EN PRIMEUR



FRANÇOIS OUELLET
20
MISÈRES ET GRANDEURS DE
L'ÉCRIVAIN NATIONAL.
VICTOR-LÉVY BEAULIEU ET
JACQUES FERRON

COLLABORATEURS

Yves-Marie Abraham
Professeur HEC, Université de Montréal
Gratien Allaire
Professeur émérite, Université Laurentienne
Priscyll Anctil Avoine
Étudiante à la maîtrise en Études internationales,
Université Jaume I de Castellón, Espagne
Jacques Beaumier
Conseiller syndical affecté aux dossiers sociopolitiques d'un
syndicat indépendant
Gilles Bibeau
Professeur de sociologie Université de Montréal
Martin Blais-David
Professeur, Université Saint-Paul
Philippe Boudreau
Doctorant en science politique, Université d'Ottawa
Françoise Bouffière
Écrivaine

Nicolas Bourdon
Professeur de littérature, collège Bois-de-Boulogne
Pascal Chevrete
Professeur de littérature, cégep Montmorency
Jacinthe De Montigny
Étudiante à la maîtrise en études québécoises, UQTR
Serge Gauthier
Ph. D., Centre de recherche sur l'histoire et le patrimoine
de Charlevoix
David Hébert
Doctorant au département de philosophie, UQAM
François Ouellet
Professeur de littérature à l'UQAC
Anne Legaré
Professeure associée, science politique UQAM
Jean Roy
Professeur, département d'histoire, UQTR

Les auteurs des textes publiés dans les Cahiers de lecture sont responsables de leur contenu.

ÉDITORIAL

ABONNEMENT AUX REVUES

POUR UNE STRATÉGIE NATIONALE

Un plan lecture audacieux devrait comprendre les mesures requises pour que toutes les bibliothèques publiques du Québec soient abonnées à l'ensemble des revues membres de la Société de développement des périodiques culturels.

Les Cahiers grandissent! Nos abonnés et lecteurs familiers s'en rendront compte immédiatement, quelque chose a changé. La sensation générale d'abord: le papier est légèrement plus fin, ce qui donne une souplesse plus grande et facilite la manipulation; le nombre de pages, ensuite, qui passe à quarante. C'est avec une grande fierté que nous procédons à ces améliorations. Le pari de durer est relevé. Les Cahiers sont non seulement bien établis, mais la réaction qu'ils suscitent, les collaborations dont ils bénéficient et le soutien grandissant que leur accordent les commanditaires laissent entrevoir des jours encore meilleurs pour tous les projets que nourrit l'équipe éditoriale.

Les débats qui ont entouré la commission parlementaire sur le prix unique auront au moins permis de faire un constat: l'industrie du livre est fort dynamique et même si des inquiétudes majeures sont justifiées quant à l'avenir de la librairie indépendante, il faut reconnaître que l'horizon n'est pas bouché. L'offre est abondante et diversifiée, d'une fort bonne tenue également. Les ventes ont faibli – un recul de 4 % est un signal sérieux –, mais un redressement est encore possible. Certes, il y a encore trop de lacunes du côté des habitudes de lecture, trop peu de place accordée à la lecture dans le développement des aptitudes de base et des habitudes de travail des étudiants, trop peu d'attention aux livres québécois dans l'univers médiatique et dans le débat public, mais il faut reconnaître et miser sur le dynamisme de l'édition, sur la très grande diversité de la production et sur une qualité globalement fort appréciable de la programmation. Il faut espérer une loi courageuse et imaginative. Mais il faut aussi savoir mesurer ce qu'on peut attendre d'une loi. Elle peut certes être utile pour encadrer la dimension marchande et discipliner les industriels. Pour ce qui est du changement des mentalités, là où se trouve l'essentiel du travail à accomplir pour donner à la lecture et au livre la place qu'ils devraient occuper dans le développement culturel, il faut savoir insuffler un volontarisme plus affirmé.

Un plan lecture audacieux est requis. Il faut des mesures qui sauront dans tous les milieux favoriser et encourager la lecture, en faire un élément essentiel de la participation à la vie civique aussi bien qu'au développement personnel et à la formation professionnelle. Pour y arriver, il faut, entre autres, un effort majeur du côté de la visibilité et de la connaissance de l'actualité du livre et de la lecture. Et cela passe – à peu près personne n'y a fait allusion lors des consultations – par la valorisation des revues, ces laboratoires de la pensée qui se fait, ces bancs d'essai de la réflexion critique et de l'imagination créatrice.

Les revues, pourtant d'un dynamisme impressionnant, sont les parents pauvres de l'édition québécoise. En dépit des efforts louables de la Société de développement des périodiques culturels, elles évoluent dans un univers littéralement confidentiel. Tous leurs artisans le diront: avec les moyens qui sont les leurs, dans le contexte où elles évoluent, elles sont toutes condamnées à recruter un à un leurs lecteurs. C'est toujours un peu le cas en matière de développement des publics. Mais sans une masse critique offerte par un soutien institutionnel approprié la tâche devient littéralement herculéenne. Leurs budgets de promotion sont indigents, la place que leur accordent les librairies est généralement insignifiante, elles sont systématiquement ignorées des grands médias et des commentateurs. Il faut néanmoins saluer l'initiative du *Devoir* qui chaque mardi leur accorde une demi-page, mais le geste n'en fait que davantage ressortir la marginalité dans laquelle ailleurs elles sont tenues.

Les Cahiers de lecture, comme les autres, élargissent leur lectorat en multipliant les efforts dans les réseaux de leurs collaborateurs, comptant sur le bouche-à-oreille et la complicité bienveillante des auteurs et, de plus en plus, des éditeurs. C'est un chemin tortueux, mais nous avançons. Grâce au dynamisme de l'édition, grâce à la passion de nos collaborateurs. Nous pourrions aller beaucoup plus vite et nous développer autrement mieux si nous pouvions compter sur des interventions institutionnelles structurantes. Il est désormais temps de modifier le type de soutien aux périodiques.

Les mesures d'aide publique jusqu'ici déployées ont surtout porté sur ce que dans le jargon des économistes on appelle *le soutien de l'offre*. L'aide à l'édition, la subvention pour les frais de fonctionnement, la subvention au tarif postal ont certes leur utilité, mais leur efficacité est limitée. Il faut désormais faire porter les efforts du côté de la *structuration de la demande*. Le ministre de la Culture doit ouvrir ce modeste chantier qui, pourtant, pourrait faire une grande différence. Un plan lecture audacieux devrait comprendre les mesures requises pour que toutes les bibliothèques publiques du Québec soient abonnées à l'ensemble des revues membres de la Société de développement des périodiques culturels.

Un tel abonnement offrirait une masse critique qui modifierait substantiellement les conditions économiques des revues en plus de leur offrir une formidable vitrine. Sauf erreur, actuellement, aucune revue québécoise ne bénéficie du soutien de toutes les bibliothèques publiques. L'abonnement reste assez aléatoire – sinon même marginal – alors que les bibliothèques devraient avoir pour mission de rendre visible et accessible la production nationale. Ce n'est pas une affaire de chauvinisme, mais bien de transmission culturelle, de construction de la culture nationale. Pour élargir les publics, il faut mettre les institutions à contribution. C'est aussi une question de cohérence dans l'utilisation des fonds publics: subventionner des revues sans prendre les moyens de les rendre accessibles n'est pas la meilleure manière de gérer les fonds. Sur le plan strictement culturel, cela tient de l'automutilation, condamner les revues à des tirages confidentiels, c'est renoncer à tirer tout le profit du dynamisme créatif, c'est se condamner à vivre en état de sous-oxygénation permanente. Personne n'a les moyens d'un tel gaspillage.

Le ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur pourrait également participer en abonnant l'ensemble des délégations du Québec au catalogue complet des périodiques de la SODEP. Le rayonnement culturel en serait enrichi. Il est inexplicable que le travail des revues reste cantonné dans les limites de la province ou à la merci des hasards et des complicités informelles des réseaux dans lesquels elles s'insèrent. Le ministre Pierre Duchesne pourrait aussi contribuer à ce plan en offrant à tous les centres d'études québécoises membres de l'Association internationale des études québécoises le même ensemble d'abonnements. Les revues fournissent un panorama extraordinaire de la vitalité intellectuelle du Québec, elles offrent une perspective remarquable sur tous les domaines de la culture québécoise dont elles permettent de suivre en temps réel, pour ainsi dire, le bouillonnement.

Présence institutionnelle forte et rayonnement externe sont intimement liés. Le Québec doit cesser de considérer le travail d'exploration culturelle de ses revues comme une affaire domestique livrée aux seules forces de leurs artisans.

Robert Laplante
Directeur

Location d'outils **SIMPLEX**

*Une entreprise québécoise
en affaires depuis 1907*



*Heureuse de participer à la construction
de la référence québécoise*

40 succursales pour mieux vous servir

simplex.ca

• Montréal : 1.800.361.1486 • Québec : 1.800.284.7571 • Ottawa : 1.888.408.8807

PLAIDOYER CONTRE LA RÉPRESSION POLICIÈRE

Nicolas Bourdon

Professeur de littérature, collège Bois-de-Boulogne

FRANCIS DUPUIS-DÉRI (DIR.)
**À QUI LA RUE? RÉPRESSION
POLICIÈRE ET MOUVEMENTS
SOCIAUX**
Montréal, Écosociété, 2013,
280 pages

Dupuis-Déri, professeur de sciences politiques à l'UQAM, est très critique envers la commission publique mise sur pied par le Parti québécois pour faire la lumière sur le printemps étudiant. Dans un article publié dans *Le Devoir* du 10 mai 2013, il estime que la commission se résume à un exercice bidon, car elle ne pourra pas contraindre des témoins – la fraternité des policiers a déjà déclaré qu'elle ne participerait pas – et parce que Serge Ménard, son président, a affiché des préjugés très favorables envers les policiers, notamment lorsqu'il était ministre de la Sécurité publique au moment du sommet des Amériques en 2001. De l'avis de l'auteur, le gouvernement vient de manquer une belle occasion d'enquêter sur la répression policière qui a sévi au printemps 2012.

À *qui la rue?*, l'ouvrage de Dupuis-Déri et de ses collaborateurs, se présente comme une dénonciation de la brutalité policière. La thèse centrale des auteurs réside dans le fait que la police opère une distinction entre les bons et les mauvais manifestants; c'est cet a priori qui détermine selon eux la nature de l'intervention policière bien davantage que les actes posés par les manifestants. Les exemples abondent pour prouver la véracité de cette observation; le moindre n'est pas celui du tristement célèbre matricule 728 qui a procédé à l'arrestation de citoyens en arguant qu'ils étaient des «gratteux de guitare» et des «carrés rouges». À l'inverse, Dupuis-Déri fait part de son implication lors dans la grève des professeurs de l'UQAM à l'hiver 2009 qui a duré sept semaines; les professeurs ont commis nombre d'actes illégaux, dont le blocage des portes d'entrée de l'université, mais ils n'ont jamais été inquiétés par la police qui est toujours demeurée courtoise envers eux. À peu près à la même époque, les salariés du *Journal de Montréal* étaient en lockout et organisaient des actions d'éclat: ils ont entre autres occupé le siège social de la Caisse de dépôt et ont perturbé la livraison du journal, mais ils n'ont été l'objet d'aucune arrestation. Dupuis-Déri en conclut que «l'identité sociale des contestataires semble avoir une influence importante, car les policiers ne répriment pas toujours en fonction de ce qui est fait, mais de qui le fait».

Les corps policiers entretiennent une vision binaire des manifestants: les bons

manifestants sont des salariés, généralement des pères ou des mères de famille, ils militent en faveur d'une cause ciblée (il s'agit souvent de revendications salariales) et ils ne remettent pas en cause les fondements politiques de leur société. Les mauvais manifestants sont le plus souvent jeunes, ils sont de toutes les manifestations, leur critique s'attaque au système politique pris dans son ensemble et souvent

Les mauvais manifestants sont le plus souvent jeunes, ils sont de toutes les manifestations, leur critique s'attaque au système politique pris dans son ensemble et souvent elle n'épargne pas la police! À ce titre, le printemps étudiant de 2012 dépassait les simples revendications pour la gratuité scolaire ou à tout le moins pour le gel des frais de scolarité, il se voulait, pour certains manifestants, un appel à un changement profond des structures politiques.

elle n'épargne pas la police! À ce titre, le printemps étudiant de 2012 dépassait les simples revendications pour la gratuité scolaire ou à tout le moins pour le gel des frais de scolarité, il se voulait, pour certains manifestants, un appel à un changement profond des structures politiques. Un des nombreux slogans vus lors d'une manifestation disait d'ailleurs: «On vous dérange? On veut juste changer le Québec.» Plus profondément, le manifeste de la Classe, *Nous sommes avenir*, publié le 12 juillet 2012, à la veille des élections générales québécoises, remettait en question la démocratie représentative:

Leur vision, leur démocratie, ils et elles la disent représentative: on se demande bien qui elle représente. Elle ne se vit qu'une fois tous les quatre ans et ne sert trop souvent qu'à changer les visages. Élection après élection, les décisions restent les mêmes et servent les mêmes intérêts, préférant les doux murmures des lobbys au tintamarre des casseroles.

On peut sourciller à la lecture de ces propos qui rappellent le slogan «Élections, piège à cons» de mai 68, et qui ont pu avoir pour effet de décourager certains jeunes d'aller voter, il n'en reste pas moins qu'une société démocratique devrait permettre à toutes les tendances idéologiques de s'exprimer, mais durant le printemps étudiant, les forces policières et le gouvernement Charest ne

À qui la rue ?

Répression policière et mouvements sociaux



écosociété

semblaient pas avoir entendu parler de cette noble maxime qu'on a longtemps attribuée à Voltaire: «Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï pour que vous vous ayez le droit de le dire.»

Dupuis-Déri consacre un chapitre entier à la crise étudiante; il observe que des manifestations tout à fait pacifiques ont été violemment réprimées par la police. Il en est ainsi du 30 avril 2012 à Québec où la police a arrêté une centaine de féministes qui participaient à une manifestation tout à fait paisible. Le 10 juin 2012, lors de la course de la FI une trentaine de personnes ont été fouillées et arrêtées sur l'île Sainte-Hélène, car elles portaient «un signe révolutionnaire» aux dires d'un policier. Lorsque le mouvement de contestation populaire a repris de la vigueur à l'hiver 2013, la police s'est montrée particulièrement intolérante. Les manifestations se sont soldées par des centaines d'arrestations et certaines ne purent tout simplement pas avoir lieu: il en est ainsi de la traditionnelle manifestation du 15 mars contre la brutalité policière où la police a chargé la foule avant même que l'événement n'ait débuté, idem pour la manifestation du 22 mars 2013 organisée par l'ASSÉ: elle a été interrompue très rapidement par les policiers qui ont procédé à 300 arrestations.

Dupuis-Déri conclut que la répression politique n'est pas l'apanage des régimes totalitaires; elle a pu être observée dans une société libérale comme le Québec et le mérite de son ouvrage est d'avoir analysé l'action de la police en l'englobant dans un cadre politique plus large. Il est bien évident que l'attitude du premier ministre qui n'avait que de bons mots pour le travail de la police, les déclarations incendiaires de certains de ses ministres – dont Christine St-Pierre pour qui le carré rouge était un symbole de «violence» et «d'intimidation» – et de commentateurs très médiatisés pour qui les contestations étudiantes se résument à du chaos et à de la violence, ont conforté les policiers dans l'idée qu'ils agissaient pour le bien commun en réprimant brutalement un mouvement social. ♦

UN BILAN CRITIQUE DU MOUVEMENT DES CARRÉS ROUGES

Philippe Boudreau

Doctorant en science politique, Université d'Ottawa

COLLECTIF DE DÉBRAYAGE
**ON S'EN CÂLISSE. HISTOIRE
PROFANE DE LA GRÈVE
PRINTEMPS 2012, QUÉBEC**
Montréal, Sabotart, 2013, 283 pages

Les grandes divisions qui caractérisent le mouvement étudiant québécois sont relativement connues, notamment celle opposant son aile plus militante (l'Association pour une solidarité syndicale étudiante – ASSÉ) à son aile plus favorable à la concertation (les deux fédérations étudiantes : FECQ et FEUQ). Sont moins connues celles traversant l'ASSÉ, en outre les clivages idéologiques opposant les tenants du traditionnel syndicalisme de combat aux éléments plus libertaires ou révolutionnaires. *On s'en câlisse* permet une incursion au cœur de la politique intérieure de l'ASSÉ et laisse entrevoir l'ampleur des désaccords y régnant quant au sens à donner à cette grève historique.

Le livre s'attaque au récit progressiste prédominant dans la littérature sur le *printemps érable*. Il veut y substituer une interprétation hétérodoxe, en vertu de laquelle le mouvement de grève aurait été détourné en bonne partie de sa trajectoire authentique et aurait débouché, en septembre 2012, sur un cul-de-sac politique. Pour faire cette démonstration, les auteurs – anonymes – procèdent à une analyse serrée des six mois de conflit, en découpant celui-ci en huit phases distinctes. L'étude de ces phases est précédée de plusieurs chapitres introductifs : un premier sur l'histoire et la géographie du Québec, un second sur la nature et le fonctionnement de l'ASSÉ, puis un troisième sur les revendications étudiantes, mettant l'accent sur l'enjeu de l'endettement.

La grande force du livre est sa relation détaillée et trépidante des principaux épisodes de la crise sociale de 2012. Trois chapitres s'avèrent particulièrement savoureux à cet égard : celui sur le déclenchement de la grève (15 février au 22 mars), celui sur l'ouverture d'une phase d'action directe, incluant l'émeute du salon Plan nord au Palais des congrès (22 mars au 20 avril) et celui sur l'enlisement du conflit, incluant la bataille de Victoriaville (20 avril au 10 mai). Chaque fois, les auteurs nous livrent des témoignages vivants et précis, donnant au lecteur la sensation d'être un témoin direct du drame qui se joue. L'analyse met en lumière les atouts et les limites des tactiques étudiantes, de même que leur articulation aux velléités du pouvoir étatique de dominer la situation.

Étrangement, un chapitre complet est dédié à l'épisode des fumigènes dans le métro. Cet incident, somme toute anecdotique, fait

l'objet d'une attention soutenue. Les 14 pages que les auteurs lui consacrent semblent destinées d'une part à légitimer le choix de cette tactique et d'autre part à mettre au jour l'ensemble des initiatives répressives et le délire sécuritaire auxquels ce choix a donné lieu.

Avec les chapitres sur l'adoption de la loi spéciale et sur le mouvement des casseroles, la trame redevient enlevante, mais le récit affiche un penchant plus net pour l'interprétation ; les auteurs s'attachent plus systématiquement à la défense de leurs thèses. Deux d'entre elles ressortent plus clairement : la première relative à la nature du conflit social de 2012 et la seconde quant à ce qu'il en est advenu.

**Ce livre reste probablement,
au moment d'aller sous presse
(septembre 2013), le meilleur
compte-rendu disponible de ce
mémorable Printemps québécois.**

D'abord, pour les auteurs, le mouvement social généré par la lutte des carrés rouges contenait des potentialités révolutionnaires. En outre, la déferlante de casseroles témoignait de l'irruption d'un nouvel acteur, la plèbe, dont la spontanéité et la colère auraient pu – et dû – se décupler. L'indéniable résistance populaire à la loi spéciale et l'opiniâtreté de la lutte étudiante ont permis de dissoudre le vernis démocratique recouvrant les institutions judiciaires et politiques et ont fait apparaître l'État dans sa forme naturelle : l'autoritarisme. Cette mise à nu du souverain ouvrait une brèche unique dans l'histoire du Québec contemporain.

La seconde thèse complète la première : le mouvement social de 2012 a été détourné ou récupéré par des acteurs lui voulant du mal ou poursuivant des objectifs vains et inappropriés (leaders étudiants, professeurs, artistes, intellectuels, syndicats, Québec solidaire, etc.). Ces acteurs, dont les principaux défauts peuvent être – selon le cas – le réformisme, l'électorisme, l'idéalisme, le pacifisme ou le citoyennisme, auraient durant l'été 2012 obtenu des masses en colère qu'elles abandonnent la lutte et réintègrent leur rôle habituel dans la société. Cette thèse présente diverses faiblesses. Primo, en exagérant l'influence réelle que peuvent avoir certains de ces acteurs. Secundo, en niant la possibilité que plusieurs de ces acteurs se solidarisent en toute bonne foi (donc sans désir d'instrumentalisation) avec le mouvement et ses revendications. Tertio, en faisant des étudiants, et des personnes les appuyant, des êtres plus ou moins souverains, presque incapables de lire par eux-mêmes la conjon-

ture et de déterminer rationnellement la meilleure conduite à adopter.

Tout au long du livre, le Collectif de débrayage critique l'ASSÉ et ses porte-parole, remettent en question les règles démocratiques du syndicat étudiant et dénonçant ses membres qui « ne voient dans la grève qu'un moyen pour atteindre une fin (p. 234) », à savoir le gel des frais de scolarité, voire la gratuité scolaire. Les auteurs s'en prennent aux procédures et aux finalités des assemblées générales étudiantes, ces AG « demeurant l'outil de gestion normale de la vie étudiante, non un moyen de lutte ayant émergé de ses propres nécessités (p. 245) ». En lieu et place de ce cadre trop rigide de l'association étudiante dont les structures écrasent les affects et interdisent la politique passionnelle, les auteurs privilégient les petits collectifs affinitaires et autonomes.

Se dissociant de l'interprétation voulant que le verdict des urnes ait donné raison aux carrés rouges, notamment via l'annulation de la hausse des frais de scolarité le 5 septembre 2012, l'ouvrage retient plutôt ceci, parmi ses conclusions : « [...] loin de porter le coup final au mouvement, la loi spéciale lui a offert un tyran à abattre, l'occasion de déborder sa base. Et la mort du mouvement étudiant que Charest espérait léguer aux générations futures n'aura pas lieu de sitôt (p. 260) ». Si les auteurs ont possiblement raison quant aux conséquences politiques de l'adoption de la loi 78 et quant à la pérennité du mouvement étudiant, ne doit-on pas leur signaler au passage que les élections provinciales ont justement permis de trancher entre les deux camps et ont entraîné l'abrogation de la loi honnie ?

Malgré ces quelques limites, le livre reste probablement, au moment d'aller sous presse (septembre 2013), le meilleur compte rendu disponible de ce mémorable Printemps québécois. Et par-delà ses qualités narratives, il propose plusieurs réflexions légitimes sur les problèmes et les contradictions des stratégies syndicales étudiantes. Ainsi, tandis que les associations étudiantes maîtrisent bien les préparatifs et les modalités du déclenchement d'une grève générale, qu'en est-il de l'art de la mener à son terme ? Cette question centrale continuera de préoccuper longtemps le mouvement lui-même, ainsi que les spécialistes l'analysant. ♦



MÉMORABLE PRINTEMPS

Josée Lacourse
Chef de pupitre sciences sociales

M. BONENFANT, A GLINOER ET M.E. LAPOINTE
LE PRINTEMPS QUÉBÉCOIS. UNE ANTHOLOGIE
Montréal, Écosociété, 2013, 332 pages

PIERRE-LUC BRISSON
APRÈS LE PRINTEMPS
Montréal, Les Éditions Poète de Brousse, 2012, 93 pages

PAUL CHAMBERLAND
LES PANTINS DE LA DESTRUCTION
Montréal, Les Éditions Poète de Brousse, 2012, 109 pages

MICHEL SEYMOUR
UNE IDÉE DE L'UNIVERSITÉ. PROPOSITIONS D'UN PROFESSEUR MILITANT
Montréal, Boréal, 2013, 204 pages

L'anthologie que nous proposent Maude Bonenfant, Anthony Glinier et Martine-Emanuelle Lapointe est à la fois un beau livre de par sa facture et une archive qui documente les événements qui ont jalonné la grève étudiante du printemps 2012, qualifiée par certains de «printemps érable» et que les auteurs ont préféré nommer le «printemps québécois». Le choix du titre reflète bien la position adoptée par les auteurs telle qu'ils nous la livrent dans un court avant-propos intitulé «En résistance».

De la masse d'informations générée par le commentaire, certaines dates, certains événements seront retenus et formeront ce que les auteurs identifient comme «un récit confortable et digeste» (xix). Ils ambitionnent plutôt de retracer «l'histoire que l'Histoire risque d'oublier» (xxi). Cette petite histoire, les auteurs la construiront à travers les paroles, les gestes et les écrits de ceux et celles qui ont participé aux événements. Plus encore, la lecture de cet ouvrage nous éloigne de l'image violente forgée par certains médias de masse, alimentés en cela par la propagande gouvernementale libérale et les propos de certaines élites néo-libérales. Elle nous rapproche plutôt de l'image qu'en ont les citoyens qui étaient du mouvement.

Les auteurs font état des choix parfois déchirants qu'ils ont dus effectuer afin de mener à bien ce projet de livre :

S'il privilégie le domaine culturel, ce livre s'articule autour d'une chronologie des événements qui accorde une large place aux discours sociaux, politiques et institutionnels ainsi qu'aux déclarations des personnages les plus médiatisés...(xx).

Avant d'en aborder le contenu, il faut souligner la qualité du travail graphique qui fait de ce livre en forme de carré rouge, un bel objet où on peut suivre, sans se perdre, les différents niveaux de discours et mises en images retenus lesquels empruntent diverses formes (déclarations, lettres ouvertes, manifestes, courts articles, témoignages, poèmes, présentation de divers groupes, collectifs et médias alternatifs, description d'œuvres et de productions artistiques, tweets, pages Facebook, bandes dessinées, jeux vidéo, caricatures, photographies de manifestations, d'installations artistiques et d'activités au cœur ou en marge des manifestations, vidéos, affiches). Ce livre est bien plus qu'un ouvrage agréable à consulter, il nous replonge dans le vif du sujet – la marchandisation du monde – tout en nous faisant revivre l'extraordinaire effervescence de ce printemps où «l'art, l'acte et la pensée ont repris leurs droits»(xx).



Le biais en faveur du domaine culturel est heureux, car il permet au lecteur de découvrir la créativité dont les activistes ont fait preuve à travers un nombre impressionnant d'activités. Elles ont souvent en commun de se référer au bagage culturel québécois (la littérature, la poésie, le cinéma, les arts traditionnels ou technologiques) et elles font le plus souvent preuve d'humour, d'ironie tout en explorant diverses stratégies ludiques. Les vidéos, les jeux, les chansons, les installations artistiques, les concerts, les lectures, bref, tout un foisonnement d'activités qui montre tout à fait le bien-fondé de l'éducation supérieure.

Les quelques trois cents pages de l'ouvrage contiennent également plusieurs textes dignes de mention qu'il ne serait pas possible de passer intégralement en revue ici. Mentionnons l'avant-propos signé par Georges Leroux qui présente fidèlement le livre, témoigne de son propre engagement tout en résumant la chronologie des événements en trois phases – affrontement, radicalisation et judiciarisation (ix). Pour chacune des phases, l'auteur retrace les positions de chacune des parties en cause. Si on peut être en désaccord sur la réalité de sorties de crises manquées par le refus des compromis proposés par le fiscaliste Luc Godbout, l'auteur livre tout de même un fort beau texte. De même, la très courte postface proposée par les Zapartistes, intitulée «Les corneilles et les récoltes», se moque des sbires de tout acabit qui n'ont rien de plus pressé que de déclarer que les événements n'ont rien changé. Évoquant tour à tour les manifestations dans la mouvance altermondialiste, puis celles du mouvement étudiant en 2005, puis en 2012, le groupe conclut sur une note d'espoir en se (nous) disant que la prochaine récolte sera meilleure que la précédente. Le texte de Michaël Fortier sur le caractère factice de la notion d'opinion publique, celui de René Forget, policier à la retraite, qui rappelle à ses anciens collègues qu'ils sont juridiquement responsables de la violence qu'ils exercent et qui les exhorte à respecter le sens de leur mission; le témoignage sur le cégep populaire de Saint-Laurent et les beaux vers de Zéa Beaulieu-April, pour ne nommer que ceux-là, méritent une attention spéciale.



Dans un tout autre registre, Pierre-Luc Brisson propose une analyse à chaud du printemps érable puisque son court essai intitulé «Après le printemps» a été imprimé en novembre 2012. L'effort de distanciation nécessaire à l'analyse amène l'auteur à privilégier un questionnement sur les institutions démocratiques. Selon lui, les événements du printemps 2012 viennent confirmer la nécessité de repenser l'avenir de notre démocratie afin qu'elle exprime davantage la volonté du peuple. Pour étayer sa réflexion, l'auteur passe en revue un certain nombre de faits saillants qui viennent caractériser la position du gouvernement en place tout comme celle des médias, de même que celle des dirigeants des collèges et universités. Ce faisant, il mesure l'écart entre les pratiques observées dans le cours des événements avec celles qui devraient exister dans l'exercice d'une démocratie digne de ce nom.

Renvoyant dos à dos l'intransigeance et le mépris du gouvernement Charest et la désobéissance civile qui suit l'adoption de la loi 12, Pierre-Luc Brisson y voit autant de preuve de la nécessité d'une refonte des institutions politiques de façon à remettre en phase les élus avec leur mandat de représentation. L'assouplissement de la ligne de parti, l'introduction d'une certaine proportionnalité de même qu'un financement public des partis constituent, aux yeux de l'auteur, des conditions indépensables d'un renouvellement démocratique.

L'importance de l'information véhiculée par les médias n'est plus à démontrer dans l'exercice démocratique. Or, on ne peut que se questionner avec l'auteur sur la qualité de la couverture des événements par les médias de masse. La condescendance, le paternalisme quand il ne s'agissait pas d'attitudes colériques de la part de plusieurs interviewers face aux représentants étudiants viennent remettre en cause la prétendue objectivité journalistique. Toutes ces attitudes, comme l'assimilation des étudiants à des enfants-rois de façon à invalider une argumentation demeurée systématique, de même que cette invraisemblable incompréhension du fonctionnement démocratique des associations étudiantes sont, suivant l'auteur, autant d'expressions d'un clivage générationnel (p. 33-40). Soulignant l'importance et la qualité du travail des médias citoyens durant les événements, notamment celui de CUTV, l'auteur questionne les choix éditoriaux des principaux médias tout en se réjouissant du fait que les médias citoyens disponibles sur le net viennent contrebalancer la vision éditoriale des médias aux mains du milieu des affaires (p. 53-55). Insistant sur l'importance de la diversité des points de vue pour la qualité des débats publics, l'auteur appelle de ses vœux une télévision d'État québécoise qui créerait sa propre salle des nouvelles avec antennes régionales et viendrait ainsi alimenter une réflexion collective quant à l'avenir de la société québécoise et de ses institutions.

Tout aussi important pour la démocratie représentative que les institutions politiques et médiatiques, le système d'éducation est présentement au centre de transformations qui modifient en profondeur son rôle au sein de la société. La chose est encore plus évidente quand on considère les positions des dirigeants d'université en poste. L'auteur questionne le sérieux de leur gestion comme leur adhésion au modèle anglo-saxon, lequel a entraîné un endettement étudiant inégalé (p. 68-69). Il s'interroge également sur le modèle universitaire qui se développe peu à peu et qui met l'accent sur la formation de professionnel expert dont l'exiguïté des limites de leurs savoirs les rend inaptés à saisir les enjeux auxquels seront, sous peu, confrontées nos sociétés (p. 69-71). Insistant sur la très grande violence des images d'interventions policières et d'agences privées de sécurité dans l'enceinte des universités, violence plus grande que les vitrines fracassées ou les rues bloquées, l'auteur plaide en faveur d'une vision humaniste de l'éducation supérieure (p. 74-76). Il insiste également sur la faisabilité de la gratuité scolaire qui pourrait représenter un grand chantier social (p. 79-80). En terminant son essai par le slogan

[...] mettre en évidence la mise en scène dont le tout témoin et qui, en bout de ligne, dépossède le citoyen de ses prises de position tout en visant à en faire un pantin docile sous peine d'être déshumanisé comme l'ont montré amplement la façon dont s'est exercée la répression policière.

de la grève: «On avance! On avance! On recule pas!», Pierre-Luc Brisson nous invite à penser des mécanismes de revitalisation de nos institutions démocratiques afin de les sortir des ornières de la partisannerie pour enfin aborder les choix politiques futurs dans l'intérêt du bien commun.

Si on peut critiquer la vision de l'État proposée, car, après tout, le monopole de la violence – largement utilisé dans les événements que l'on sait – caractérise autant l'État démocratique que son éventuelle représentativité, il reste que l'auteur, dans un style vif mais mesuré, dresse une première analyse de notre printemps qui amène à la réflexion plutôt qu'à la distribution des blâmes. Pour cela et un peu plus, la lecture de cet essai est nécessaire pour comprendre les préoccupations d'une partie de la jeunesse qui, pour être minoritaire dans une société vieillissante, n'en demeure pas moins importante pour notre avenir à tous.



Dans un style bien à lui, Paul Chamberland propose lui-aussi un court essai publié par la même maison que l'ouvrage précédent. Si l'auteur se questionne également sur le devenir de la démocratie, sa réflexion déborde largement des cadres dans lesquels Pierre-Luc Brisson inscrit la sienne. Certains des événements qui se sont déroulés durant la grève étudiante sont invoqués, quoique pas tant pour les analyser en eux-mêmes, mais plutôt pour montrer comment ils s'inscrivent dans une logique plus générale du devenir de l'humanité. Reprenant sous une forme condensée des idées exposées dans un essai publié précédemment^[1], l'auteur poursuit son analyse de l'évolution des sociétés actuelles qui, si rien ne change, s'achèment inéluctablement vers leurs destructions. Certains aspects de sa réflexion sont de l'ordre de l'économie politique caractérisant le capitalisme actuel où la domination des hyper-riches s'exerce dans tous les domaines de la vie humaine. C'est ainsi que le discours des «Lucides», avec Lucien Bouchard à leur tête, est caractérisé comme un discours du maintien d'un ordre qui favorise les activités économiques au détriment de toutes autres activités, même politiques, puisque les politiciens n'agissent qu'en fonction des intérêts des puissants à qui ils doivent leurs carrières. Ainsi leur condamnation péremptoire de la désobéissance civile du printemps 2012 illustre bien leur conception étriquée de la démocratie, même lorsque celle-ci est bafouée comme en témoigne également l'adoption de la loi 12.

Le Lucide énonce alors le fond de sa pensée. Que les citoyens se taisent, qu'ils obtempèrent, qu'ils laissent carte blanche à ceux qui, parce que élus, auraient tout pouvoir de trancher, peu importe qu'ils renient leurs «promesses», qu'ils agissent de manière arbitraire ou discrétionnaire, voire carrément inique. Ce sujet politique qu'est le citoyen d'un État démocratique fait le mort tant que n'ont pas été déclenchées, il faut bien en passer par là, des élections: c'est le seul mode d'exercice démocratique auquel il ait droit (p. 17).

Les déclarations concernant la tenue du Grand Prix à Montréal et les comportements des politiciens de même que ceux des policiers à l'égard des tenants du carré rouge sont passés en revue

[1] Publié chez VLB Éditeur en 2004, l'essai s'intitule: *Une politique de la douleur. Pour résister à notre anéantissement*. L'auteur y présente un travail substantiel d'analyse des conditions nécessaires à réunir pour éviter ce qui apparaît comme une course vers l'anéantissement de l'humanité.


 suite de la page 8

de manière à mettre en évidence la mise en scène dont le tout témoigne et qui, en bout de ligne, dépossède le citoyen de ses prises de position tout en visant à en faire un pantin docile sous peine d'être déshumanisé comme l'ont montré amplement la façon dont s'est exercée la répression policière. Dans les deux chapitres subséquents, l'auteur quitte la scène de la grève étudiante pour aborder les illustrations de la politique de la haine et de la colère puis celles du déni de la faiblesse, faiblesse qui une fois reconnue pourrait permettre d'échapper à la pulsion de mort – telle que définie par Freud – qui n'est plus contrebalancée par celle du plaisir et qui mène à une destruction inévitable de l'humanité. Pourtant, Paul Chamberland pense cette destruction nécessaire pour qu'il y ait une renaissance des sociétés humaines établies sur d'autres bases que celles du système capitaliste actuel. Toute tentation réformiste ne ferait que retarder l'inévitable sans libérer les hommes de l'emprise de ceux à qui profite le système actuel.

On mesure ici toute la distance qui existe entre Paul Chamberland et Pierre-Luc Brisson. Certes, on peut préférer le point de vue défendu par Brisson qui soutient qu'il est possible de changer les choses maintenant. Cependant, la thèse de Chamberland a le mérite de faire une large part au caractère systémique des événements se déroulant sur la scène internationale face auxquels nous sommes des témoins tantôt indifférents, tantôt impuissants. L'indignation, le poète tente de la dépasser en imaginant les conditions du retour à une humanité véritable où l'exploitation et la domination cèderaient le pas à la justice et l'équité.



Michel Seymour propose, quant à lui, une réflexion plus circonscrite des événements qui ont marqué la grève étudiante qu'il abordera surtout du point de vue d'une politique de la connaissance. Il présente son livre comme une contribution philosophique engagée : philosophique parce que l'auteur étaye sa réflexion à partir de la théorie de la justice de John Rawls ; engagée parce que le philosophe présente sa position dans le débat entourant la question de la hausse des frais de scolarité, laquelle déborde nécessairement sur le type d'université qu'on souhaite pour le Québec. Comme l'auteur l'indique lui-même, l'ouvrage se veut une contribution à la philosophie politique appliquée (p. 9).

L'argumentation présentée s'appuie sur les thèses de John Rawls qu'on considère comme l'un des plus grands théoriciens actuels de la justice (p. 19). La justice sociale chez Rawls s'appuie sur deux principes, celui de la juste égalité des chances et celui de la différence. Lorsqu'adéquatement appliqués, ces deux principes génèrent les conditions nécessaires à la création de la richesse dont la seule visée serait de permettre une redistribution auprès des plus démunis de la société. On comprend alors pourquoi un système d'éducation accessible est l'incarnation même de la justice rawlsienne puisqu'il garantit à tous l'accès aux emplois de qualité sans égard à l'origine de classe (p. 19-26). Un système d'éducation conçu en ces termes suppose également une implication étatique importante de façon à assurer l'application des différentes caractéristiques du principe de juste égalité des chances : « égalité formelle, égalité de traitement, seuil minimal, politiques contre la discrimination, évaluation au mérite et interventions ciblées auprès des plus démunis » (p. 29). La mise en place d'un système d'éducation véritablement égalitaire implique également l'existence d'un impôt progressif suffisant pour permettre son financement (p. 46).

L'accessibilité aux études supérieures ayant été au centre des préoccupations du mouvement étudiant, on comprend d'autant

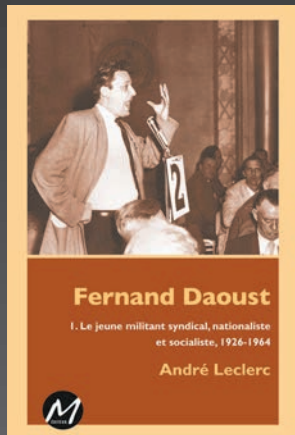
Différentes illustrations de dérives immobilières sont passées en revue, mais une attention particulière est accordée à la catastrophe annoncée que constitue le futur campus de la gare de triage d'Outremont. Le fait que l'estimation des coûts ait triplée en l'espace de six ans, sans qu'une seule pierre n'ait été posée, justifie toutes les craintes

mieux l'intérêt de l'approche rawlsienne qui inspirera l'analyse de la grève étudiante et des positions qui s'y sont affrontées : celles des étudiants et des professeurs face à celle des recteurs, alliés inconditionnels du gouvernement Charest. Car M. Seymour démontre de manière convaincante que la promotion ou le refus de la hausse des droits de scolarité coïncide avec des conceptions opposées du système scolaire en général et de l'université en particulier. Au refus de la hausse des droits de scolarité correspond une conception de l'université comme service public qui bénéficie à l'ensemble des citoyens puisque l'ensemble des professionnels formés contribueront au bien-être de la population (p. 53). La hausse des droits de scolarité correspond plutôt à une conception de l'université-entreprise – c'est-à-dire une université qui se définit par rapport à son rôle dans l'économie (p. 63) – fonctionnant selon la logique de l'utilisateur-payeur où la hausse vient valoriser le diplôme-marchandise devenu produit de luxe (p. 65). L'auteur taxe les tenants de cette conception – largement soutenue par les actuels recteurs ! – d'une profonde méconnaissance des conditions de vie des étudiants dont il dresse à grands traits un portrait qui met en évidence les exigences nouvelles du marché de l'emploi (études universitaires plus longues, cumul de différents diplômes en fonction des débouchés changeants, obligation d'occuper un emploi durant les études, etc. (p. 66-67)). Les politiques de hausse des droits de scolarité se multiplient au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde, promouvant l'université-entreprise avec la complicité de la classe moyenne qui refuse, avec une certaine véhémence, de contribuer davantage à son financement, nous éloignant toujours plus de la justice sociale rawlsienne.

Des quatorze points passés en revue par l'auteur, il appert que l'implantation de ce modèle d'université est en cours au Québec. Des considérations de l'auteur, deux illustrent particulièrement bien les réserves que ce type d'université soulèvent. M. Seymour raconte le revers qu'il a essuyé lors de la diffusion d'une pétition s'élevant contre la poursuite-bâillon intentée par Barrick Gold à l'encontre des auteurs de *Noir Canada* auprès des chercheurs affiliés au Munk Center (centre d'études internationales de l'Université de Toronto). On comprend mieux cette autocensure lorsque l'on sait que le principal bailleur de fonds du centre est également le président de Barrick Gold (p. 74). Voilà un exemple probant de la limitation de la liberté universitaire par l'implication du monde des affaires au sein de l'institution universitaire ! L'autre question mise de l'avant par l'auteur est celle de la remise en question de la péréquation interfacultaire, abandonnée à l'Université de Sherbrooke et à l'Université Queen's et que l'administration de l'Université de Montréal a tenté de remettre en cause indirectement par des mesures budgétaires. Or le principe de péréquation interfacultaire permet justement d'articuler la vocation économique et la vocation humaniste de l'université, les unités rentables permettant de soutenir financièrement celles dédiées à la transmission de la culture par le biais d'une formation générale axée sur le développement d'une pensée critique (p. 76-81).

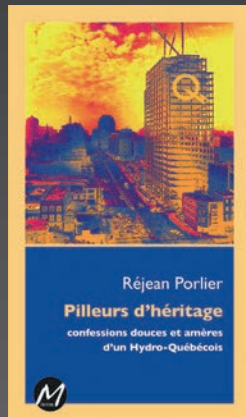
L'analyse de l'argumentation des tenants de la hausse des droits de scolarité montre bien son caractère plus idéologique que pragmatique. Il s'agit en fait de forcer l'application du principe de l'utilisateur-payeur sans jamais en questionner le bien-fondé. Les

 suite à la page 10
 



Élevé dans une famille monoparentale modeste, Fernand Daoust embrasse le syndicalisme et le socialisme, sans renier le nationalisme. Pendant 24 ans, Fernand Daoust codirige la FTQ. Biographie en deux volumes

Collection Militantismes
Tome 1, 312 pages, 24,95 \$



Comment et pourquoi affaiblit-on en douce ce fleuron de l'économie québécoise? Est-ce que les syndicats ont encore un rôle à jouer?

Collection Militantismes
184 pages, 13,95 \$



Au cœur de la crise du capitalisme se manifeste une volonté de «prendre ses affaires en mains» – du coopératisme à l'autogestion généralisée.

Collection Marxismes
184 pages, 22,95 \$



Les enjeux politiques aussi bien à gauche qu'à droite du manifeste *Refus global*. Une analyse d'un aspect méconnu du célèbre manifeste.

Collection Mouvements
128 pages, 12,95 \$



Un examen de la diversité, de la richesse, et des limites des théories féministes, mais aussi des débats et des divergences.

Collection Mouvements
144 pages, 12,95 \$



Pourquoi n'arrive-t-on pas, malgré les mobilisations massives, à stopper les contre-réformes néolibérales? Quelle stratégie adopter pour faire des gains et transformer la société?

Collection Mobilisations
208 pages, 21,95 \$

**Des livres pour comprendre,
des livres pour agir!**



suite de la page 9

textes et discours des Lacroix, Monmarquette et compagnie qui ont encouragé l'intransigeance du gouvernement Charest, sont passés en revue de façon à en montrer les incohérences. M. Seymour évalue avec sévérité les positions de la CRÉPUQ qui peaufine son discours de façon à gommer la diminution des transferts fédéraux aux provinces pour un financement adéquat de l'éducation supérieure. Car la transformation des transferts fédéraux en dépenses directes – création de programmes, de centres de recherche, etc. – profite aux universités qui voient d'un bon œil ces rentrées d'argent. Toutefois, certains postes financiers se voient systématiquement défavorisés, d'où un manque à gagner qui ne peut, toujours selon les recteurs, être comblé qu'en haussant les droits de scolarité. C'est l'argument de la juste part des étudiants qu'on assène tout en passant pudiquement sous silence la juste part que les plus riches font de moins en moins, de baisses d'impôts en paradis fiscaux dont ils sont de plus en plus nombreux à bénéficier. C'est bien pourquoi, il faut se demander avec l'auteur, si ces argents sont dépensés de manière appropriée.

C'est toute la question du mal financement, mais aussi de la gestion déficiente des administrations universitaires que dénonce l'auteur. L'incapacité à définir un ordre prioritaire des besoins affaiblit la position des recteurs qui ne savent justifier leur demande de financement qu'en fonction de la moyenne des universités canadiennes, car pour être réels, tous les besoins ne sont pas essentiels. C'est ainsi que les besoins réels d'investissements immobiliers se transforment en projet grandiose et aussi, en gouffre financier. Différentes illustrations de dérives immobilières sont passées en revue, mais une attention particulière est accordée à la catastrophe annoncée que constitue le futur campus de la gare de triage d'Outremont. Le fait que l'estimation des coûts ait triplée en l'espace de six ans, sans qu'une seule pierre n'ait été posée, justifie toutes les craintes! L'auteur propose pourtant des solutions pragmatiques et peu coûteuses que l'administration de l'université de Montréal rejettent du revers de la main sans évaluation sérieuse. Pendant ce temps, les activités d'enseignement demeurent sous-financées!

La revue des décisions mal ficelées et dont le bien-fondé est assez mal argumenté pose finalement la question de la gouvernance des universités. Car enfin, on s'explique bien mal que les universités qui concentrent les ressources professionnelles nécessaires à la formation de la relève, soient si mal conseillées lorsque vient le temps de prendre les décisions importantes. Suivant l'auteur, c'est bien parce que les directions des universités et des collèges ont fonctionné en vase clos que nous avons eu droit à ce fiasco politique qu'a été la politique de hausse des droits de scolarité, sans compter les ruptures durables qu'aura provoquées l'application de la loi 12, car plusieurs n'oublieront pas de sitôt les interventions policières appuyées ou sollicitées par les directions d'université. L'auteur voit dans une approche collégiale un mode de gestion mieux adapté à l'institution universitaire, approche de laquelle se sont considérablement éloignées les directions actuelles. M. Seymour souhaite la mise sur pied:

[...] d'un collectif décisionnel qui mettrait à profit les compétences des membres de la communauté universitaire et leur connaissance profonde de l'institution, tout autant que la contribution de membres externes, soucieux de faire du parcours universitaire étudiant un élément essentiel du mieux-être des prochaines générations (p. 184).

Ce collectif décisionnel serait mieux à même d'identifier d'éventuelles dérives tout en acceptant de rendre des comptes à la communauté universitaire et à la société québécoise. L'auteur termine l'essai en dénonçant l'autoritarisme dont ont fait preuve le gouvernement Charest ainsi que les directions de collèges et d'universités. Mais surtout, il invite les intellectuels à prendre une part active aux combats à venir, dont celui qui définira le rôle de l'université. ♦

LA BATAILLE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES FEMMES

Jean Roy

Professeur, département d'histoire, UQTR

CLAUDE GRAVEL

LA FÉMINISTE EN ROBE NOIRE. MÈRE SAINTE-ANNE-MARIE

Montréal, Libre Expression, 2013, 223 pages

Marie-Aveline Bengle (1861-1937), en religion sœur Sainte-Anne-Marie, de la Congrégation de Notre-Dame, est l'arrière-petite-fille d'un immigré allemand luthérien, Johann Adam Bengle. Arrivé à Philadelphie en 1764, loyaliste, celui-ci aboutit à Terrebonne. Le grand-père, Guillaume, protestant converti, épouse en 1794 Marie-Louise Hubou dit Tourville, une catholique. Le père, Louis-Guillaume, cultivateur, s'établit dans le rang Elmiro de Saint-Paul-d'Abbotsford. Il épouse Philomène Pion. Issue d'une famille «religieuse» et pour qui l'éducation est une valeur, Philomène enseigne jusqu'à son mariage en 1860. Marie-Aveline naît le 15 octobre 1861. Elle fréquente l'école de rang et fait ensuite ses études au pensionnat du Mont-Notre-Dame (Sherbrooke) sous le supériorat de sa tante Marie-Ursule Pion.

Après ses quatre années d'études, elle se présente à l'examen du Bureau des examinateurs qui lui accordent le permis d'enseigner dans les écoles modèles. À 17 ans, elle revient à Saint-Paul-d'Abbotsford, maîtresse de l'école de rang où habite sa famille. Mais pour peu de temps, car, convaincue que l'enseignement est toute sa vie, elle décide de pratiquer ce métier comme religieuse. Sa carrière prend un nouveau départ.

Marie-Aveline postule chez la Congrégation de Notre-Dame, une institution ancienne qui n'a pas connu l'interdit de recrutement, contrairement à ce que l'auteur écrit (p. 55). La prise d'habit et l'adoption d'un nom en religion, le 28 novembre 1880, confirment son insertion dans la communauté. L'apprentissage se poursuit dès les jours suivants avec sa nomination à l'Assomption, dans Lanaudière. Elle ne remporte pas les succès espérés, sa note est décevante. Mais peut-on renvoyer une novice dont le nom de famille est si bien porté dans la communauté? Elle a droit à un «nouvel essai».

Sa deuxième obédience l'affecte au couvent de Saint-Athanase-d'Iberville. La supérieure lui prodigue ses conseils et la forme. L'année scolaire terminée, sœur Sainte-Anne-Marie complète son noviciat à Montréal et elle prononce ses premiers vœux, le 14 septembre 1882. Elle retourne aussitôt à son couvent de Saint-Athanase avant d'être assignée à Mont Sainte-Marie, à Montréal, où elle se trouve au mois de janvier 1883. Elle a 21 ans. Au pensionnat, les sœurs offrent le «pri-

maire supérieur» jusqu'à la 11^e année; réputé pour «sa discipline stricte», il est, avec Villa Maria, un des fleurons de la congrégation.

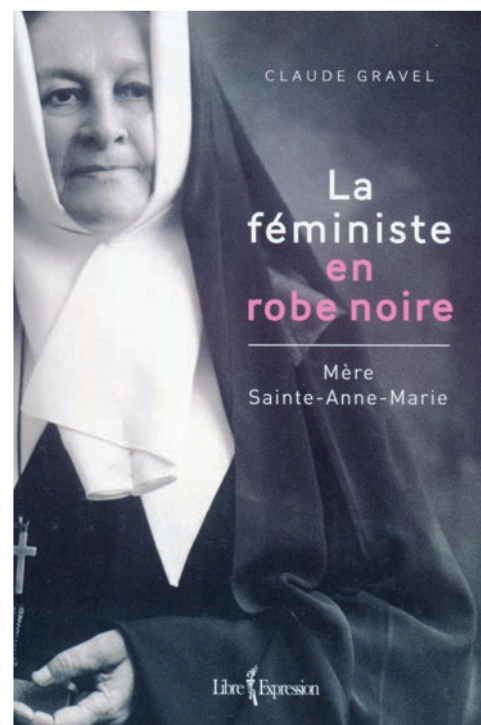
Sœur Sainte-Anne-Marie se sent encore en formation. Inspirée par son expérience récente, elle allie fermeté et douceur et prend ainsi davantage d'assurance. À l'aise dans l'enseignement de l'histoire, la littérature et la composition, ses talents dans l'écriture la font remarquer par la supérieure. L'environnement spirituel et intellectuel la stimule. Par contre, la triste fin de carrière – inexplicable par l'auteur (p. 79) – de mère Sainte-Luce, sa tante maternelle, la déconcerte.

[L'aumônier Georges] Gauthier partage sa passion pour l'avancement des études supérieures et lui demande de créer un programme de formation des enseignantes avec latin et philosophie. Mais comme les femmes ne peuvent fréquenter l'université, ce sont les professeurs qui se déplacent vers les étudiantes.

Naît alors une période d'interrogations sur la vie religieuse, sur les études féminines, sur les raisons qui empêchent leur poursuite au-delà de la 11^e année. Trouver des réponses à ces questions et travailler au changement demandent de développer une approche stratégique et d'occuper une charge influente dans la communauté. En 1897, à l'âge de 36 ans, sœur Sainte-Anne-Marie devient assistante de la supérieure. Elle peut agir. De plus, elle est confortée par la nomination de Georges Gauthier comme aumônier.

Conseiller du nouvel archevêque de Montréal, Paul Bruchési, Gauthier partage sa passion pour l'avancement des études supérieures et lui demande de créer un programme de formation des enseignantes avec latin et philosophie. Mais comme les femmes ne peuvent fréquenter l'université, ce sont les professeurs qui se déplacent vers les étudiantes. A-t-on besoin d'argent pour la création d'un cabinet de physique? Bilingue, sœur Sainte-Anne-Marie prend sa meilleure plume anglaise et sollicite des mécènes. Ces faits, entre autres, lui valent la charge de supérieure. On est en 1904. Elle a 43 ans.

Au tournant du XX^e siècle, la discrimination du système scolaire francophone envers les femmes en choque plusieurs, laïques et religieuses. L'absence d'un collège classique destiné aux filles en est une des raisons. S'amorce alors un combat en sa faveur. À



l'initiative de Villa Maria, une équipe formée par une sœur de Villa Maria et une autre de Mont Sainte-Marie rencontre le recteur de l'Université Laval, dont dépend à l'époque la filiale de Montréal, afin que l'institution approuve la fondation d'un tel collège classique féminin. Le recteur se défile en suggérant de s'adresser d'abord au Conseil de l'instruction publique, qui juge le projet prématuré. Toutefois, l'unanimité n'existe pas au sein de la congrégation, car l'ouverture aux études universitaires fait redouter un affaiblissement du recrutement religieux. La demande sociale pour des études supérieures reste alors sans réponse.

Coup de tonnerre! Le démarrage d'un lycée laïque le 25 avril 1908 sème l'émoi tant chez les religieuses que chez l'archevêque et provoque la détermination de la congrégation. Sœur Sainte-Anne-Marie est chargée de présenter de nouveaux arguments au prélat, qui cède devant la menace laïque. Pourtant la supérieure généraliste reste tiède et les avis partagés à l'intérieur de la communauté. La réticence tombe lorsque la cause de l'éducation des filles devient «religieuse et nationale» et que l'archevêque élimine toute concurrence, au profit de la CND. Le 8 octobre 1908, l'école ouvre ses portes à l'enseignement classique, mais un cours classique tronqué, allégé ainsi que le veut M^{gr} Dauth, vice-recteur de l'Université Laval de Montréal, éloignant ainsi les futures finissantes des programmes universitaires.

Sœur Sainte-Anne-Marie est prête pour un second combat. Diplômée des études supérieures, elle se voit accorder de hautes fonctions: maîtresse générale des études, directrice de son École d'enseignement supérieur. Elle conçoit le projet de la formation d'un Institut pédagogique qui vise à procurer à toutes les enseignantes, religieuses et laïques, un diplôme reconnu par le gouvernement. Dans sa démarche, en 1912, elle rencontre les mêmes acteurs qu'autre-

suite de la page 11

fois, avec les mêmes attitudes : l'enthousiasme de Georges Gauthier, la tiédeur dans sa communauté et de la part de l'archevêque. L'année suivante, un espoir se dessine, car la nouvelle supérieure généraliste se montre sympathique à l'idée. Sœur Sainte-Anne-Marie présente le dossier au surintendant de l'Instruction publique qui lui demande de rédiger un mémoire. Elle croit avoir le soutien du recteur de l'Université Laval, du secrétaire de la Province et du premier ministre Lomer Gouin. Elle se trompe, car on lui fait savoir que « l'idée n'était pas prête ».

Procédant par étapes, elle intéresse les congrégations religieuses à des cours de pédagogie. En janvier 1917, des centaines de religieuses, issues de plusieurs congrégations, ainsi que des laïques, se présentent aux conférences. En 1922, la mère supérieure généraliste et le recteur de l'Université de Montréal, nouvellement fondée, sont favorables au projet. Neuf ans après le refus du gouvernement, la fondation d'une école normale supérieure reçoit l'appui de l'influent Georges Gauthier et d'Athanase David, secrétaire de la Province. Le gouvernement laisse entrevoir le versement d'une subvention annuelle de 25 000 dollars pour 15 ans. Le projet annonce la construction d'un bâtiment neuf par la communauté. Or, voici que la nouvelle supérieure se montre hésitante : elle redoute une faiblesse de l'inscription, redoute la concurrence de Villa-Maria, anticipe les effets des problèmes financiers des Sulpiciens. Néanmoins, tout en retardant le projet, la communauté demande à sœur Sainte-Anne-Marie d'aller chercher la subvention de 25 000 dollars. Or le gouvernement vote la subvention, le 12 février 1924, ce qui implique la construction d'un bâtiment neuf. Il n'est plus de délai possible, d'écrire l'archevêque à la supérieure de la communauté.

La première pelletée de terre du bâtiment, le 17 avril 1925, n'élimine pas toutes les réticences. Sœur Sainte-Anne-Marie aspire à un appui public. Opportunément, voici que son travail est honoré par la France. Un voyage d'études l'amène à Rome. Reçue en audience

par Pie XI, elle fait un exposé en faveur de la canonisation de Marguerite Bourgeois. L'intérêt du pape se porte rapidement sur l'Institut de pédagogie, une œuvre qu'il encourage en Italie. Montrant son contentement, « *Docete* », lui dit-il. Il lui conseille ensuite de rencontrer les éducateurs européens spécialistes de ces questions.

Pour autant, cela n'ouvre pas aisément toutes les portes ainsi que le démontre la demande d'affiliation à l'Université de Montréal en octobre 1926. Alors que sœur Sainte-Anne-Marie croit que ce n'est qu'une formalité, voici que le vice-recteur, M^{gr} Émile Chartier, modifie d'autorité la charte de l'Institut de façon à le cantonner « en pédagogie au primaire », lui refusant de la sorte de remettre des diplômes universitaires. Une décision jugée honteuse qui force la reprise du dossier l'année suivante. Le recteur le prend alors en main et infirme la modification.

Les combats de sœur Sainte-Anne Marie pour l'éducation des femmes, comme racontés par Claude Gravel, illustrent éloquentement le retard du système scolaire francophone sur l'anglophone. Il met en évidence les attitudes changeantes de l'autorité de la CND ainsi que les rivalités internes et externes qui l'animent. À son tour, il souligne la domination des évêques du Conseil de l'Instruction publique sur l'enseignement supérieur universitaire et la voie royale qui y conduit, le collège classique. Enfin, dans cette belle biographie, il sait mettre en relation les diverses dimensions de la culture : religion, éducation, politique.

En 1924, la supérieure reproche à sœur Sainte-Anne-Marie d'avoir fait cavalier seul en ce qui concerne l'Institut de pédagogie. La religieuse adopte alors une position « ambiguë », écrit l'auteur. Elle rédige une lettre qui désapprouve l'admission de Marthe Vaillant à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal. En cela, elle suit certes la pensée de sa communauté à qui elle donne un gage de soumission, mais ce faisant elle s'éloigne des positions féministes de son époque. Cela aussi témoigne de l'emprise de l'institution. ♦

CHANTAL THÉRY (TEXTES RÉUNIS PAR)
JEANNE LAPOINTE, ARTISANE DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE
Montréal, Tryptique, 2013, 100 pages

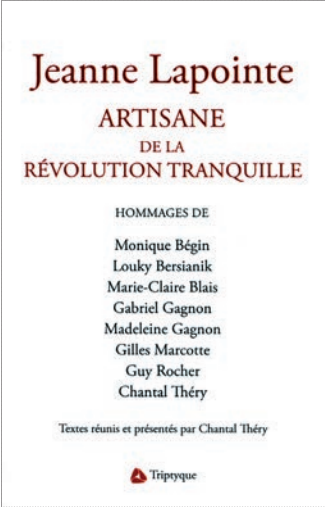
Comme l'indique très justement la couverture, il s'agit d'un recueil d'hommages. Huit personnalités québécoises se souviennent de Jeanne Lapointe. Ce sont Monique Bégin, Louky Bersianik, Marie-Claire Blais, Gabriel Gagnon, Madeleine Gagnon, Gilles Marcotte, Guy Rocher et Chantal Théry elle-même qui a orchestré ce petit ouvrage.

Tous rendent à cette femme à la fois vive, branchée et en même temps modeste l'amitié et l'affection qu'elle leur a elle-même témoignées durant sa vie bien remplie de professeure de lettres à l'Université Laval et de critique littéraire, surtout à Radio-Canada. Il semble que Jeanne Lapointe ait été tant pour ses étudiants que pour ses amis et pour la relève littéraire un soutien tout ensemble doux et exigeant, et en tout cas un appui d'une grande générosité dans l'écoute, le temps et les conseils compétents. Mais Jeanne Lapointe fut aussi une femme engagée, membre notamment de la commission Bird, comme le rappelle Monique Bégin.

Issue d'une famille libérale, très libérale elle-même, étudiante un temps du père Lévesque à la faculté des sciences sociales, active dans *Cité Libre*, assez proche par Arthur Tremblay du ministre Paul Gérin-Lajoie, elle a été nommée par celui-ci commissaire à la commission Parent. Pour ma part, c'est le témoignage de Guy Rocher qui me reste surtout de cette lecture. Celui qu'on associe depuis plus de 50 ans au rapport Parent nous apprend que c'est elle la principale rédactrice du rapport ! Elle a rédigé un très grand nombre de textes préliminaires, de versions de chapitres et même pratiquement un tome complet à elle seule. Sans compter qu'elle a orienté les travaux et proposé bien des fois une manière de travailler qui a assuré le succès de la commission. Son furieux anticléricalisme, propre à une partie des femmes non conformistes de sa génération qui se sont senties entravées par l'Église, s'est traduit par une contribution intellectuelle aux débats marquée au coin d'un radicalisme qu'il a fallu tempérer, dit Rocher, mais dont il est resté quelque chose, notamment dans la recommandation d'abolir les collèges classiques et l'enseignement confessionnel (témoignage de son neveu Gabriel Gagnon).

Bref, Chantal Théry nous fait découvrir une femme qui sans elle, serait en voie de complètement tomber dans l'oubli.

Lucia Ferretti
Chef de pupitre, histoire et culture



ROBIN FORTIN
MISÈRE DE LA PENSÉE. LA PHILOSOPHIE CETTE IMPOSTURE
 Montréal, Liber, 2013, 173 pages

La philosophie a ses moments, sa tradition, son histoire officielle, ce que ne manque pas de souligner Robin Fortin dès les premières lignes de *Misère de la pensée*. L'auteur, professeur de cégep et spécialiste d'Edgar Morin, récuse le caractère figé du « canon » philosophique, tout comme la « sacralisation » des penseurs, devenus selon lui plus importants que les problèmes posés. Les textes eux-mêmes auraient supplanté les grandes questions ainsi que la recherche de solutions. Quelques philosophes seulement auraient adopté l'attitude inverse; Michel Onfray par exemple, avec sa *Contre-histoire de la philosophie*. C'est dans cette voie que Fortin prétend aller, arguant la nécessité d'une révolution de la philosophie. Mais nous indique-t-il vraiment cette direction?

Au cœur de son essai, Fortin nous présente six philosophes – penseurs « canon », conformes aux programmes officiels de la philosophie. Les portraits ne sont toutefois généralement pas très chaleureux. Platon apparaît malhonnête vis-à-vis des sophistes, seuls véritables démocrates; sans compter sa théorie des idées, signe d'un délire abstrait. Quant à Aristote, s'il est intéressant d'avoir mis de l'avant son alternative à l'allégorie de la caverne, il n'en est pas moins présenté tel un penseur du racisme et du colonialisme, Fortin n'ayant cure de replacer l'aristotélisme dans le contexte de l'époque. Il le fait pourtant avec le cartésianisme, allant jusqu'à affirmer son absence d'intérêt à ce jour, en dépit de l'influence que cette doctrine a exercée sur la science moderne... Rousseau est à peine décrit comme un imposteur dont le prix de l'Académie pour son

premier *Discours* serait incompréhensible. Pour finir, Hegel s'apparenterait à un mégalomane déguisant ses opinions personnelles sous les apparences d'un système, et Heidegger à un être brumeux, maniant un « savoir ventriloque » à la manière d'un illusionniste mal intentionné...

Contre-histoire de la philosophie? Certes, une certaine érudition imprègne les pages de *Misère de la pensée*; mais ce livre n'en est pas moins une longue plainte de ce qu'est la tradition philosophique. Fortin s'ingénie à détruire des pensées arbitrairement choisies sans rien apporter de constructif. Ni problèmes ni solutions.

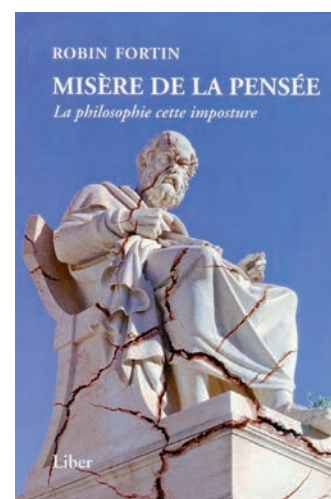
Que dire de l'introduction et de la conclusion, l'une renvoyant à l'autre en rabâchant les mêmes propos sans fondement, empreints d'une frustration latente n'ayant guère sa place dans un tel essai? La philosophie se montrerait « arrogante » par rapport aux autres disciplines. Étudier Platon et Aristote serait chose éclectique. Or, n'est-ce pas qu'un minimum d'assises historiques se révèle utile pour penser la contemporanéité? Il s'avère au demeurant que c'est chez les Grecs, les médiévaux, les modernes, les Orientaux, etc., qu'on les trouve, ces assises. Alors, pourquoi celles-ci ne devraient-elles pas être enseignées?

Une « philosophie pour professeurs »? Un « squelette de philosophie »? Non... Simplement une *mémoire*, un bagage intellectuel – sorte de boîte à outils, si l'on veut, servant au présent en vue de l'avenir.

Bref, l'ouvrage de Fortin est d'autant plus décevant qu'il est mal fondé, mal structuré, de même que provocateur à des fins stériles.

David Hébert

Doctorant au département de philosophie,
 UQAM



PIERRE-OLIVIER MAHEUX
UN PHILOSOPHE AU SERVICE D'UN PEUPLE. ROUSSEAU ET SON PROJET DE CONSTITUTION POUR LA CORSE

Québec, PUL, 2013, 121 pages

L'histoire de la Corse est pour le moins mouvementée. Depuis l'Antiquité elle a été envahie par à peu près tout ce qui circulait au large de la Méditerranée: Ligures, Phéniciens, Étrusques, Grecs, Syracusains, Romains évidemment, Génois. L'Île de beauté deviendra « finalement » française en 1769, juste avant la naissance de Napoléon Bonaparte. Ce rattachement à la France concluait une quarantaine d'années de conflits, révoltes et révolutions contre l'occupant génois. Le héros de cette époque, le général Pasquale Paoli, arriva à créer « presque » une unité nationale dans les années 1760, unité qui aurait pu conduire les Corses à l'indépendance. C'est durant cette période que se posa la question de l'élaboration d'une constitution. Paoli admirait les formes de gouvernement hollandaise et suisse. Il affectionnait également les peuples de l'Antiquité alors qu'au même moment l'étoile de Jean-Jacques Rousseau brillait sur le continent. Il s'intéressait lui aussi au thème de la liberté en Suisse, aux références à l'Antiquité et à l'expérience corse.

Il est encore en Europe un pays capable de législation; c'est l'Isle de Corse. La valeur et la constance avec laquelle ce brave peuple a su recouvrer et défendre sa liberté mériteroit bien que quelques hommes sages lui apprit à la conserver (p. 16).

Cette sympathie rousseauiste ne tomba pas dans l'oreille d'un sourd, en l'occurrence Matteo Buttafoco,

un militaire issu de la noblesse corse. Buttafoco entra en relation épistolaire avec le philosophe suisse dans le but d'obtenir « un plan de gouvernement » pour la Corse; autrement dit une constitution.

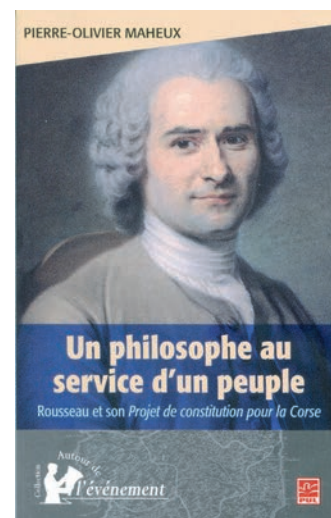
C'est l'histoire de ce projet de constitution que nous raconte Pierre-Olivier Maheux, doctorant à l'Université Laval, dans ce petit ouvrage d'une centaine de pages. Ni le projet de constitution, ni celui d'indépendance n'aboutirent. Ce projet suscita même très peu d'intérêt intellectuel ou politique à l'époque. Il ne manquait cependant pas de singularité. Par exemple, les lecteurs trouveront certainement curieux qu'une société demande à un philosophe étranger de rédiger sa constitution. La démarche de Rousseau peut paraître également curieuse. Il emprunte en effet beaucoup au modèle genevois, à Rome et à l'Antiquité pour élaborer un modèle corse de constitution, mais il accorde également de l'importance à des éléments, disons, plus fluides tels le génie du peuple corse, ses préjugés, son caractère national. Il s'intéresse à sa vitalité et à sa « santé ». Il tient même compte des conditions climatiques et géographiques dans lesquelles il vit. Il trace enfin un portrait idyllique des Corses dans lequel il voit un peuple « sain », « uni et courageux » qu'il encourage à vivre en autarcie pour préserver son style de vie.

« Corses, voilà le modèle que vous devez suivre pour revenir à votre état primitif (p. 66). »

Le retour à un « état primitif » semble être chez Rousseau l'idéal pour les humains et pour les sociétés. On n'est pas loin du bon sauvage.

Daniel Gomez

Chef de pupître, essais politiques



CETTE ALBERTA QUI NOUS GOUVERNE

Priscyll Antcil Avoine

Étudiante à la maîtrise en Études internationales sur la paix, les conflits
et le développement, Université Jaume I de Castellón, Espagne

FRÉDÉRIC BOILY

**LA DROITE EN ALBERTA.
D'ERNEST MANNING À
STEPHEN HARPER**

Québec, PUL, 2013, 230 pages

La vision de l'Alberta au Québec est souvent toute noire ou toute blanche, sans aucune teinte de gris. Certains voient la province comme trop conservatrice prônant des idéaux religieux dépassés et dévastant l'environnement. D'autres voient l'Alberta comme un paradis grâce à l'exploitation des sables bitumineux, la baisse des taxes et l'absence de dette poussant certains Québécois à décider d'aller vivre dans ce qu'ils considèrent une «meilleure» province. Certes, si le livre de Boily nous apprend quelque chose, c'est bien de nuancer nos propos et nos idées préconçues quant à la province albertaine, mais surtout, de comprendre que si chaque province a une place différente et particulière au Canada, l'Alberta est en train de changer le visage du Canada (p. 1). Le livre de Boily est crucial pour mieux comprendre ces dynamiques.

Frédéric Boily est professeur au campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta. Ses ouvrages et investigations portent sur la droite et le populisme. Il a notamment été lauréat du prix Donald Smiley en 2011 pour son livre *Le conservatisme au Québec. Retour sur une tradition oubliée*. Dans cet ouvrage sur la droite en Alberta, il met en évidence l'importance de s'interroger sur l'Alberta, pour sa place prépondérante dans la politique canadienne (p. 3), mais aussi et surtout pour ses dynamiques avec le Québec sur la scène nationale, son but étant de dépasser les simplifications dichotomiques et de favoriser la compréhension de la complexité de la droite dans cette province de l'Ouest (p. 9). Il veut montrer que notre catégorisation de l'Alberta comme le chef-lieu des *rednecks* doit être nuancée, et que nous devons plutôt parler des *droites* albertaines (p. 14) pour recouper la pluralité des perspectives qui transcendent la politique de cette province.

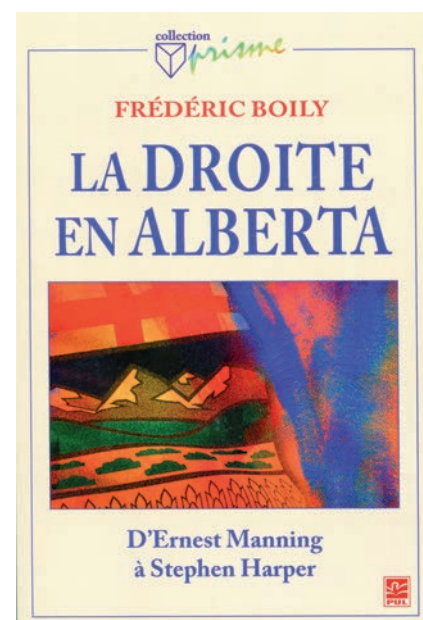
Son essai, extrêmement clair, précis et surtout accessible pour tout type de lecteur, est divisé en six chapitres qui nous guident, à partir d'une analyse historique de la culture politique albertaine, d'Ernest Manning à l'ascension de Stephen Harper comme premier ministre du Canada. L'essai prend son envol en expliquant les racines du conservatisme en Alberta notamment en soulignant l'importance de la relation entre la politique et l'agriculture qui a conduit à la fondation du Crédit social pour protester contre l'impression que la province était la «grange» des

provinces centrales (p. 24). Boily explique également l'importante influence de l'immigration et de la religion dans cette province pour mieux comprendre la formation de la droite. Puis, l'auteur se penche sur Ernest Manning, l'associant à Maurice Duplessis en comparaison avec Peter Lougheed dont il fait la description du mandat au chapitre deux et qu'il compare à Jean Lesage avec ses politiques de modernisation de la structure politique (p. 50-52). Boily nous plonge donc ici dans une analyse historico-politique du règne conservateur en Alberta qui dure depuis 1971, dans un «quasi-unipartisme», laissant peu de place aux partis d'opposition (p. 52). Il observe la modernisation engendrée par Lougheed, le populisme télévisuel de Ralph Klein qui a laissé la province sans dette et, finalement, sur la nouvelle idéologie conservatrice plus axée sur le centre d'Alison Redford.

**Il y a beaucoup de vrai dans
cette idée d'un Canada anglais
qui serait incapable, en raison de
l'ignorance de son moi profond, de
saisir la distinction québécoise et
francophone (p. 133).**

Le chapitre trois nous invite à réfléchir sur le succès des conservateurs quant à leur capacité d'adaptation à l'air du temps. Le parti étant en recomposition depuis 2004 (p. 81), Boily fait l'analyse du Wildrose Party qui projette de revenir au conservatisme traditionnel avec en penchant fort marqué pour l'industrie pétrolière. Le Wildrose a beaucoup dérangé ces dernières années, notamment pour être mené par une femme, mais aussi pour sa droite morale encore trop prononcée pour l'Alberta. Le quatrième chapitre est pour sa part réservé à la perception du Québec en Alberta: dans une analyse très intéressante de certains événements (comme l'arrivée au pouvoir de Jean Charest), l'auteur tente de rompre avec les stéréotypes qui ont cours entre l'Alberta et le Québec et démontre que beaucoup plus d'auteurs sont nuancés sur la question de la nation québécoise, déplorant tout de même une tendance généralisée des Canadiens de l'Ouest à utiliser «Québécois» et «séparatiste» de manière interchangeable (p. 128).

Aux yeux de plusieurs, les deux derniers chapitres de ce livre apparaîtront comme les plus importants, voire les plus utiles pour comprendre les dynamiques qui marquent la politique canadienne contemporaine. Le chapitre cinq nous ramène au sérieux de la question des sables bitumineux et des liens



entre l'industrie pétrolière et la politique en plus des enjeux environnementaux de l'exploitation débattus au niveau international. Il met en relief les proportions importantes de l'industrie pétrolière albertaine et les dangers que cela représente pour cette province, dont l'économie demeure bien peu diversifiée et sujette aux aléas de l'économie mondiale. Le chapitre six fait une analyse de l'évolution politique de Stephen Harper et de son succès quant à l'unité du clan conservateur depuis 2006 (p. 184). En décortiquant ses stratégies politiques et en remontant à ses sources intellectuelles, Boily fait un portrait des politiques de Harper ainsi que de sa manière de transformer lentement, mais sûrement la façon de voir le conservatisme au Canada. Outre cela, Boily nous rappelle que nous devons rester attentifs à cette transformation: réduction de l'État-providence, modifications politico-institutionnelles, augmentation des dépenses militaires et déplacement de la politique vers l'Ouest, axée sur le Pacifique (p. 186 et 195-203). Certains s'inquiètent par contre que ces réformes soient passées sans trop de contestation sociale, sans avoir «déchaîné les passions»...

En conclusion, l'ouvrage de Boily amène à se poser plusieurs questions, à complexifier la relation entre le Québec et l'Alberta, mais surtout à comprendre les impacts nationaux et internationaux des politiques conservatrices. Il serait donc intéressant, pour un futur livre, d'analyser plus en profondeur les répercussions de l'adoption des politiques conservatrices au sur le plan international, car, comme le souligne Boily, les conservateurs ont plutôt changé la donne en ce qui a trait à l'image du Canada à l'international: positions prises sur les guerres en Iraq et en Afghanistan, retrait du Protocole de Kyoto, mais surtout, retrait du Canada, premier pays à le faire, de la Convention de l'ONU sur la sécheresse. La question demeure donc: quel sera le prix à payer pour le Canada, et surtout le Québec, pour cette course effrénée vers le titre de puissance énergétique? Tôt ou tard, les pressions sociales se feront sentir, et comme l'avoue Boily, la décennie à venir s'annonce mouvementée au sein de la fédération... ♦

LE QUÉBEC, L'ÉCOSSE, LA FLANDRE

LA PROTECTION SOCIALE ET L'IDENTITÉ NATIONALE

Daniel Gomez
Chef de pupitre essais politiques

DANIEL BÉLAND, ANDRÉ LECOURS
**NATIONALISME ET
PROTECTION SOCIALE**
Ottawa, PUO, 2012, 280 pages

[...] pour être Écossais il faut croire que l'État peut aider chaque citoyen à s'épanouir (p. 138), – Devine T.M., Logue Paddy, *Being Scottish*, 2002, p. 208

Daniel Béland, Université de la Saskatchewan, et André Lecours, Université Carlton, ont étudié la relation qu'il pouvait y avoir entre le nationalisme et la protection sociale dans trois pays multinationaux : le Canada, avec le Québec, le Royaume uni, avec l'Écosse, et la Belgique, avec la Flandre. Ils cherchent plus exactement à comprendre comment les mouvements nationaux de ces pays se sont servis des politiques sociales comme d'un facteur constitutif de l'identité nationale et comment ces politiques en sont venues à occuper une place centrale dans la mobilisation nationaliste (p. 17). C'est le cœur de leur problématique et ils y répondent par un ouvrage très dense de 280 pages avec une impressionnante bibliographie de 29 pages, justifiée par l'ampleur du sujet.

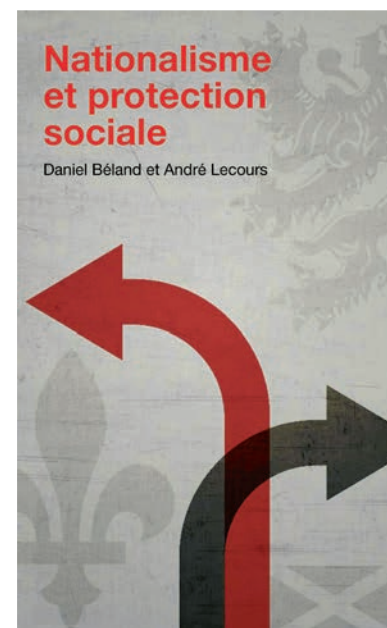
La démarche des deux universitaires se situe résolument dans une optique instrumentaliste, ce qu'ils reconnaissent d'ailleurs. Chez eux les revendications nationalistes ne semblent pas tellement avoir de fondement historico identitaire ou ethnoculturel. Béland et Lecours admettent quand même, en fin d'ouvrage, que le nationalisme peut s'alimenter à autre chose qu'à une simple lutte autour de politiques sociales. Quoi qu'il en soit, j'ai trouvé l'ouvrage fort intéressant, surtout dans la perspective référendaire écossaise de 2014, mais aussi dans la comparaison qu'on ne peut manquer de faire, et que les auteurs font d'ailleurs, entre la relation que les trois mouvements nationaux entretiennent avec leur système respectif de protection sociale. L'ouvrage nous apprend que le Québec et l'Écosse ont beaucoup d'affinités : les deux régions sont plus pauvres que la moyenne de l'État central ; elles sont toutes deux de tendances plutôt centre-gauche et plus attachées aux programmes sociaux. Il existe également un consensus dans ces sociétés en faveur d'une plus grande décentralisation des programmes sociaux vers le gouvernement régional. Il faut noter cependant que le Québec a un éventail de programmes sociaux beaucoup plus développé que celui de l'Écosse. Cette dernière a en effet un pouvoir de taxation limité et, surtout, n'a pu se doter de programmes sociaux adaptés à sa personnalité sociétale qu'à partir de 1997, année où elle a acquis le droit d'avoir

son propre parlement et le droit de prélever des impôts. Une foule de compétences lui ont été alors transférées.

Le cas de la Flandre est différent puisque la Belgique est un État unitaire et que la gestion des grands programmes sociaux est centralisée. De plus, la Flandre est plus riche que la Wallonie. Elle réclame elle aussi une décentralisation des programmes sociaux, mais cette demande vient surtout de la classe politique flamande ; or ces programmes sont gérés collégialement par des grands partenaires sociaux tels le patronat ou les syndicats, non divisés linguistiquement et opposés à cette décentralisation. De plus, les partis francophones ont un droit de veto sur toute réforme des programmes sociaux. Tout ceci fait en sorte que l'identité flamande est moins associée à la protection sociale que celles des deux autres régions. Même s'ils considèrent le système d'assurance sociale comme un élément mobilisateur nationaliste, c'est au nom de l'équité fiscale que les nationalistes flamands, idéologiquement plutôt néolibéraux, critiquent le système belge d'assurance sociale.

Détail intéressant, le clivage idéologique écossais semble suivre les mêmes tendances qu'au Québec puisque les Écossais qui s'identifient surtout et uniquement comme Écossais se situent au centre gauche sur la question du partage des richesses, alors que ceux qui s'identifient à la fois comme Écossais et Britanniques sont plus à droite.

Afin de confirmer leurs hypothèses de départ Béland et Lecours survolent l'histoire des sempiternels conflits de juridiction fédéral-Québec au Canada, surtout après la Deuxième Guerre mondiale. Les deux paliers de gouvernements cherchent à utiliser les programmes sociaux pour bâtir chacun sa propre identité nationale. À partir de 1940, le gouvernement fédéral s'attèle à la tâche de bâtir l'État social canadien. Ce sera la loi sur l'assurance chômage (1940) et sur les allocations familiales (1944). L'identité canadienne-française se définira alors par opposition à ces programmes. Plus tard, en 1984, la loi canadienne sur la santé jouera le rôle de pivot de l'identité canadienne (p. 67). À partir de 1960, deux projets de nations vont de plus en plus se confronter au Canada : celui du Québec, francophone et séculier, et celui d'Ottawa, pancanadien, bilingue et multiculturel, avec, plus tard, sa Charte des droits et libertés. Au milieu des années



1970, le gouvernement du Parti québécois engagera le nationalisme québécois vers une forme de sociale-démocratie plus égalitariste que le modèle canadien, différenciant résolument le Québec du reste du Canada. Des programmes telles les garderies à 5 \$ ou l'assurance médicaments, font en sorte que les Québécois ont l'impression d'avoir des programmes qui leurs ressemblent. Cet État social québécois est porteur d'identité.

Si l'identité québécoise a pu devenir si intrinsèquement liée aux politiques sociales progressistes, c'est que les structures du fédéralisme canadien le permettaient. Dans le domaine de la protection sociale, les pouvoirs de la province garantis constitutionnellement, bien que non exclusifs ont mené à la conception et à la mise en œuvre de programmes sociaux qui n'existeraient pas dans le reste du Canada ou qui y seraient, à tout le moins différents (p. 107).

Le phénomène nationaliste écossais présente de fortes similitudes avec celui du Québec, mais aussi de fortes différences. D'après les auteurs, le peuple écossais a mis beaucoup de temps à s'identifier comme nation. Historiquement, il était déjà divisé en deux grands groupes : les habitants des Highlands et ceux des Lowlands, très différents sociologiquement, rivaux mêmes. En outre, et pendant longtemps, l'importante classe ouvrière écossaise a profité des généreux programmes sociaux du Royaume-Uni. Finalement, le manque de référents culturels écossais forts n'a pas favorisé l'expression d'une identité culturelle nationale vigoureuse. Il existait certes un mouvement nationaliste écossais depuis le XIX^e siècle, mais ce sont surtout les travaillistes qui bénéficièrent des faveurs de la population écossaise. Le poids des députés écossais pesait d'ailleurs souvent lourd dans la capacité de gouverner du parti travailliste à Londres. Il est même arrivé que la majorité travailliste soit redevable au vote écossais. Les tendances nationalistes écossaises existaient quand même et en 1979 il y avait déjà eu un référendum sur un projet de dévolution des pouvoirs vers un parlement

suite de la page 15

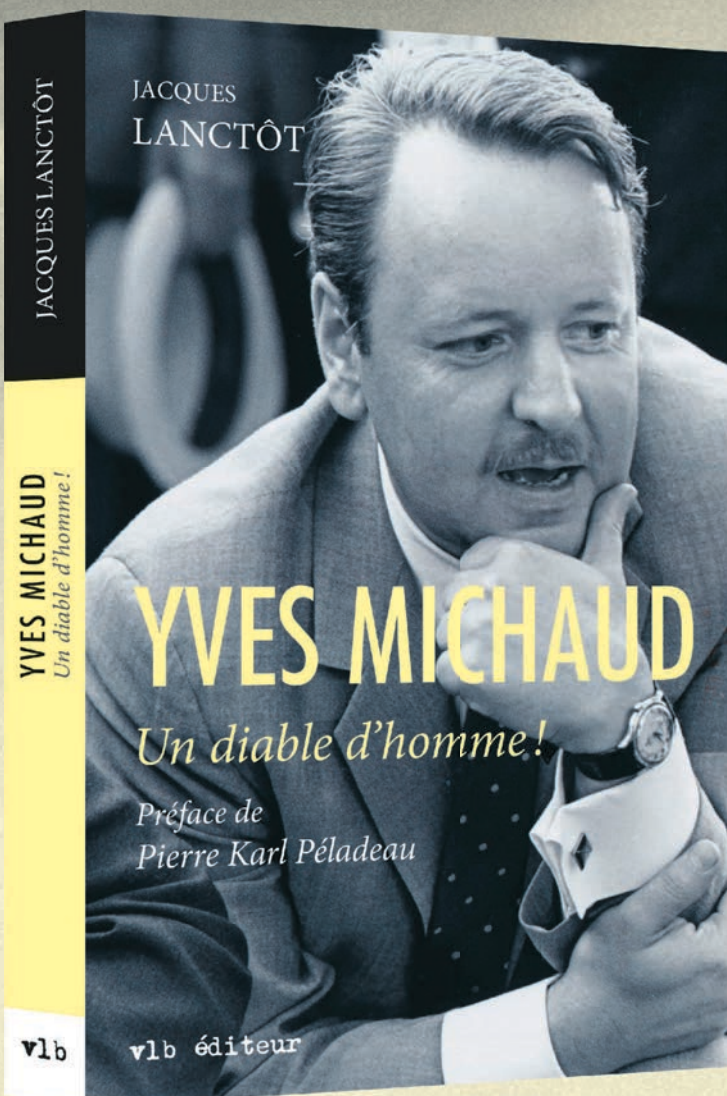
écossais. Il a été battu faute d'une participation assez grande. Tout ceci basculera dans les années 1980 sous l'impulsion des politiques néolibérales de Margaret Thatcher. Le thatchérisme peut être considéré comme l'un des facteurs qui ont favorisé la montée de l'identité écossaise. En effet, les politiques de la « dame de fer » ont heurté la sensibilité sociale et les intérêts des Écossais. Les privatisations, le capitalisme populaire, les profondes réformes de l'État social ont ébranlé le socle de l'État national britannique auquel les Écossais adhéraient. En 1990, il y a eut une violente opposition à un projet de loi sur un nouvel impôt touchant la valeur locative des habitations. Tour cela alimenta le courant nationaliste et autonomiste. L'idée que l'Écosse avait besoin de plus d'autonomie politique afin de se doter de ses propres programmes sociaux compatibles à son caractère progressiste progressa. Le parlement écossais est finalement né du référendum de 1998. Il avait pour mission, entre autres, d'établir des politiques sociales publiques. Les résultats ont été édifiants: 74 % en faveur de la création du parlement, 64 % en faveur du droit de lever des impôts. (À titre de comparaison, rappelons que le Québec avait un parlement depuis 1791.) À partir de là les choses sont allées très vite et même si la dévolution est

très récente et qu'il n'est pas évident d'en mesurer les effets, nous pouvons quand même en signaler quelques-uns. Il y a eu tout d'abord davantage d'intégration sociale. Ainsi, comparé à la période précédente et à l'Angleterre, les syndicats ont eu un meilleur accès aux décideurs et sont devenus d'avantage partie prenante des décisions politiques. Le programme des soins de santé a été remodelé. Le gouvernement écossais favorise en effet la concertation avec les professionnels de la santé. Il met également l'accent sur la santé publique. Il s'écarte aussi résolument du modèle de gestion libérale, prôné par le gouvernement britannique. Tout ceci a entraîné d'importantes divergences avec le Royaume-Uni. De façon générale la dévolution a permis à l'Écosse de se démarquer du modèle trop marchand britannique. Le programme des soins gratuits de longue durée pour personnes âgées a également différencié l'Écosse de l'Angleterre et du R.U.; mais toutes ces initiatives sont évidemment limitées par les capacités financières du gouvernement écossais et par certaines compétences exclusives en matière de sécurité sociale que possède l'Angleterre.

Détail intéressant, le clivage idéologique écossais semble suivre les mêmes tendances qu'au Québec puisque les Écossais qui s'identifient surtout et uniquement comme Écossais se situent au centre gauche sur la question du partage des richesses, alors que ceux qui s'identifient à la fois comme Écossais

et Britanniques sont plus à droite. Béland et Lecours notent également le dilemme bien connu au Québec et auquel est confronté le Scottish National Party: il doit promettre aux Écossais que les avantages sociaux d'une Écosse indépendante seront plus généreux que ceux du Royaume-Uni. Il doit également assumer le pouvoir en vantant ses réalisations, mais déplorer du même coup les limites que lui impose l'appartenance britannique.

L'essai de Béland et Lecours se penche ensuite sur la Flandre et ses revendications nationalistes. Comme nous l'avons vu plus haut, le cas de la Flandre est différent de celui du Québec ou de l'Écosse. En Belgique, c'est la région la plus riche qui veut une décentralisation des programmes sociaux, mais au nom de l'iniquité sociale et dans une optique néolibérale. Cependant, les politiciens flamands ont eux aussi perçu le système d'assurance sociale comme un élément mobilisateur nationaliste flamand, alors que pour les Wallons cela demeure un processus de solidarité sociale de la société belge dans son ensemble. Là encore le lien nationalisme et protection sociale se confirme. Ce lien n'est toutefois pas toujours évident ailleurs. Ainsi au Pays Basque ou en Catalogne les revendications autonomistes ne s'articulent pas autour des programmes sociaux et l'identité nationale n'est pas nécessairement reliée aux politiques sociales. Cette corrélation ne semble donc pas être universelle. ♦



Qu'est-ce qu'une vie québécoise ? La génération des artisans de la Révolution tranquille est la première à s'être posé la question. Yves Michaud, quant à lui, ne s'est pas appesanti outre mesure sur ces considérations existentielles : il y avait trop à faire. Journaliste, militant, député, diplomate et citoyen engagé, l'ami fidèle de René Lévesque a été de toutes les batailles d'un pays qui se réinventait...

UNE ÉPOPÉE DE MIGRATIONS

Gratien Allaire

Professeur émérite, Université Laurentienne

YVES FRENETTE, ÉTIENNE RIVARD ET
MARC ST-HILAIRE (DIR.)
**LA FRANCOPHONIE
NORD-AMÉRICAINE**
Québec, Presses de l'Université Laval,
2012, 304 pages

*Note de la rédaction : le recenseur est
cité dans les remerciements des auteurs.
Il n'est cependant pas auteur lui-même
dans cet ouvrage.*

On pourra s'étonner que cet ouvrage soit paru dans la prestigieuse collection de l'Atlas historique du Québec que le Centre interuniversitaire d'études québécoises publie depuis plusieurs années. Pourtant, cet atlas correspond tout à fait aux préoccupations scientifiques du Centre qui a mis en ligne l'Inventaire des lieux de mémoire de la Nouvelle-France, inventaire qui couvre aussi la présence française dans les provinces actuelles des Maritimes, de l'Ontario et des Prairies avant la Conquête (<http://www.memoirenf.cieq.ulaval.ca/>).

Il s'ajoute aux recherches et aux activités pédagogiques des géographes Dean Louder, Eric Waddell et Cécyle Trépanier et de la Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord (CEFAN). Il se situe aussi dans la mouvance québécoise du Centre de la francophonie des Amériques, établi en 2006 à l'instigation du ministre Benoît Pelletier. Bien plus, il continue l'important rôle historique qu'a joué l'Université Laval envers les populations canadiennes-françaises du continent : dès 1902, des professeurs de l'université fondaient la Société du parler français qui organisa en 1912 le premier grand congrès de la langue française. Le deuxième congrès en 1937 donna naissance au Comité permanent du congrès de la langue française en Amérique, qui est devenu lors du troisième congrès (1957) le Conseil de la vie française en Amérique dont le secrétaire était Mgr Paul-Émile Gosselin, un professeur de l'université.

L'atlas utilise une périodisation reconnue de l'histoire des francophones en Amérique, avec un découpage marqué sans « tyrannie » (p. 2) par la Conquête (1763), la décennie de la Confédération (1860), la fin de la Première Guerre mondiale (1920) et celle de la Révolution tranquille (1960). La période intitulée « Les grandes migrations, 1860-1920 » occupe le plus d'espace, une centaine de pages, alors que les quatre autres chapitres en ont entre 30 et 60. « essentiellement, écrivent les directeurs de l'ouvrage, ce sont les phénomènes migratoires qui expliquent l'expansion spatiale et la distribution du fait

francophone en Amérique du Nord, et ce, à toutes les échelles géographiques » (p. 109). La place relative de chaque période peut aussi s'expliquer autant par son importance historique, pour les deux premières périodes, que par l'état de la recherche sur la francophonie, pour les deux dernières. On connaît encore trop mal « Les années de transition, 1920-1960 », qui sont aussi des années d'enracinement dans les paroisses, au Canada à tout le moins. Même si le changement de la période des « reconfigurations, 1960 à nos jours », est mieux connu grâce à des ouvrages récents, comme celui du politologue Raymond Hébert sur *La révolution tranquille au Manitoba français* (Saint-Boniface, Les Éditions du Blé, 2012), ou les travaux d'historiens comme Joël Belliveau sur l'Acadie des années 1960 et de Louis Robichaud ou encore ceux du sociologue Greg Allain et de l'historien Maurice Basque sur les centres scolaires communautaires de Fredericton et Saint-Jean, il reste encore beaucoup à faire. Il faudrait, par exemple, mieux comprendre le rôle des gouvernements provinciaux et leur changement de cap, de l'intolérance du français à une acceptation plus grande, bien qu'elle laisse encore à désirer.

**L'atlas est si abondamment illustré
qu'on pourrait le considérer enluminé,
à la façon des manuscrits médiévaux.**

L'ouvrage couvre l'ensemble de la francophonie nord-américaine, des Franco-Terre-Neuviens (André Magord, p. 211-214) aux Français et Canadiens français en Californie (Annick Foucrier, p. 173-178), de la Louisiane (Étienne Rivard, p. 79-82, François Weil, p. 179-180, et Sara Le Menestrel et Jacques Henry, p. 243-250) au « pourtour nord-ouest » (Yves Frenette, p. 231-232), en passant par de multiples groupes et communautés de l'« archipel retrouvé », selon l'expression bien connue de Louder et Waddell. Les aires géographiques traitées vont de la localité, comme « Notre-Dame-de-Lourdes, Manitoba, 1890-1914 » d'Audrey Pyée (p. 159-164) ou « Welland, Ontario, 1829-2005 » de Sylvie Roy (p. 263-268), à la région, comme « le Madawaska, 1785-1870 » de Béatrice Craig (p. 73-77) ou « Le pays des Illinois, 1673-1818 » de Cécile Vidal (p. 51-58), à la province, comme l'Ontario français de Gaétan Gervais (p. 149-154), de Fernand Ouellet (p. 143-148 et 225-229) et d'Anne Gilbert (p. 257-262), et à l'ensemble comme « le Canada français à l'œuvre » de Marcel Martel (p. 233-237) ou « Les mutations de la francophonie contemporaine » des trois directeurs de la publication (p. 281-285).



La forte présence de l'Ontario français se justifie par son importance numérique; l'Acadie avec sa longue histoire et sa forte proportion démographique revient dans chacun des cinq chapitres, que ce soit, par exemple, « Les nouvelles Acadies de l'Atlantique, 1763-1871 » d'Yves Frenette et Stéphane Plourde (p. 69-72) ou « Une Acadie en recomposition » d'Étienne Rivard et Stéphane Plourde (p. 215-218). Le Québec aussi y trouve une certaine place, au moyen de textes, entre autres, d'Alain Laberge sur « L'occupation de la vallée laurentienne » (p. 31-36) et de Jack Little sur « L'établissement des Canadiens français dans les Cantons de l'Est » (p. 89-94).

Les sujets retenus sont tout aussi variés : « La déportation, 1755-1763 » (Frenette, p. 15-16), « Les conflits ecclésiastiques, 1860-1930 » (Roberto Perrin et Matteo Sanfilippo, p. 199-205); « Le refuge huguenot, 1562-1780 » (Bertrand Van Ruymbeke, p. 59-63), « La paroisse et la survivance » d'Yves Roby (p. 185-193), « La mutualité d'assurance... » (Yvan Rousseau, p. 195-198)... Les diverses populations de souche française y sont représentées, qu'il s'agisse des Métis et de leurs terres dont traite Nathalie Kermaol dans trois textes (p. 37-39 et 165-168), l'un avec Étienne Rivard (p. 95-100), ou des Français et des autres francophones européens au Canada et aux États-Unis présents dans plusieurs textes, ou encore de la nouvelle francophonie issue de la migration et de l'immersion selon Robert A. Stebbins (p. 275-280). On pourra regretter l'absence des Floribéquois, dont aurait pu traiter Serge Dupuis, ou encore des hommes et femmes d'affaires, comme ceux de la ville d'Edmonton au début du vingtième siècle selon Edward John Hart ou les frères Dubreuil et les nombreux entrepreneurs forestiers du Nord-Est ontarien, sur lesquels il y a encore beaucoup de recherche à faire et de textes à écrire. La persistance de la toponymie de langue française dans les Prairies aurait pu faire l'objet de quelques pages par Carol Léonard. Les directeurs ont fait des choix judicieux, et ce qu'ils n'ont pas



LA CULTURE EN REVUES

ARTS VISUELS | ART LE SABORD | CIEL VARIABLE | ESPACE | ESSE | ETC | INTER | VIE DES ARTS | **CINÉMA** | 24 IMAGES | CINÉ-BULLES | CINÉMAS | SÉQUENCES | **CRÉATION LITTÉRAIRE** | BRÈVES LITTÉRAIRES | CONTRE-JOUR | ESTUAIRE | EXIT | JET D'ENCRE | LES ÉCRITS | MÖBIUS | VIRAGES | XYZ. LA REVUE DE LA NOUVELLE | **CULTURE ET SOCIÉTÉ** | À BÂBORD! | L'ACTION NATIONALE | LIAISON | LIBERTÉ | QUÉBEC FRANÇAIS | RELATIONS | **HISTOIRE ET PATRIMOINE** | CAP-AUX-DIAMANTS | CONTINUITÉ | HISTOIRE QUÉBEC | MAGAZINE GASPÉSIE | **LITTÉRATURE** | LES CAHIERS DE LECTURE | LETTRES QUÉBÉCOISES | LIVRE D'ICI | LURELU | NUIT BLANCHE | SPIRALE | **THÉÂTRE ET MUSIQUE** | CIRCUIT | JEU REVUE DE THÉÂTRE | LES CAHIERS DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE RECHERCHE EN MUSIQUE | **THÉORIES ET ANALYSES** | ANNALES D'HISTOIRE DE L'ART CANADIEN | ÉTUDES LITTÉRAIRES | INTERMÉDIALITÉS | TANGENCE | VOIX ET IMAGES

sodep
Société de développement
des périodiques
culturels québécois

LES REVUES CULTURELLES QUÉBÉCOISES
WWW.SODEP.QC.CA

LES CAHIERS DE LECTURE ET L'ACTION NATIONALE
SONT MEMBRES
DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
DES PÉRIODIQUES CULTURELS QUÉBÉCOIS

suite de la page 17

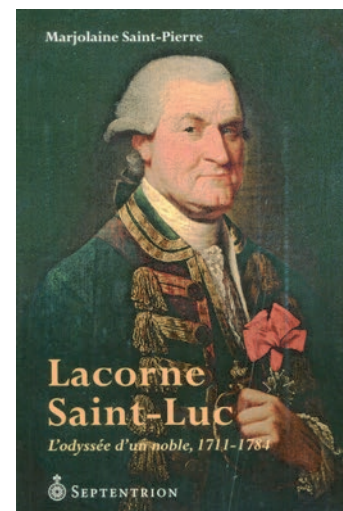
inclus est en soi une indication de la richesse de la recherche qui se fait sur l'Amérique française.

Les directeurs de la publication ont accompli une tâche colossale dont l'ampleur se mesure par l'équipe qu'ils ont recrutée. Un tel ouvrage a demandé la collaboration d'un nombre élevé de spécialistes: trente-six au total, incluant les trois directeurs, provenant d'horizons disciplinaires variés, principalement des historiens et des géographes, mais aussi quelques sociologues, anthropologues et ethnologues. Ces universitaires viennent du Québec et des autres provinces du Canada, de la France, des États-Unis et, même, de l'Italie. Ils pratiquent dans plus d'une vingtaine d'établissements universitaires et centres de recherche, dont onze universités canadiennes (vingt-sept contributions), particulièrement Laval, Moncton, Ottawa et York.

L'atlas est si abondamment illustré qu'on pourrait le considérer enluminé, à la façon des manuscrits médiévaux. Gravures, photos, plans et cartes enrichissent le texte et aident à mieux comprendre leur époque. Par exemple, le lecteur obtient une bien meilleure représentation du monde métis et de l'importance de la terre pour ces chasseurs avec la carte des lots en longueur à la façon de la vallée du Saint-Laurent de Prairie des chiens en 1860 (p. 95), les cartes récentes des «Établissements métis au sud des Grands Lacs, 1763-1830» (p. 96) et de la «Dispersion des Métis, 1870-1890» (p. 167) et les illustrations et photos qui accompagnent les textes de Kermaoal

et Rivard. Dans son surprenant «Sur la piste de Santa Fe, 1721-1880», Alain Roy fait découvrir l'importance des «Canayens» et des Canadiens français sur la piste (illustration des traces laissées par les charrettes) entre Independence/Kansas City (illustration de 1869) et Santa Fe, carte et toponymes à l'appui: Chouteau, Aubry, Beaubien, Miranda... On pourrait suivre l'évolution des différentes régions francophones du Canada au moyen des cartes qui accompagnent les textes qui en traitent, qu'il s'agisse de l'Acadie, de l'Ontario ou des Prairies. Ces ensembles permettent de mieux visualiser la «présence française» en Amérique du nord.

La variété du contenu fournit un ample portrait de la recherche sur les groupes et les communautés de La francophonie nord-américaine et donne une image géographique et historique de sa diversité, comme aussi de sa pérennité dans les divers coins du continent. Les directeurs et les auteurs semblent moins se préoccuper de justifier la francophonie ou encore de faire valoir sa contribution. Ils la font revivre dans son histoire et vivre dans son actualité. L'atlas fait avancer la connaissance de la francophonie: plusieurs articles traitent de questions méconnues ou, même, complètement inconnues. Et il y en a d'autres... ♦



MARJOLAINE SAINT-PIERRE LACORNE SAINT-LUC. L'ODYSSÉE D'UN NOBLE, 1711-1784

Québec, Septentrion, 2013, 407 pages

C'est un documentaire américain qui a entraîné Marjolaine Saint-Pierre dans des recherches ayant duré près de cinq ans pour retracer le destin de celui qu'elle présente comme un héros de notre histoire, le chevalier Lacorne Saint-Luc. Ayant travaillé dans le milieu médiatique et culturel, l'auteure se consacre depuis plusieurs années à la rédaction de biographies historiques. Ce livre est son cinquième. L'auteure nous présente ici la vie d'un militaire et marchand illustrant concrètement ces alliances franco-amérindiennes qui ont donné à la guerre de Sept Ans son nom anglais de *French and Indian Wars*.

Le père de Luc Lacorne Saint-Luc avait immigré au Canada vers 1685 et poursuivi une carrière militaire, dans laquelle le fils s'engage à son tour. Mais au contraire de son père, pauvre et endetté, Luc, en association avec ses frères, devient marchand-équipier pour le commerce des fourrures. Du coup, il se bâtit un bon réseau de relations parmi des nobles, des bourgeois, des marchands, mais également avec des Amérindiens. On le retrouve dans les territoires de traite autour des Grands Lacs notamment, et ses activités commerciales l'enrichissent significativement.

Parallèlement, ses activités militaires lui valent le grade de capitaine. Sa connaissance des langues amérindiennes fait de lui un interprète auprès des Amérindiens lors des conférences réunies pour les préparatifs de la guerre de Sept Ans. Puis, pendant la guerre, il agit comme recruteur de soldats amérindiens et même comme leur commandant en chef; il est présent lors des batailles des forts Oswego et William-Henry, qui se soldent par la victoire des alliés français et amérindiens. Mais en fait, on le retrouve tout au long de la Guerre de Sept Ans sur de nombreux théâtres de bataille où il commande les troupes amérindiennes. Si ses exploits lui valent l'entrée dans l'ordre de la Croix de Saint-Louis en 1759, ils n'empêchent malheureusement pas la chute de la Nouvelle-France. L'auteure accorde une grande importance au récit des nombreuses batailles qui se sont déroulées jusqu'à la capitulation de Montréal.

Après la défaite des Canadiens, les militaires français doivent prêter serment à la couronne britannique ou retourner en France. Ce pourrait être la fin de l'aventure de Lacorne Saint-Luc au pays puisqu'il s'embarque à bord de l'*Auguste* à l'automne de 1761. Mais ce navire est inapproprié pour le fleuve Saint-Laurent et il est gouverné par un capitaine qui ne s'y connaît pas: l'*Auguste* fait naufrage en novembre sur les côtes du Cap-Breton. Lacorne Saint-Luc est l'un des sept survivants et

l'initiateur d'une longue marche pour revenir à Montréal, où il arrive en plein cœur de l'hiver. Il remet alors aux autorités britanniques le journal de son voyage. Croyant la conquête provisoire, Lacorne Saint-Luc entretient le mécontentement des Amérindiens contre les Britanniques. Le Traité de Paris, en 1763, met fin à ses espérances. Il doit refaire sa vie et son commerce dans des conditions difficiles, bien que tout compte fait, sa famille ait su tirer son épingle du jeu dans les premières années du régime britannique. Le valeureux soldat est même nommé conseiller législatif en 1775.

La suite des choses le montre encore dans des activités militaires. Pendant la Révolution américaine, son rôle est plutôt ambigu. Il semble qu'il ait d'abord incité les Amérindiens à faire allégeance au général américain Montgomery, mais qu'il se soit ravisé; puis il contribue à la magistrale défaite du général anglais Burgoyne à la bataille de Saratoga, en 1777. Accusé quasiment de trahison et d'avoir encouragé la défection des Amérindiens, Lacorne Saint-Luc répond dignement en faisant valoir ses exploits. À la même époque, il fait publier le récit du naufrage de 1761 et de son périple. Il s'agit du premier texte destiné à l'opinion publique produit et imprimé sous forme de livre au Canada. Alors qu'il a lui-même lutté pour se faire reconnaître le titre de *colonel des Sauvages*, son épouse poursuit ses démarches après son décès le 1^{er} octobre 1784. Mais on accorde seulement une pension à la veuve, sans lui donner la satisfaction du titre militaire posthume pour son époux.

Cette biographie historique met en valeur un de ces militaires qui incarne les alliances franco-amérindiennes au moment de la Conquête. Même si l'ouvrage est fondé sur une importante recherche en archives, il n'est pas exempt de défauts de construction. Ainsi, nous devons reprocher à l'auteure ses nombreuses suppositions et sa tendance à interpréter parfois au-delà des sources, et ce, de façon hasardeuse et maladroite. Agrémenté de nombreuses illustrations, ce petit ouvrage rend accessible à un large public le récit exceptionnel d'un homme courageux et valeureux.

Jacinthe De Montigny

Étudiante à la maîtrise en études québécoises, UQTR



MISÈRES ET GRANDEURS DE L'ÉCRIVAIN NATIONAL. VICTOR-LÉVY BEAULIEU ET JACQUES FERRON

EXTRAIT DE L'INTRODUCTION DE L'OUVRAGE À PARAÎTRE
À L'HIVER 2014 AUX ÉDITIONS NOTA BENE.

François Ouellet
Professeur de littérature à l'UQAC



LE GRAND ÉCRIVAIN NATIONAL

[...] Si j'ai réuni ces deux écrivains [Jacques Ferron et Victor-Lévy Beaulieu] dans une seule et même réflexion, c'est parce que cela m'a paru aller de soi. Outre les liens d'amitié entre eux, qui ont aussi pris la forme d'une filiation littéraire que Beaulieu n'a cessé de nourrir et d'entretenir, ils représentent, de manière exemplaire, la figure du grand écrivain national. Il m'a semblé que si nous voulions interroger aujourd'hui l'actualité ou l'intérêt de l'œuvre de Ferron, et plus encore, pour les raisons que j'ai dites, celle de Beaulieu, il fallait les saisir par le biais de cette figure.

Dans cet ordre d'idées, où se conjuguent écriture et nationalité, Ferron a évidemment été le premier. [...] L'œuvre de Ferron embrasse le pays entier, avec sa langue, sa mémoire, ses traditions, son histoire. Mais que serait cette œuvre sans le génie littéraire de Ferron? Son humour mécréant, sa délicate ironie, son style métaphorique, polémique et elliptique, sa représentation allusive de l'Histoire, son sens implacable de la formule, sa langue savamment codée, ce que Robert Cliche appelle si joliment ses «pirouettes littéraires et mentales», tout cela qui fait le style d'un écrivain est ce qui établit la donne. «C'est le style qui assure la pérennité de l'œuvre, et celui de Jacques Ferron, dans *Le ciel de Québec*, est souverain», rappelle Beaulieu. Dans *Le ciel*, mais aussi dans *L'amélanchier*, *Les confitures de coings* ou *Le salut de l'Irlande*. Ce qui fait le grand écrivain national, ce n'est donc pas la conception proprement dite du pays que propose l'œuvre, mais bien le style et la force de son imaginaire, l'écriture et ce qu'elle donne à penser et à comprendre sur soi et sur le monde. Dans la dénomination du «grand écrivain national», ce n'est pas le dernier mot qui fait l'écrivain, mais celui-ci qui fait le pays.

Il faut dire la même chose de l'auteur de James Joyce, l'Irlande, le Québec, les mots. Victor-Lévy Beaulieu? D'abord un écrivain tout court. Un écrivain chez qui la représentation du pays qu'il crée, dans son œuvre, n'est pas la fin dernière, mais un moyen — parmi d'autres — qui lui permet d'être écrivain. On ne comprendra jamais rien au nationalisme littéraire de Beaulieu si on ne tient pas compte du fait que l'écriture est pour lui souveraine. Il est ce qu'on pourrait appeler un écrivain national, à la condition de faire prévaloir le premier terme sur le second¹. Dans le cas contraire, il faudrait parler d'écrivain nationaliste, où l'écriture ne serait qu'un prétexte pour servir la cause politique. Mais cela, comme le dit Beaulieu lui-même, «ne fait pas de la très bonne littérature», avant de préciser: «Je n'écris pas pour être le scribe d'un parti politique ou pour faire de la politique tout court. La notion primordiale, chez quelqu'un qui écrit, c'est l'écriture elle-même».

Plus exactement, en tant qu'écrivain national, Beaulieu ne traite pas explicitement de l'histoire, mais il a besoin de l'histoire pour devenir un grand écrivain². Beaulieu est de ces écrivains qui passent par le discours national pour s'exprimer, pour grandir, pour apprendre à vivre, car, dans sa conception de la littérature, il ne saurait y avoir de grand écrivain sans pays, et vice versa. Dans sa perspective nationale, un écrivain sans pays n'est pas un écrivain. Le pays vient après; mais il est néanmoins nécessaire puisqu'il légitime l'écrivain. «Même pour écrire, j'ai besoin de solidarité et de fraternité, j'ai besoin d'aimer, j'ai besoin que se réalise notre grand projet national», écrit-il en avril 2008. Il l'a redit (pour ne citer que des témoignages récents) en novembre 2011, à la suite de la réception du prix Gilles-Corbeil:

Pour moi, les deux vont ensemble. J'aime répéter cette vieille phrase de Samuel Butler: il n'y a pas de nationalité sans littérature et pas

de littérature sans nationalité. Si tu n'as pas de pays, tu auras beau écrire, ce sera une littérature inconsequente par rapport à l'avenir. Un écrivain est là pour inventer un avenir possible, il doit ouvrir toutes les portes de demain³.

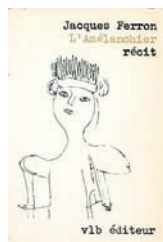
Le pays, ce n'est donc pas tant ce qui s'écrit que ce qui permet d'écrire, ce qui autorise l'écriture, mais aussi la cautionne, et cela est d'autant plus vrai — et peut devenir dramatique — lorsque le pays reste à faire.

C'est pourquoi, dès l'essai sur Victor Hugo, Beaulieu écrit: «je compris que si je voulais être vraiment romancier, je devais sans tarder me mettre à l'étude de mon pays». Connaître son pays pour être écrivain, soit; sauf que Beaulieu s'est vite aperçu que son pays n'en était pas un, et que, dans ces conditions, la notion même de l'écrivain était problématique. Comment en effet être un écrivain national dans un pays qui n'existe pas? Ferron avait exactement la même inquiétude: «On ne fabrique pas un livre comme un journal, on le fait dans l'espoir qu'il durera quelques années. Vous avez besoin de la pérennité du pays. Alors ce pays m'a semblé menacé. Et ce pays que j'ai appelé le «pays incertain» a eu une influence sur la suite de mon écriture». Ce qui caractérise l'écrivain québécois du pays incertain, qui écrit en français au milieu d'un territoire où vivent trois cents millions d'anglophones, c'est précisément la complète incertitude dans laquelle il se trouve quant au sort de son œuvre et quant au statut de son écriture, puisqu'il n'y a pas de pays. Dans ce contexte, on est nationaliste pour donner un sens à sa pensée, à ses écrits, à sa langue. Ainsi, pour Ferron, la langue française est-elle ce qui fonde le pays en le précédant dans un certain ordre des valeurs. «L'unilinguisme français est une chose qui me paraît nécessaire. C'est à peu près la seule chose à laquelle je tiens», confie-t-il à Pierre L'Hérault en 1982, après avoir rejeté l'idée de l'indépendance associée à celle de l'État-nation.

Aussi la représentation du grand écrivain national ne va-t-elle pas de soi. Le rapport de l'écrivain à l'écriture ne peut être que hasardeux dans un semblant de pays. Le Québec n'est plus, comme au temps de Lord Durham, un pays sans littérature, mais une littérature sans pays. En 1979, dans une entrevue à la suite de la publication de *Monsieur Melville*, Beaulieu problématisait ainsi la situation équivoque dans laquelle se trouve l'écrivain québécois:

Publier des livres, avoir des écrivains, ça ne signifie pas qu'il existe une véritable littérature nationale. Une véritable littérature nationale se crée à partir du moment où des écrivains mettent en mots des mythes, ou les événements qui ont fondé ces mythes. Au Québec, il n'y a pas d'événements derrière soi qui auraient permis de fonder à la fois le mythe et l'événement dans une littérature épique. Il n'y a pas de littérature nationale avant qu'il n'y ait une nation, avant qu'on ait un pays. Au Québec, nous ne sommes pas encore dans l'histoire. Vous n'êtes pas dans l'histoire quand personne ne s'intéresse à vous, quand vous êtes marginalisés, quand vous n'avez pas d'influence, quand vous n'apportez rien au monde. Au Québec, on n'est pas sûr d'apporter quelque chose au monde, ni d'être au monde, ni de vouloir l'être. L'écrivain se débat dans cette sorte de non-lieu, dans cette condition a-historique. Il est pris dans cette équivoque, dans cette ambiguïté; il se demande comment en sortir⁴.

Beaulieu reformule ici la thèse qu'il avait exposée en regard de l'œuvre de Ferron quelques années plus tôt dans *N'évoque plus que le désenchantement de ta ténèbre, mon si pauvre Abel* (j'aurai l'occasion



suite de la page 20

d'y revenir). L'écrivain exprime un problème auquel il cherche une solution. Le nœud de ce problème, c'est la question du pays, lequel fonde la littérature nationale et, partant, donne forme et légitimation à l'entreprise de l'écrivain. De ce point de vue, le problème reste actuellement entier. L'œuvre de Beaulieu postule la première place dans l'histoire littéraire québécoise; et cette œuvre manifeste fortement son appartenance nationale, c'est-à-dire que le discours national est le canal que Beaulieu a privilégié pour s'affirmer comme écrivain. Mais dans la mesure où l'idée du pays se trouve en recul depuis plusieurs années et que rien ne laisse croire qu'elle gagnera en popularité de façon significative à court et moyen termes, la détermination littéraire du grand écrivain est nécessairement fragilisée et menacée. Disons que Beaulieu est un écrivain précaire.

Toute l'œuvre de Beaulieu est habitée par cette tension, cette contradiction, cette inadéquation entre une œuvre qui s'écrit et un pays qui ne se fait pas. La fiction des Beauchemin, qui est au cœur du projet romanesque, est d'ailleurs fondée sur un manque, sur une perte territoriale, sur la séparation d'avec la terre ancestrale, ressentie comme une «blessure inguérissable». Dans *Race de monde*, la chanson du *Canadien errant* de Gérin-Lajoie sert à évoquer la terre perdue de Saint-Jean-de-Dieu à la suite du déménagement de la famille à Montréal. L'absence de pays est la première pierre de l'univers de Beaulieu: pays natal d'abord, national ensuite, puisque l'un englobe l'autre. Abel n'aura de cesse d'essayer de réparer cette perte. Dans *La jument de la nuit*, il se plaint: «Il ne pouvait pas y avoir d'avenir comme il n'y avait déjà plus de passé. On les avait laissés derrière soi à Saint-Jean-de-Dieu, on les avait vendus morceau par morceau lors de l'encan devant la grange». Retrouver et recoller les morceaux, telle pourrait être la métaphore pour décrire le travail d'écriture d'Abel comme celui de Beaulieu.

En ce qui concerne la famille Beauchemin elle-même, elle est à l'image de la perte territoriale. Les personnages sont profondément aliénés par un quotidien qui les prive de leur dignité et de l'espèce de beauté qu'ils croient devoir leur être réservée. La famille apparaît foncièrement dysfonctionnelle, et c'est là un mot encore trop faible pour décrire la misère morale et sociale qui, à divers degrés, habite ses membres. C'est une misère familiale, mais qui, en tant que microcosme du Québec dans lequel elle trouve sa place, fait écho à la dépossession et à l'humiliation collectives. Cette sorte de déficience de la condition humaine indigente déborde d'ailleurs très largement le cadre familial, où des personnages de la marginalité (en marge à la fois et de la société et du cadre de *La vraie saga des Beauchemin*) vont peupler de leur détresse et de leur dénuement tout un univers fantasmatique déréglé et promis à la dérégulation. Le premier d'entre eux, Satan Belhumeur, «aura une nombreuse descendance de détraqués en tous genres», comme le dit Jacques Pelletier. Quant à Abel Beauchemin, porte-parole de la tribu, n'oublions pas qu'avant de devenir un grand écrivain, il se présente comme «ce jeune intellectuel du début des années soixante-dix, piégé par le pays non advenu, la famille, les amours impossibles, l'alcoolisme et l'hystérie». L'abrutissement (moral, intellectuel, spirituel, économique) dont il fait l'expérience, ou le sentiment d'abrutissement qu'il a à tout le moins développé à partir de sa perception intime du réel de l'enfance et de l'adolescence, est évidemment lié à la lecture de l'histoire, par Beaulieu, comme dépossession et aliénation. [...]

LES PÈRES LITTÉRAIRES

Comment de cette désolation faire naître le pays et devenir un grand écrivain national, voilà la question qui se pose à Beaulieu à la fin des années 1960. Est-il possible, malgré l'absence de pays, malgré l'absence de reconnaissance nationale aux yeux du monde, de parvenir à exister comme grand écrivain québécois, quitte à espérer qu'un jour le pays advienne et rende possible une littérature nationale? Tels sont les questionnement et défi qui sont sous-jacents à la démarche littéraire de Beaulieu depuis ses premiers livres. On admettra qu'à l'époque de l'égalité tous azimuts, de la fin des grands récits, de la mort du mythe du grand écrivain, et alors que, pour paraphraser le mot célèbre de Lautréamont, le roman est fait par tous, la question du grand écrivain est éminemment problématique, à peu près autant que peut l'être le pays québécois. Cela existe-t-il encore, un grand écrivain? Cela doit-il encore exister ou même cela a-t-il le droit d'exister? Si en plus, ce grand écrivain, il faille le dire québécois...

Pourtant, ce défi, Beaulieu parvient progressivement à le relever par l'apport nourricier d'autres littératures, grâce à une admiration sans borne pour les romanciers de la plus haute autorité, qu'auront incarnés pour lui Hugo, Cervantès, Melville, Joyce et Ferron, parmi d'autres. L'expression «la plus haute autorité», souvent reprise par Beaulieu pour désigner son rapport à Ferron, est issue de la relation de celui-ci à son propre père. *Discours de la plus haute autorité*, tel est le titre que Ferron avait donné à l'ouvrage qu'il comptait écrire autour de son père; un «roman dans lequel, en plus de rendre hommage à son père, il comptait régler pour toujours ses comptes avec lui», précisera Beaulieu. Le discours de la plus haute autorité, c'est donc d'abord et avant tout celui du père, il s'impose par la reconnaissance de l'autorité paternelle par le fils; chez Ferron, l'expression accompagne l'appendice aux *Confitures de coings*, qui se terminait par une mise en garde à l'égard de l'autre anglophone à la suite des troubles d'Octobre: «Cessant d'être un conseiller de police, un vil procédurier, Frank peut devenir un des nôtres, rien ne l'en empêche, mais qu'il sache que mon père ne tolère personne au-dessus de sa tête». Dans un deuxième temps, l'expression «la plus haute autorité» a servi, par dérivation symbolique, et sous la plume de Beaulieu, à définir l'œuvre qui s'impose de toute sa puissance et donc par son autorité; œuvre grandiose et inimitable, mais que l'écrivain admiratif doit pourtant essayer de surpasser s'il veut à son tour accéder au panthéon des écrivains dignes de ce nom. C'est ainsi que *Le ciel de Québec*, comme *Don Quichotte*, *Les misérables* ou *Finnegans Wake*, sera pour Beaulieu l'un de ces livres «de la plus haute autorité». En ce sens, l'œuvre est elle-même à l'image du père, elle s'élève jusqu'à sa grandeur, elle devient le Livre.

Toute l'œuvre de Beaulieu traduit une volonté continuellement réaffirmée d'interpeller les grands auteurs d'autres littératures, dont l'écrivain se nourrit parce que la posture qu'ils habitent est aussi celle qu'il vise pour lui-même, parce que les mots des autres lui offrent des exemples de beauté qui à ses yeux font tout le prix de la vie – puisque la fiction rachète sans doute en partie les hauts et les bas de toute vie. Ce qu'il demande à la littérature, ce qu'il en attend et en espère, les incertitudes, mais aussi les convictions quant à sa valeur collective, ne voyant «de pays possible que par l'écriture», c'est aussi chez les autres que Beaulieu le cherche et parfois le trouve. [...]

Les écrivains sur qui Beaulieu a écrit ont toujours été des écrivains nationaux. Il expliquait à ce sujet, en mars 2010: «Pour nous qui commençons une littérature nationale, pour l'asseoir comme il

suite à la page 22



suite de la page 21

faut, il était important d'avoir comme modèles des écrivains qui, chacun dans leur pays, avaient fait ça avant nous. On pense, en France, à Victor Hugo ou à Voltaire, on pense à Tolstoï en Russie, à Melville aux États-Unis⁶. Au Québec, Yves Thériault, et surtout Jacques Ferron.

Beaulieu n'a jamais fait un travail de véritable biographe. C'est ici foncièrement un romancier qui écrit, même s'il peut y avoir une différence considérable de registre entre le livre sur Hugo et celui sur Joyce, par exemple. Dans tous les cas, nous sommes dans le domaine de l'écriture :

Les biographies que j'écris sont autant une fiction sur l'auteur biographié qu'une fiction sur moi-même, écrite en parallèle, pour montrer, comme je dis encore, que la fiction que tu es toi-même pour toi-même peut être modifiée à cause de l'autre fiction que tu lis. Dans ce sens, pour moi, j'ai intégré la fiction à l'intérieur de la biographie d'abord parce que je n'ai jamais su faire beaucoup la différence entre la réalité et la fiction – j'ai toujours trouvé que la vie, c'est une fiction en soi – et ensuite parce que le travail de l'écrivain, c'est de transgresser la plate réalité quotidienne pour en faire quelque chose d'autre⁷.

Beaulieu exprime ici une conception de la création littéraire qui est chez lui la plus féconde et la plus profonde. L'autre suscite un dépassement de soi, mais paradoxalement cela suppose d'abord de ramener l'autre à soi. Il faut ramener l'autre à sa mesure pour donner sa pleine démesure. Dès l'essai sur Hugo, en 1971, on trouvait ce que Beaulieu n'a par la suite jamais cessé de répéter, à savoir que ce qu'il recherche dans les livres des autres, ce sont « des mots de moi-même, des gestes écrits qui me confirment dans ce que je suis, qui me rassurent sur la fin d'un destin que je refuse ». L'année suivante, dans l'essai sur Kerouac, il écrit : « Pourquoi passer des heures le nez dans un roman si jamais les mots ne vous renvoient à vous-mêmes ? ». Les formules de ce type abondent chez lui, et pas seulement dans les essais, mais tout aussi bien dans l'œuvre romanesque, et ce, jusque dans son plus récent roman, *Antiterre* : « les misérables de victor hugo, les reconnaissances de william gaddis, au-dessous du volcan de malcolm lowry, l'enfant-bouc de john bart, la mort de virgile d'herman broch, le festin nu de williams burroughs : que trouvais-je de si précieux en moi chez eux ? ». Entre ces textes, les siens comme ceux des autres, Beaulieu a construit toute une œuvre profondément originale qui n'a cessé de se nourrir de l'apport de ses « pères littéraires ».

Beaulieu a rendu hommage à plusieurs d'entre eux, de Hugo⁸, qui fut à ce titre le premier — ce que d'ailleurs Jacques Ferron avait noté⁹ —, à Joyce, le « plus grand écrivain du vingtième siècle, de la plus haute autorité », en passant par Melville. Plus largement, on sait que toute l'œuvre de Beaulieu foisonne d'une intertextualité presque délirante, à tout le moins constante, et dont Jacques Pelletier a traité dans son livre, notamment à propos de *Don Quichotte de la démanche* et de *Steven le hérault*. Si Joyce est pour Beaulieu le plus grand parmi les grands, le père qui « englobe tous les autres », « le Père des pères littéraires¹⁰ », comme le dit Jean-François Chassay, c'est Jacques Ferron qui, au Québec, a toujours incarné pour Beaulieu cette grandeur paternelle d'exception et la possibilité d'une identification mémorable. Comme l'écrit Jacques Pelletier, Ferron apparaît comme l'« équivalent québécois de Joyce, figure locale de la plus haute autorité¹¹ ». Enfin, dans le ciel littéraire de Beaulieu, Melville serait « le troisième membre de la trinité divine incarnant la figure de la plus haute autorité¹² ».

Ferron est pour Beaulieu une figure nationale *inaugurale*. Parmi les écrivains qui gravitent autour de Parti pris et des Éditions de l'Aurore (que Beaulieu fonde en 1973, à la suite de son départ des Éditions du Jour) et qui ont reconnu en Ferron un maître, Beaulieu a été de

loin le plus insistant. « Ferron fait, parmi nous, figure de prophète, et de père », écrit Beaulieu dans la revue *Maintenant* en 1971. Il est « celui de qui la littérature québécoise moderne procède », écrit-il en 1974. Vingt-cinq ans plus tard, il est toujours à ses yeux le « père fondateur de notre littérature ». À ce sujet, Pierre L'Hérault notait qu'« [il] revient en effet à Beaulieu d'avoir formulé le rapport de la jeune génération à Ferron en termes de filiation scripturaire qu'il aura tendance, il est vrai, à ramener à lui, s'instituant le seul fils et réclamant tout l'héritage¹³ ». À vrai dire, les références de Beaulieu à Ferron comme figure paternelle sont innombrables, et on les trouve aussi bien dans les essais que les romans et les écrits parus dans les journaux. À celles déjà citées, j'ajouterai cette autre formule remarquable : Ferron est « ce père qu'après celui qui m'a fait venir au monde, je me suis redonné ». Nous sommes évidemment dans l'ordre de la représentation, du fantasme, de l'imaginaire, de l'élaboration de la mythologie beaulieusienne. Cela donne la couleur de l'écriture.

- 1 Le premier, Jacques Pelletier a bien résumé la question : « Le plus important, c'est sans doute la question de l'écriture ; celle de la situation du "pays équivoque" arrive en second, formant une composante de la première, et pouvant être formulée ainsi : qu'est-ce qu'un écrivain dans un "pays équivoque" ? » (Jacques Pelletier, Victor-Lévy Beaulieu. *L'homme-écriture*, Québec, Nota bene, 2012, p. 20).
- 2 Ce que Jacques Pelletier avait parfaitement formulé dans son ouvrage sur le « roman national » : ce qui caractérise la posture littéraire de Beaulieu, « c'est le rapport de l'Œuvre comme projet épique et ce que l'on pourrait appeler les conditions historiques de sa réalisation : comment, en somme, tirer l'Œuvre de la non-histoire, du magma informe, du néant, de la béance (an)historique ? » (*Le roman national*, Montréal, VLB éditeur, coll. « Essais critiques », 1991, p. 180).
- 3 Chantal Guy, « L'utopie réalisée de Victor-Lévy Beaulieu », *La Presse*, 14 novembre 2011.
- 4 Pierre-Louis Vaillancourt, « Victor-Lévy Beaulieu, lecteur », *Lettres Québécoises*, no 14, avril-mai 1979, p. 10-11.
- 5 Jacques Pelletier, Victor-Lévy Beaulieu. *L'homme-écriture*, op. cit., p. 42.
- 6 Anne-Marie Clément et Caroline Dupont, « Chercher les écrivains fondateurs. Entretien avec Victor-Lévy Beaulieu », dans Robert Dion et Frances Fortier (dir.), *Portraits de l'écrivain en biographe*, Québec, Nota Bene, 2012, p. 236.
- 7 Ibid., p. 241.
- 8 Beaulieu est explicite : « je l'aime comme un père, inaccessible comme tous les pères, et pourtant si près de moi, en moi pour tout dire ».
- 9 Ferron écrit au sujet de *Pour saluer Victor Hugo* : « Dans ce livre, il nous apprend qu'il a eu deux pères, lesquels il honore également [...]. Le premier est son père véritable, celui qui a émigré avec les siens, une femme et treize enfants, d'un village des alentours de Trois-Pistoles à Morial-Mort. Lévy avait treize ans lors de cette grande migration de Beaulieu. [...] Or, un garçon, qui émigre du Bas-du-Fleuve à une banlieue industrielle à l'âge de treize ans, est mis en danger de mort ou de folie : il perd à peu près tout son vocabulaire. Il doit s'en reconstituer un autre pour s'adapter au nouvel habitat ; il doit de plus pour sa santé mentale se trouver un autre père. D'instinct et par amour, peut-être parce que le premier était admirable, Lévy Beaulieu a choisi Victor Hugo ».
- 10 Jean-François Chassay, « Les grandes tribus », *L'Action nationale*, vol. XCVII, nos 5-6, mai-juin 2007, p. 106.
- 11 Jacques Pelletier, Victor-Lévy Beaulieu. *L'homme-écriture*, op. cit., p. 193.
- 12 Ibid., p. 197.
- 13 Pierre L'Hérault, « Le pas des générations », *Littératures* (« Présence de Jacques Ferron »), 1992, nos 9-10, p. 227.

LA VOIX DU PÈRE

Gilles Bibeau

Professeur de sociologie Université de Montréal

JEAN-PHILIPPE TROTTIER

LETTRES AU FILS. TESTAMENT SPIRITUEL

Montréal, Liber, 2012, 232 pages

À travers vingt-huit lettres, un père fictif raconte à son fils, personnage également fictif, ce que son passage «par cette nuit obscure où toute espérance humaine s'évapore» (p. 219) lui a appris au sujet de la vie. Dans son «testament spirituel», le père propose une vision du monde qui s'éloigne des références dominantes à partir desquelles se déroulent les débats intellectuels dans le Québec d'aujourd'hui; de plus, il dénonce certains des discours à la mode construits autour de la modernité, de la religion, de la tradition, du pouvoir, de la violence, de l'islamisme, du don, du renoncement, de la famille, du féminisme et de l'homosexualité, autant de thématiques qui sont traitées, parmi d'autres, au fil des lettres en se tenant à l'écart des grosses machines idéologiques dont il débusque les ambiguïtés.

Le «Écoute, mon fils», avertissement solennel ouvrant la première lettre, sonne comme un appel lancé au fils pour qu'il prête l'oreille «aux propos d'un père qui s'est tu pendant trop longtemps» (p. 13). Il y a de la culpabilité et du déchirement dans l'auto-analyse entreprise par cet homme «ni heureux ni malheureux» qui a connu le divorce, qui s'est adonné, plus que nécessaire, à l'alcool, qui a expérimenté l'homosexualité et qui a «chuté» (p. 16) en bien d'autres choses encore. Face à ses propres dérives, le père ne demande pas qu'une puissance supérieure lui pardonne; il souhaite plutôt la guérison qui devrait venir de l'autre, du fils bien entendu. À répétition, le père se demande comment on peut être véritablement «homme» dans le monde dans lequel vit son fils, un monde dont le père dénonce, de façon tantôt frontale tantôt tangentielle, les dérives potentielles. L'esquisse ethnographique de notre monde proposée par le père est assortie, en pointillé, de réflexions critiques et de mises en garde: l'atomisation des identités menace le vivre-ensemble; le relativisme conduit à l'acceptation de n'importe quoi; le règne du droit vient remplacer la morale; l'optimisme ambiant engendre un refus du tragique; le retour des fondamentalismes fanatise de plus en plus de jeunes; la perte du sens du sacré s'impose partout, tout cela advenant dans un univers globalisé qui achève en quelque sorte le grand projet de la modernité.

À l'origine de ce florilège de lettres, il y a l'idée que la mémoire du passé s'est lar-

gement tarie, que les enfants d'aujourd'hui se retrouvent de plus en plus souvent sans racines, et que les pères (et les mères) ne savent plus ce qu'il convient de transmettre à leurs fils et filles. Sans doute, les parents parlent-ils encore, parfois même beaucoup, à leurs enfants, mais le font-ils vraiment avec l'intention de les inscrire dans une histoire généalogique et de leur transmettre un héritage? Dans sa sixième lettre intitulée «La tradition», le père écrit:

C'est cela, devenir père. Tu comprendras, un jour, que tu le feras naturellement, moins en me rejetant qu'en me situant dans une succession plus vaste, en regardant au-delà de mes errements et en plongeant tes racines plus profondément (p. 50).

Le père ne cesse d'évoquer les difficultés associées à la transmission dans ce temps d'aujourd'hui qu'il considère dominé par le «présentisme» et par le souci de la «pleine autonomie».

C'est ici que la notion de testament prend tout son sens, un testament qu'il serait d'autant plus urgent de remettre à l'ordre du jour que le legs laissé par les générations antérieures prend place dans une succession où s'est cassé le fil reliant les jeunes d'aujourd'hui aux ancêtres.

L'ancrage dans le présent provoquerait chez le fils, du moins le père le pense, un puissant déracinement à l'égard du passé, familial et sociétal, et une libération à l'égard de l'histoire ancienne qui sont censés faciliter l'autonomisation des enfants. «Rien n'est plus contemporain que la tradition», insiste pourtant le père pour qui la mémoire, située dans l'ordre du *transtemporel* plutôt que dans celui de l'intemporel, est vue comme une réalité d'une inépuisable actualité. C'est ici que la notion de testament prend tout son sens, un testament qu'il serait d'autant plus urgent de remettre à l'ordre du jour que le legs laissé par les générations antérieures prend place dans une succession où s'est cassé le fil reliant les jeunes d'aujourd'hui aux ancêtres.

La thématique de la filiation prend place au sein du questionnement mené par le père au sujet de la masculinité et de la féminité, ou mieux au sujet des relations entre le paternel et le maternel. Pour le père, la notion de paternité se doit d'être revue radicalement, plus que celle de maternité, en interrogeant la capacité que possèdent les parents à inscrire leurs fils et leurs filles dans une filiation qui

Jean-Philippe Trottier

Lettres au fils

Testament spirituel

Liber

serait accueil de l'héritage, quitte à ce que les enfants rejettent ensuite ce qui leur a été transmis; de plus, le père pense la paternité dans ses liens à la masculinité. Pour l'auteur des lettres, paternité et masculinité sont ainsi prises dans un double mouvement: d'abord en direction du féminin, mais aussi, et en même temps, en direction du masculin lui-même.

L'auteur des lettres au fils introduit le débat autour du féminisme en proposant une redéfinition fondamentale de la masculinité de l'homme: face à la femme qui est du côté de la vie en tant qu'elle est porteuse de vie, l'homme se définit, dans l'esprit du père, par sa fonction prophétique, par la parole qu'il prononce, adresse et transmet, une parole qui transforme la réalité en un univers de sens grâce à la médiation de la femme. À l'homme revient le rôle de déposer la parole aux pieds de la femme; à cette dernière, celui de reprendre cette parole, pour la déployer en la faisant vivre ou en la laissant pourrir. Évoquant la part de négativité dans tout cela, le père écrit: «Si la femme donne la vie, l'homme donne la vie symbolique, mais aussi la mort» (p. 173). Ainsi donc, les tensions existant entre la puissance du don de la vie, ce qui appartient à la femme, et la proclamation d'une loi indissociable de la mort, c'est là le domaine de l'homme, se conjuguaient pour mettre en place le socle sur lequel se construisent le masculin et le féminin. D'un côté, on trouve la nécessaire ouverture de l'homme et de la femme en direction d'une sexualité qui s'exprime éventuellement en fécondité; de l'autre, l'impossible arrachement à l'ordre du sexuel qui imprègne de part en part l'être humain, y compris dans les relations entre hommes.

Sans doute faut-il comprendre la pensée paradoxale du père sur l'horizon de ce qu'il dit dans une des dernières phrases de sa lettre sur l'homosexualité:

suite de la page 23

N’y a-t-il pas là un appel commun à tout homme, et celle-ci – l’homosexualité – n’est-elle pas un symptôme du malaise profond qui saisit l’homme hétérosexuel moderne, même s’il n’en est conscient que de façon confuse, car il craint obscurément de perdre son statut traditionnel? L’homme ne cherche-t-il pas dans l’orientation homosexuelle à récupérer une virilité qu’un égalitarisme à deux vitesses marchande aux hommes, sauf sous ses formes caricaturales et inoffensives? (p. 174)

On trouve dans cette dernière phrase l’amorce de ce qui pourrait sans doute devenir un ouvrage dédié à la masculinité, ouvrage qui ferait alors écho à celui que Jean-Philippe Trottier a fait paraître en 2007 sous le titre *Le grand mensonge du féminisme ou le silence sur la triple castration de l’homme québécois* chez Michel Brulé Éditeur.

Ce livre au contenu provocateur s’achève en une réflexion portant sur le silence, lequel ne peut être abordé, écrit le père, que «dans la sérénité», dans un «au-delà du bonheur ou du malheur» et dans l’accès au tragique qui «est la première respiration réelle et

salvatrice qui brise l’anesthésie du monde comique qui nous étouffe de ses illusions». La dernière phrase du livre est porteuse d’une invitation à la traversée du miroir: «C’est cela, mon fils, le silence qui est le fond océanique de toute joie et de toute douleur. Et l’écho de l’éternel» (p. 230).

Dans ces derniers mots, on débusque un message mystérieusement voilé, un de plus, qui est en rupture avec la vulgate qui domine la scène intellectuelle dans le Québec d’aujourd’hui. Les principaux arguments mis de l’avant dans ce livre se situent en effet nettement à contre-courant des discours que l’on entend d’à peu près tous les côtés. Il nous faut profiter de leur caractère troublant pour sortir de notre zone de confort, sans mettre d’emblée de côté les points de vue de ce père qui se demande s’il est encore possible, et à quelles conditions, d’être homme, père et fils, dans le monde d’aujourd’hui. Faisons une pause et mettons-nous à l’écoute de cet auteur à la pensée originale et peu conformiste. ♦

DENISE ROBILLARD

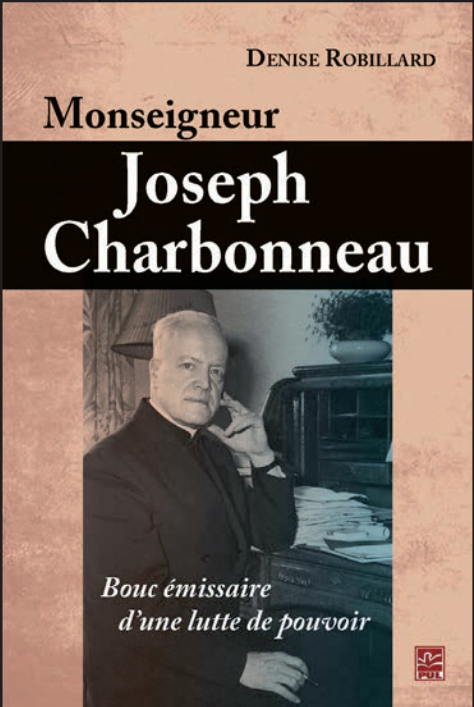


ISBN : 978-2-7637-1665-7
526 pages • 48,95 \$

L'affaire Charbonneau n'est pas une affaire politique, mais une affaire cléricale.

DENISE ROBILLARD

Monseigneur Joseph Charbonneau



Bouc émissaire d'une lutte de pouvoir



Saluer dignement les grands écrivains du Québec revient à L'Action nationale!

Volume XXVII numéros 5 et 6
MAY/JUIN 2007



L'Action NATIONALE

VLB / JOYCE

LECTURES CROISÉES

Mai-Juin 2010
et Cote 56

L'Action NATIONALE



Pierre Vadeboncoeur, un homme libre

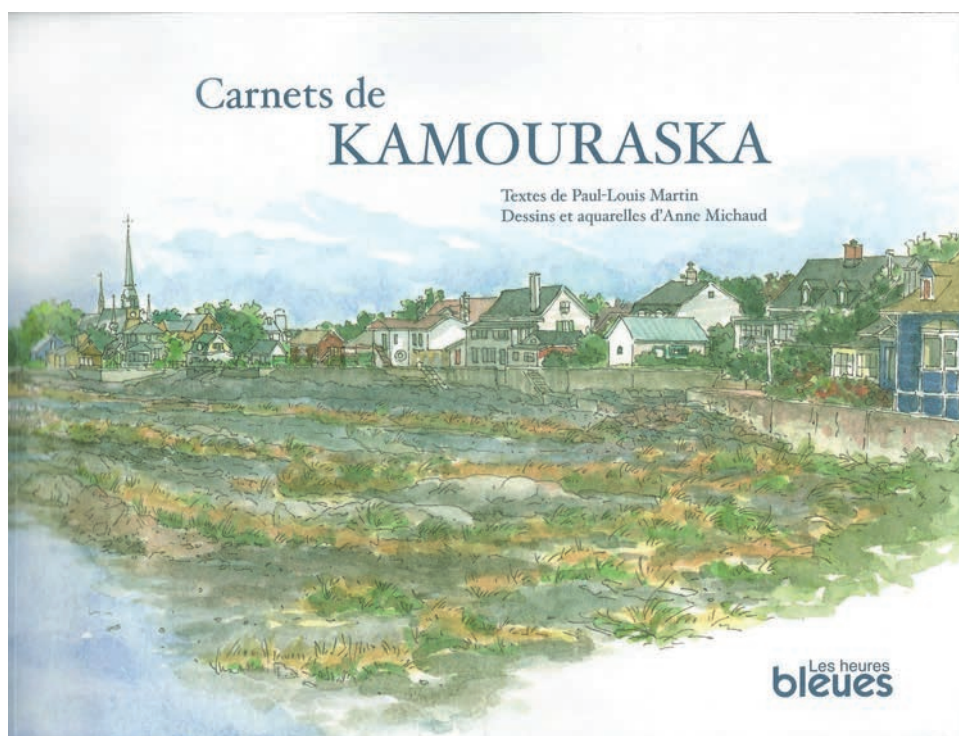
Mai-Juin 2012
et Cote 56

L'Action NATIONALE



Louky Bersianik
L'œuvre souveraine

Nos grands numéros littéraires sont disponibles à la boutique
action-nationale.qc.ca



DANS LA SPLENDEUR DU PAYS

PAUL-LOUIS MARTIN ET ANNE MICHAUD
CARNETS DE KAMOURASKA
 Heures bleues, 2012, 144 pages

C'est d'une pure beauté. Un délice pour l'esprit, un véritable envoiement pour le regard. Les *Carnets de Kamouraska* que nous livrent Paul-Louis Martin et Anne-Michaud rendent justice à la splendeur de ce magnifique pays. Le premier y rédige le commentaire, la seconde donne aquarelles et dessins. Immense érudition, connaissance intime et passion incarnée se marient ici d'une admirable manière pour témoigner du Kamouraska. Le travail d'édition est ici remarquable, il fait honneur au métier d'éditeur. Les heures bleues mérite reconnaissance pour avoir déjà publié plusieurs de ces carnets qui, tous autant qu'ils sont, méritent de figurer dans toute bonne bibliothèque. C'est de la belle ouvrage qui nourrit aussi bien qu'elle exprime l'attachement au pays et l'amour de ses beautés.

C'est sous le signe de l'émerveillement que les auteurs font leur invitation : « Venez découvrir avec nous le génie d'un lieu et celui de ses habitants ». Le livre nous présente un parcours où chaque page donne à voir les signes d'un empayement qui transportent les auteurs et nous donne à profusion des bonheurs de lecture. Le paysage du Kamouraska est ainsi lu, décrypté et présenté comme une véritable réalisation de civilisation. Buriné par les forces telluriques, baigné d'une lumière somptueuse qui a donné et donne toujours une indéfinissable douceur au labeur des hommes et des femmes qui le font, ce paysage est le fruit d'un travail ingénieux, d'une connaissance profonde et d'un respect inouï de ce qui en fait l'essence nourricière.

Cela se sent à chaque page, dans chaque aquarelle, le mariage du fleuve et de la terre, ce talent pour tirer le meilleur parti de l'un et de l'autre donne à ce pays sa force et sa douceur, son identité. « La terre en culture comme si c'était une mer, et les bâtiments élevés sur le rivage », telle est la caractéristique fondamentale de ce pays où les maisons se dressent sur les hauteurs devant des étendues de terre comme des sentinelles sur un bien précieux. Sur un trésor, en fait puisqu'une grande part de cette terre a été gagnée sur le fleuve grâce à l'ingénieux dispositif du grand aboiteau, héritage acadien qui témoigne silencieusement de l'acharnement de l'Amérique française. Le Kamouraska de l'intérieur, lui, a été taillé à même la forêt et les villages qu'on y a plantés regorgent tout autant de trésors d'adaptation et d'ingéniosité. Quel plaisir on a à jeter le regard sur ces « Coups de cœur, curiosités et raretés du paysage » qui ponctuent l'ouvrage. Ici c'est une glorieuse particulièrement bien ouvragée, là ce sont des croix de chemin, ailleurs le dessin nous donne de gros plans sur une imposte, sur un escalier majestueux ou une galerie finement ciselée. Modestes ou orgueilleuses les maisons nous sont données à voir et à comprendre comme autant de signes qui renvoient au labeur des hommes et à leurs idéaux.

Partout les auteurs nous montrent ce que ce paysage doit à la sérénité. La rondeur des caburons, la sauvagerie des rivages ou le mystère des îles renforcent l'impression bien rendue de la convivialité. La fierté de ce qui a été fait n'est jamais ici brandie contre ce que la nature a donné. Kamouraska est le pays de la gratitude autant que de la mémoire. Et c'est au pied du clocher de Saint-Denis que les auteurs nous entraînent pour nous faire comprendre jusqu'où peut remonter la lecture de l'architecture dans un paysage. Il vaut la peine de prendre le temps de savourer :

L'église de Saint-Denis est la seule du comté, voire de toute la Côte-du-Sud, à avoir son long vaisseau orienté nord-sud. Il a sans doute fallu au seigneur Chapais une permission spéciale du diocèse de Québec pour la construire ainsi car la règle générale depuis la fin du XVII^e siècle voulait une nef dirigée vers l'est, avec célébrant et fidèles tournés vers Jérusalem, comme chez les musulmans qui se tournent vers La Mecque. D'autant plus que le corps principal aligné est-ouest offrait alors moins de prise aux vents froids et bénéficiait au maximum de la chaleur passive fournie par le soleil d'hiver (p. 52).

Et l'on voudrait reproduire ici la magnifique aquarelle, la plus belle sans doute de l'ouvrage, qui donne à voir « la pointe du vieux quai et l'anse bordée d'égantiers » et fait goûter le calme de Rivière-Ouelle ou celle encore d'une pêche à l'anguille magnifiquement bien donnée. On se consolera en s'étonnant de l'ingéniosité d'un fabricant de trépi-gneuse, une machine agricole qui a fait les beaux jours d'un industriel de Saint-André. La nostalgie n'épargnera pas les gourmands qui ne cesseront de se demander quel régal ils ont manqué lorsqu'est disparu le réputé beurre fermier de Kamouraska. Mais ils pourront toujours se rabattre sur la prune de Damas qui a été littéralement ramenée à la vie, tout comme le passé fruitier revit avec Ruralys qui fait des miracles pour faire redécouvrir les variétés patrimoniales. Et c'est sans parler les cueilleurs de duvet d'eider, des renovateurs de phares ou des initiatives de conservation des petits patrimoines domestiques qui affichent fièrement le coq en girouette pour attirer le regard sur les trésors préservés.

Les *Carnets de Kamouraska*, ce n'est pas rien, ajoutent au bonheur de vivre en ce pays. Les douceurs de l'aquarelle et la chaleur du propos sont de véritables réconforts. À lire et à feuilleter au fil des jours pour se rappeler que le labeur obscur des colons durs à la peine a donné au temps qui passe une patine dont le lustre est ici fort bien rendu. Un lustre très doux qui aide le regard à percer la morosité des jours sombres. Un livre de lumière.

Robert Laplante
 Directeur des Cahiers de lecture

UN MANUEL, C'EST PLUS QU'UN COLLAGE

Martin Blais-David
Professeur, Université Saint-Paul

SIMON TREMBLAY-PEPIN
**ILLUSIONS. PETIT MANUEL
POUR UNE CRITIQUE DES
MÉDIAS**

Montréal, Lux, 2013, 150 pages

Voici un manuel qui cherche à équiper conceptuellement celles et ceux qui sentent le besoin de faire une critique de gauche des médias (ils sont très certainement nombreux par les temps qui courent!) et qui voudraient s'y prendre avec rigueur. Le mot manuel figurant dans le titre du livre, bien que précédé de l'adjectif «petit», doit être pris au sérieux: on ne saurait exiger d'un tel ouvrage qu'il soit méticuleux, érudit et rempli de références récentes comme dans un livre académique; par contre, on peut s'attendre à ce qu'il aille à l'essentiel, c'est-à-dire, en l'occurrence, qu'il apporte les matériaux nécessaires pour s'organiser la tête et penser le travail des médias d'aujourd'hui avec plus de force et de rigueur qu'on ne le ferait spontanément.

Le manuel de Tremblay-Pepin procède d'un choix absolument fondamental, celui de se placer résolument à l'intérieur de la pensée dite critique. Plus précisément, notre auteur se positionne dans cette grande tradition au sein de la pensée sociale critique qui, depuis Marx, insiste pour que l'on pense la réalité sociale sur la base des principes suivants: 1) l'étude de tout phénomène social doit se faire en considérant l'ensemble du réel social dont on peut dire qu'il a l'allure d'un système; 2) la société doit être pensée avant tout en termes de rapports conflictuels de classes; 3) le monde des idées, lui, doit être analysé en termes d'idéologie, c'est-à-dire en postulant qu'il est tributaire de la réalité conflictuelle de classes et des enjeux qui s'y jouent.

D'innombrables auteurs ont repris ces principes. Cette option est tout à fait acceptable, mais, on va le voir, elle est exigeante. Elle ne vient pas non plus sans risque. D'abord, il y a celui d'être prévisible aux yeux de ceux qui sont familiers avec les auteurs politiques de gauche et la tradition marxiste. Et c'est malheureusement le cas ici. Ensuite, il y a le risque de succomber à la tentation de s'arroger un surcroît de conscience et, partant, de disqualifier la pensée de quiconque favorise une autre voie analytique. Je dois dire à regret que l'auteur adopte aussi ce travers.

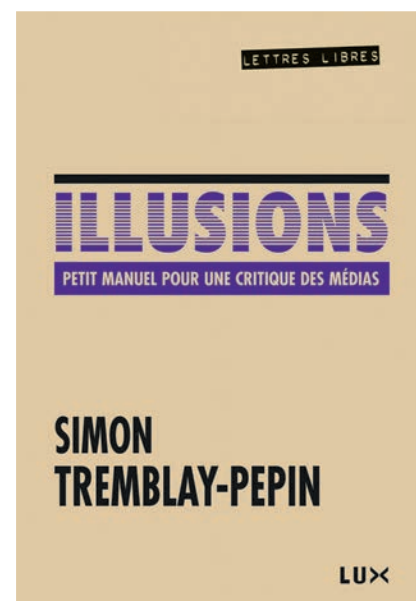
Tremblay-Pepin a par ailleurs décidé de réduire radicalement la taille de son objet de réflexion, le terme «média» désignant strictement la production de nouvelles à l'intérieur des médias d'information traditionnels (journaux et services de nouvelles des chaînes

de radio et de télévision). Ce choix n'est pas pleinement justifié par Tremblay-Pepin mais je ne lui en tiendrai pas rigueur. Il n'est en effet pas rare que l'on réduise le terme «média» à la réalité de l'information destinée à de vastes publics. Je crois en outre qu'il est possible de défendre la position implicite de l'auteur selon laquelle la presse traditionnelle demeure au cœur du système actuel de production de nouvelles.

Je ne suis nullement convaincu par ce collage. D'abord, parce qu'on ne peut lier en un tour de main la logique conceptuelle d'un Bourdieu à celle d'un Chomsky ou celle d'un Gramsci.

Tremblay-Pepin propose donc une réflexion sur la qualité du journalisme contemporain. Non content de répondre par la négative à la question «les journalistes travaillent-ils bien?», il avance la thèse qu'il n'est guère possible qu'il en soit autrement compte tenu 1) de ce que sont les organisations qui produisent des nouvelles et, surtout, 2) de la nature de la société capitaliste au sein de laquelle tous les médias sont insérés. Cette thèse ne constitue en rien une surprise: elle est parfaitement cohérente avec les trois principes analytiques mentionnés plus haut et elle correspond aussi à un des grands lieux communs de la gauche dure (par opposition à la gauche sociale-démocrate). J'ai trouvé il y a peu des considérations assez semblables dans l'essai de Gabriel Nadeau-Dubois, *Tenir tête* (p. 143-144).

Le livre de Tremblay-Pepin est divisé en trois grandes parties. La première, concise mais bien faite, est consacrée à la présentation, sous forme idéal-typique, du credo journalistique courant. L'auteur passe en revue les grandes prétentions des journalistes, soit leur indépendance, leur honnêteté, leur travail au service du bien commun et leur responsabilité professionnelle; il présente en outre leurs prétentions méthodologiques, à savoir le primat du factuel (opposé aux rumeurs et aux opinions) et la pertinence d'un travail de généraliste. La seconde partie, qui arrive rapidement, est consacrée à la critique déontologique de ces prétentions et est rédigée encore une fois sur un mode idéal-typique. L'auteur cherche à faire la synthèse de nombreux travaux portant sur l'éthique du journalisme. Tremblay-Pepin montre – le plus souvent de manière convaincante – que ceux qui ont sérieusement observé le fonctionnement courant du dispositif médiatico-journalistique ont amassé une abondante documentation leur permettant d'ébranler



durement le crédo journalistique. Dans cette seconde partie, on passe en revue les matières suivantes: la nature des nouvelles, les comportements des journalistes, les habitudes narratives des rédacteurs ainsi que les effets les plus couramment relevés (comme celui de *Gate-Keeping* (contrôle d'accès) et d'*Agenda Setting* (organisation du calendrier)).

Chaque fois, l'auteur fait mouche mais il ajoute que, même si elle est pertinente, cette critique déontologique n'est aucunement suffisante car elle élude la réalité des déterminismes sociaux opérant à travers tout ce dispositif de production d'informations. Pour lui, cette critique, essentiellement libérale, met toujours l'individu journaliste au cœur de sa réflexion éthique et place ce dernier face à la question du choix personnel d'être ou non vertueux, ce qui en ferait une position à la fois naïve et idéologique. Voilà un jugement qui est passablement présomptueux. D'abord parce qu'il suppose que seule la tradition critique est capable de conceptualiser les contraintes des contextes sur les pratiques et, ensuite, parce qu'il met tous les discours éthiques «autres» dans le grand sac de la pensée libérale, simple et homogène, qui, elle, serait nécessairement radicalement individualiste et ignorante du social.

La troisième partie, qui est nettement plus longue que les précédentes (quatre chapitres), porte sur l'analyse des conditions sociales larges au sein desquelles se fait la production de nouvelles. Pour être cohérent avec lui-même, l'auteur se devait de nous présenter les grandes caractéristiques du dispositif de production de nouvelles et de brosser un tableau synthétique des grandes articulations de la société capitaliste actuelle qui, pour l'essentiel, déterminent la configuration et le fonctionnement dudit dispositif. Immense programme! Surtout si l'on considère tout ce qui est advenu depuis les années 1970 tant dans le monde des médias que du côté de l'économie capitaliste mondiale.

Face à cette tâche, notre auteur a opté pour une stratégie qui m'apparaît bien décevante. Tremblay-Pepin s'est contenté de faire la présentation rapide de quatre contributions

LA CLASSE MOYENNE N'A PLUS CONFIANCE EN L'AVENIR

Pascal Chevrette

Professeur de littérature, cégep Montmorency

SAMUEL ARCHIBALD

**LE SEL DE LA TERRE.
CONFESSIONS D'UN ENFANT
DE LA CLASSE MOYENNE**

Atelier 10, 2013, 92 pages

C'est lors d'un voyage en Inde que Samuel Archibald en vient à réfléchir sur la classe moyenne. Dans la province du Gujarat où il est invité pour parler littérature québécoise, il fait la rencontre d'un homme exclu du système de castes, un paria, un intouchable. Pauvre, mais résilient, ce dernier le surprend par son étonnante, voire incompréhensible, confiance en la vie. Le contraste est pour lui total entre un homme et sa famille, qui n'ont absolument rien devant eux, et cette classe moyenne nord-américaine d'où il provient, angoissée, inquiète, et dont la malade obsession pour tout ce qui concerne pouvoir d'achat, dettes et paiements empoisonne sa liberté. Dans *Le sel de la terre*, Archibald, auteur des histoires d'*Arvida*, examine les valeurs et les besoins de sa classe sociale; la questionne et en dévoile les travers, au point même de penser que si une telle entité existe encore de nos jours, elle ne l'est plus que comme une vague vue de l'esprit.

SE CONFESSER

À cet égard, le choix de la confession comme genre littéraire est assez original. Le point de vue qu'adopte Archibald s'écarte ainsi d'une analyse strictement sociologique, bien que l'essai s'alimente de quelques théories sur le sujet. Ici, nous sommes immergés en eau profonde: lui, l'enfant de cette classe sociale, né au Saguenay, en a appris les valeurs et intériorisé la morale. Se confesser, comme l'ont fait Augustin, Rousseau et Musset en leur temps, c'est chercher, par l'examen critique et le regard sur soi, à retracer les origines, les motivations et les dérapages de ses propres comportements, peut-être, au bout du compte, pour en dépasser la logique. Navigant entre différents souvenirs d'enfance et anecdotes, Archibald décortique la morale de l'argent qui façonne les habits de la classe moyenne et la décline, dans chaque confession, à partir d'un adage inventé pour l'occasion: «je ménage, donc je suis», «je consomme, donc je suis», «je paie, donc je suis écœuré».

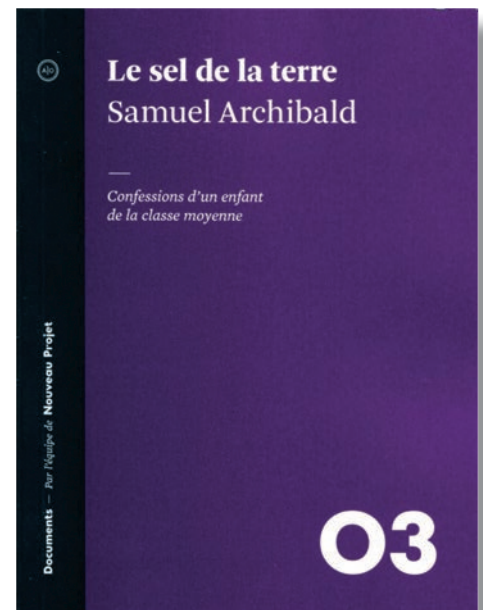
Selon Archibald, la classe moyenne douterait dans sa propre légitimité. La crise étudiante et sociale de 2012 lui apparaît d'ailleurs comme une illustration de l'affaiblissement de son sentiment de sécurité. Fin observateur, il scrute dans ses premières

confessions des gestes somme toute banals et «toutes sortes de simagrées avec l'argent» qui témoignent de cet effritement: la manière d'être «ménageux» (comme il le dit), plutôt que véritablement économe, le recours massif au crédit, l'étalement des paiements, l'attrait pernicieux pour les services privés. Moraliste dans le premier sens du terme, c'est-à-dire qui se prête à l'examen des mœurs, Archibald parle des publisacs et du Dollarama avec ironie, comme il nous rappelle que le catalogue Distribution aux consommateurs, véritablement outil d'endoctrinement, s'est imposé aux enfants des années 1980 comme une bible de la consommation: «La consommation était devenue un acte culturel dans les années 1950; dans les années 1980, elle est devenue la langue maternelle de toute une génération (p. 49).» Le quartier Dix-30, les Galeries Laval, les souvenirs de bébélles qui ont peuplé son enfance, le Millenium Falcon, les G. I. Joe et Mégatron: ses références familiales amusent. Sa critique du consumérisme interpelle et peut rappeler la perspective de Jacques Godbout dans *Le murmure marchand*. Elle a l'avantage de prendre la mesure de l'acte de consommation le plus isolé qui soit, celui de tous les jours, et de l'inscrire dans le cadre général des mœurs étourdies de notre temps.

**Selon Archibald, la classe moyenne
douterait dans sa propre légitimité.
La crise étudiante et sociale de 2012
lui apparaît d'ailleurs comme une
illustration de l'affaiblissement de son
sentiment de sécurité.**

Littéraire par vocation, littéraire de profession, Archibald sonde même certaines représentations esthétiques et filmiques qui renvoient à la classe moyenne un portrait d'elle-même. Des hobbits de Tolkien aux romans de Cormac McCarthy en passant par la recrudescence de l'intérêt pour les films d'apocalypses et de zombies, il révèle l'éthos d'une classe moyenne qui manque cruellement d'imagination et d'émerveillement, qui entretiendrait même une «double personnalité»: elle travaille trop, mais semble tellement s'ennuyer! Ses propos caustiques sur l'endettement qui étouffe la classe moyenne l'amènent, à la limite, à douter de l'existence même de cette classe qui s'ennuie du «temps où elle appréciait ce qu'elle avait». Il écrit:

En tant qu'imaginaire social fondé sur une certaine sérénité et sur une assurance, la classe moyenne n'existe plus. [...] Ses mâchoires sont l'endettement endémique



et la confiance absolue en la validité de son mode de vie. La classe moyenne tient à maintenir un certain style de vie à tout prix, quitte à changer ses filets de sécurité sociale contre de l'argent comptant (p. 76).

C'est cette intransigeance de la classe moyenne qui est potentiellement dangereuse, car elle ouvre la voie à des dérives libertariennes. À ce propos, lire avec attention la cinquième confession qui s'ouvre comme une lettre à un auditeur anonyme d'une radio-poubelle du Saguenay. Cette chaîne avait lancé à l'hiver 2013 une campagne intitulée «Écœuré de payer». Sans être moralisatrice, la lettre d'Archibald entend raisonner son destinataire qui, entraîné par des animateurs inconséquents, se défoule sur tout investissement à valeur sociale sans vraiment comprendre les jeux sours de l'économie capitaliste.

SOLIDAIRES, SEULS

Dans la dernière confession, Archibald s'interroge sur la solidarité réelle qui unit les membres de la classe moyenne. Il fait voir que mis à part une grande disparité dans les salaires et la grande divergence des intérêts des individus, on ne sait plus vraiment à qui on s'adresse lorsqu'il est question de classe moyenne. Que des paradoxes l'habitent et qu'une sorte de fantasme anime certains courants de gauche qui souhaiteraient qu'elle «retrouve son vieux fond syndical». Sur le plan politique, on ne sait donc pas vraiment à qui nous avons affaire. «Classe moyenne» ne reflète plus tant une réalité qu'un lieu commun, une figure de rhétorique. L'expression, note Archibald, est définie «par la négative»: quiconque y appartient n'est ni riche ni pauvre. De plus, il soulève cet étonnant paradoxe que du point de vue politique «elle repose sur une étrange solidarité de classe entre individus qui n'ont pas, majoritairement, la solidarité pour valeur (p. 77).» Constatant que ce qui unit au fond les membres de la classe moyenne, ce sont surtout des «aspirations individuelles», il affirme que «l'étau qui

UN MANUEL...

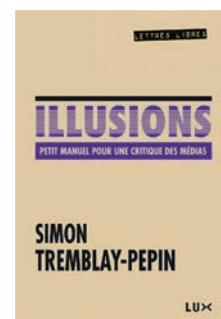
suite de la page 26

d'auteurs. Il a d'abord résumé le célèbre modèle de sélection de nouvelles de Chomsky et Herman (que l'on trouve dans *Manufacturing Consent*); il a abordé ensuite le court essai *Sur la télévision* de Pierre Bourdieu qui contient des fragments d'une théorie du champ journalistique; il a enchaîné avec une courte synthèse de la contribution gramscienne à la théorie marxiste des luttes idéologiques; et il a terminé, de manière inopinée, avec des considérations sur la pensée de Michel Freitag concernant l'espace public en contexte post-moderne. Très franchement, j'ai eu le sentiment, en lisant les quatre derniers chapitres du livre, que le choix de ces contributions était arbitraire et tenait surtout au fait que l'auteur possédait dans ses tiroirs des notes lui permettant de rédiger rapidement. À la fin de la lecture je me suis demandé : pourquoi pas Stuart Hall? Pourquoi pas Foucault? Pourquoi pas Gans? Pourquoi pas Naomi Klein? ...

Quoi qu'il en soit, Tremblay-Pepin nous offre une succession d'exposés scolaires qu'il cherche à lier en arguant qu'il y a là une succession d'élargissements conceptuels: 1) le propos de Chomsky et Hermann sur les grands filtres qui régissent la sélection de la nouvelle apporte de la profondeur à critique déontologique libérale mais 2) peut être considérablement élargi si l'on considère les mécanismes qui, selon Bourdieu, organisent le «champ journalistique» qui n'est lui-même qu'un champ au sein d'un ensemble plus vaste; 3) l'analyse bourdieusienne pourra à son tour être élargie par la

prise en compte du schéma gramscien sur l'idéologie et la lutte pour l'hégémonie. Je ne suis, on l'aura compris, nullement convaincu par ce collage. D'abord, parce qu'on ne peut lier en un tour de main la logique conceptuelle d'un Bourdieu à celle d'un Chomsky ou celle d'un Gramsci. Ce travail est probablement fort complexe, les différences entre ces pensées étant nombreuses et tellement importantes. Ensuite et surtout, parce que cet assemblage composite ne remplit nullement la tâche que Tremblay-Pepin se devait pourtant d'accomplir ne fût-ce qu'à l'état d'esquisse, c'est-à-dire présenter en termes cohérents et actualisés les grandes caractéristiques de la société capitaliste contemporaine et la nature des processus idéologiques qui la traversent. C'est en effet par ce tableau général que notre auteur se devait de mettre en lumière ce qui détermine le travail journalistique.

J'ajouterais que si le choix des contributions paraît passablement arbitraire et limitatif, les synthèses qui en sont faites ne sont guère plus satisfaisantes. Par exemple, ce qu'on y lit sur le modèle de la sélection de la nouvelle de Chomsky et Herman ne nous en apprend pas davantage que ce que donnerait une rapide recherche sur Google (on consultera pour s'en convaincre cette page de D. Cromwell: <http://www.chomsky.info/onchomsky/2002----.htm>). Il en va de même pour ce qui est de Gramsci: je n'ai trouvé dans ce livre rien d'autre que ce que Jean-Marc Potté nous présentait dans sa fameuse monographie publiée il y a plus de trente ans chez *Parti pris*. ♦



LA CLASSE MOYENNE...

suite de la page 27

écrase la classe moyenne est donc aussi politique et stratégique.» C'est peut-être là la contribution la plus originale de cet essai que de souligner que l'expression figée «classe moyenne» ne concorde plus avec ce à quoi elle référerait depuis les années 50. «Masque placé sur mille visages», «grand fourretout identitaire», «appartenance par défaut», la classe moyenne, nous dit-il avec raison, «n'existe plus qu'en tant que catégorie imaginaire, culturelle et – de plus en plus – politique.»

AFFAIRES DE GRANDS-PÈRES

Tout au long de l'essai, Archibald laisse planer les souvenirs de ses grands-pères. Ils sont pour lui des modèles d'action, de modération et de liberté. À travers eux et à travers leur passé, Archibald cherche de nouveaux comportements basés sur d'autres valeurs que l'argent. Cet argent, qui était pour la classe moyenne naissante synonyme de liberté, est devenu avec le temps synonyme de prison. Comme les intouchables qu'il a rencontrés en Inde, ses grands-pères feraient partie du «sel de la terre», cette métaphore biblique reprise dans une chanson des Rolling Stones qui désigne les humbles, ces gens qui vivent de peu, comme le père dalit, et qui forment sans doute le fond le plus sain de l'humanité. En parlant de ces hommes, Archibald rejoint ce que le sociologue Stéphane Kelly exposait dans son essai

À l'ombre du mur en parlant du regard que la génération X portait sur celle de ses aînés. Kelly affirmait que les X:

[...] ont dû revenir sur leur propre passé trois fois plutôt qu'une, et reconsidérer la prudence et le bon sens de la génération de leurs grands-parents. Ils ont fini par comprendre que leurs aïeux, s'ils étaient moins scolarisés, avaient au moins du caractère et une sagesse pratique. Leur conduite au quotidien était dictée par le sens des limites.

Dans *Le sel de la terre*, Archibald redécouvre cette leçon simple de modération et de bon sens.

Déjà connu pour son recueil *Arvida*, très prisé par la critique, Archibald mène sa réflexion avec un sens critique stimulant, mais aussi avec ludisme et sensibilité, ce qui fait de l'essai *Le sel de la terre* un petit livre fort agréable à lire. Il est clair pour l'auteur que si classe moyenne il y a, celle-ci n'est plus inspirée. Angoissée et erratique, elle n'entretient plus ni sentiment de sécurité ni émerveillement. Ombre d'elle-même, elle rêve de révolutions, comme le chantait Souchon. Mais Archibald doute qu'un tel sursaut advienne: il nous invite plutôt par son livre à tourner notre regard sur ces gens du monde, ici ou ailleurs, dont la redéfinition des besoins ne coïncide plus avec l'enrichissement personnel. Eux seuls sont capables d'avoir véritablement foi en l'avenir. Pour l'instant, ces gens, intouchables là-bas, marginaux ici, ne peuvent être nommés que par métaphore. ♦



CONDAMNÉS À RÉSISTER

Jacques Beaumier

Conseiller syndical affecté aux dossiers sociopolitiques d'un syndicat indépendant

RÉJEAN PORLIER

**PILLEURS D'HÉRITAGE.
CONFESSIONS DOUCES
ET AMÈRES D'UN
HYDRO-QUÉBÉCOIS**

Mont-Royal, M Éditeur, 2013,
188 pages

Avec un tel titre, on pourrait s'attendre à une critique en règle d'Hydro-Québec, alors que, dès l'introduction, Réjean Porlier, président du Syndicat des technologues d'Hydro-Québec, nous fait part de sa motivation à prendre la plume : dénoncer le cynisme et la démagogie actuelle, arme des incompetents et des opportunistes, car, « de l'intérieur, le bateau prend l'eau », écrit-il. Mais on comprend rapidement son intention : combattre la campagne de dénigrement dont fait l'objet ce fleuron de la Révolution tranquille pour faire accepter à la population son éventuelle privatisation. Toutefois, on aurait pu aussi, allonger le titre en ajoutant : suivies de *Critiques tendres et crues des syndicats de la part d'un militant syndical*.

C'est que dans la deuxième partie de son plaidoyer, Réjean Porlier n'hésite pas à dénoncer également les pilleurs d'héritage des luttes syndicales, ces « syndicalistes corrompus » qui abusent du système et « affaiblissent notre meilleur rempart contre les mesures néolibérales ».

Mais, en « régions éloignées », on prend la peine de recevoir le monde avant de leur exposer ses vues. Réjean Porlier accueille d'abord son lecteur : « Je suis un gars de la Côte-Nord », tient-il à préciser et il attire notre attention sur son panorama quotidien : le fleuve omniprésent, même emprisonné dans les glaces un matin de janvier, les levers et couchers de soleil à « inspirer les cœurs de pierre » et il pointe le ciel pour nous faire admirer la nuit étoilée. Partout, écrit-il, on voit des paysages somptueux et des gens chaleureux, les Autochtones les premiers, encore « victimes de racisme et des incohérences de nos discours », puis, sa ville, Port-Cartier, ses racines, son enfance, son embauche à Hydro-Québec, son implication dans le syndicalisme... La table est mise pour aborder son propos, les pilleurs d'héritage.

Porlier fait une démonstration systématique qui répond aux cinq W du journalisme : *What?* (Quoi), *Who?* (Qui), *When?* (Quand), *Why?* (Pourquoi), *Where?* (Où).

De quoi s'agit-il ? Selon lui, Hydro-Québec fait présentement l'objet d'un véritable détournement de sens au même titre que l'ensemble des services publics. La nationalisation de l'électricité l'a chargé de devenir un outil de développement économique et de

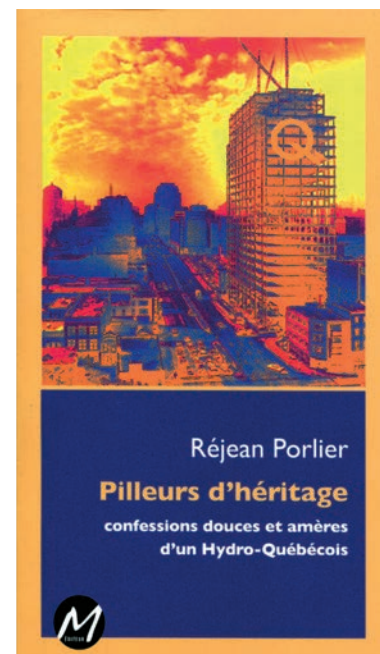
fournir l'énergie au meilleur coût possible. Mais aujourd'hui, soutient-il, l'entreprise est en train de se faire privatiser sournoisement : retour du privé dans la production électrique (par les minicentrales), tentative ratée de coup de force de la grande famille du gaz, rendez-vous manqués du moteur-roue, de l'éolien, de la domotique, des télécommunications, renouvellement des infrastructures confié en sous-traitance au secteur privé. Bref, Porlier n'hésite pas à affirmer que son expérience l'amène à considérer la thèse du complot.

Quand ce travail de sape a-t-il commencé ? Il y a plus de vingt ans [...] d'abord avec les libéraux de Robert Bourassa qui [...] ont permis le retour du privé dans la production d'électricité, ensuite, sous Lucien Bouchard, la tentative de la filière du gaz naturel afin de changer la politique énergétique du Québec et enfin, avec le gouvernement de Jean Charest [...] qui a ouvert toute grande la porte encore à l'entreprise privée, avec les contrats secrets et le fractionnement de l'industrie éolienne émergente en faveur des intérêts privés.

Qui seraient ces comploteurs ? Pas nécessaire de fouiller très loin. Ce sont les dirigeants d'Hydro-Québec eux-mêmes, accuse-t-il, étroitement liés à l'élite financière et politique qui pensent de la même manière que les idéologues et autres « experts » des grands médias. Quand ce travail de sape a-t-il commencé ? Il y a plus de vingt ans, explique-t-il, d'abord avec les libéraux de Robert Bourassa qui, au début des années 1990, ont permis le retour du privé dans la production d'électricité, ensuite, sous Lucien Bouchard, la tentative de la filière du gaz naturel afin de changer la politique énergétique du Québec et, enfin, avec le gouvernement de Jean Charest, dans les années 2000, qui a ouvert toute grande la porte encore à l'entreprise privée, avec les contrats secrets et le fractionnement de l'industrie éolienne émergente en faveur des intérêts privés.

Il reste le *pourquoi* ? Parce que l'élite économique veut s'emparer du succès de cette entreprise qui contribue pour six milliards de dollars par année à financer l'État québécois et ses services publics. La boucle est bouclée. Quant au *où* ? Le lecteur comprend que tout cela se passe sous ses yeux.

Mais pourquoi parler de syndicalisme après une démonstration aussi convaincante ? « Parce qu'il demeure un puissant



outil permettant aux gens ordinaires d'améliorer leur vie », écrit Porlier. Preuve à l'appui, car, rappelle-t-il, « c'est dans les pays où les inégalités sont les plus élevées que les taux de syndicalisation sont les plus bas ». Le mouvement syndical demeure donc un rempart essentiel contre les politiques néolibérales et le meilleur outil pour atteindre une plus grande justice sociale. Mais l'utilisation du verbe *demeure* est lourde d'un sous-entendu. C'est qu'il y a du dénigrement populiste de la part des médias, de l'indifférence de la part des membres, mais aussi des « corrompus », reconnaît-il, qui discréditent les syndicats.

Mais, il y a encore pire selon lui : le virage idéologique des centrales syndicales vers un syndicalisme d'affaires et de partenariat, qu'il identifie en particulier à la FTQ, centrale à laquelle est rattaché son propre syndicat, qui pille l'héritage syndical. Il pointe du doigt le Fonds de solidarité pour son rôle dans ce virage :

dans le cas de la FTQ, les intérêts financiers des entreprises sont devenus au fil des années et grâce à ce Fonds un peu entremêlés. [...] en transformant la centrale en gestionnaire de fonds dans les entreprises privées, il y a eu un virage important dans les relations de la FTQ avec les employeurs et le gouvernement, particulièrement dans les entreprises où le Fonds a investi, que les travailleurs et les travailleuses soient syndiqués ou non.

Rappelons que la commission Charbonneau est venue en rajouter une couche sur le rôle du Fonds de solidarité dans la transformation de cette centrale.

La caractéristique principale de ce type de syndicalisme est de s'appuyer sur la négociation continue, plutôt que sur le rapport de force créé par la mobilisation des membres, rappelle-t-il avec justesse. Pour Porlier, les syndicats ne doivent jamais perdre de vue que leur véritable force repose sur la capacité qu'ils ont de créer un rapport de force. Et pour réaliser cet objectif, ils doivent réussir à mobiliser leurs membres en « se rebranchant sur des valeurs plus sociales ».

suite de la page 29

L'auteur trace les grandes lignes de ce que devrait être un *risorgimento* syndical: 1 – préserver sa crédibilité auprès des membres; 2– renouer avec les luttes à caractère social comme l'universalité et la qualité des services publics; 3– privilégier les organisations qui militent dans les forums altermondialistes pour une plus grande justice mondiale; et 4– accepter que la politique est un incontournable complément à l'établissement d'un rapport de force syndical.

Dans ce dernier cas, Porlier rappelle que le gouvernement conservateur d'Ottawa fournit amplement de raisons aux dirigeants syndicaux pour s'engager dans cette voie, mais le mouvement syndical est incapable, déplore-t-il, de mobiliser ses troupes de façon cohérente.

De même en est-il au Québec où les électeurs ont été réduits aux dernières élections à devoir voter de façon stratégique pour défaire le gouvernement libéral.

À défaut d'envisager la possibilité d'accéder au pouvoir, constate-t-il, reste la capacité à mobiliser les membres pour influencer nos gouvernements et les inviter à la retenue. Comment? D'abord, en mobilisant nos membres, répète Porlier, et surtout, selon le point 4 de son *risorgimento*, en acceptant de s'investir en politique si on veut avoir de l'influence:

[...] nous aurions tout intérêt à tenter de faire élire quelques-unEs de nos collègues à l'Assemblée nationale ou à la Chambre des Communes afin de pouvoir influencer de l'intérieur les décisions et de parer les coups.

Cette demi-mesure ne satisfait pas complètement notre homme de la Côte-Nord. Dans un dernier chapitre qu'il intitule «Un jour, on va gagner!» qu'il aurait tout aussi bien pu intituler «Va-t-on gagner

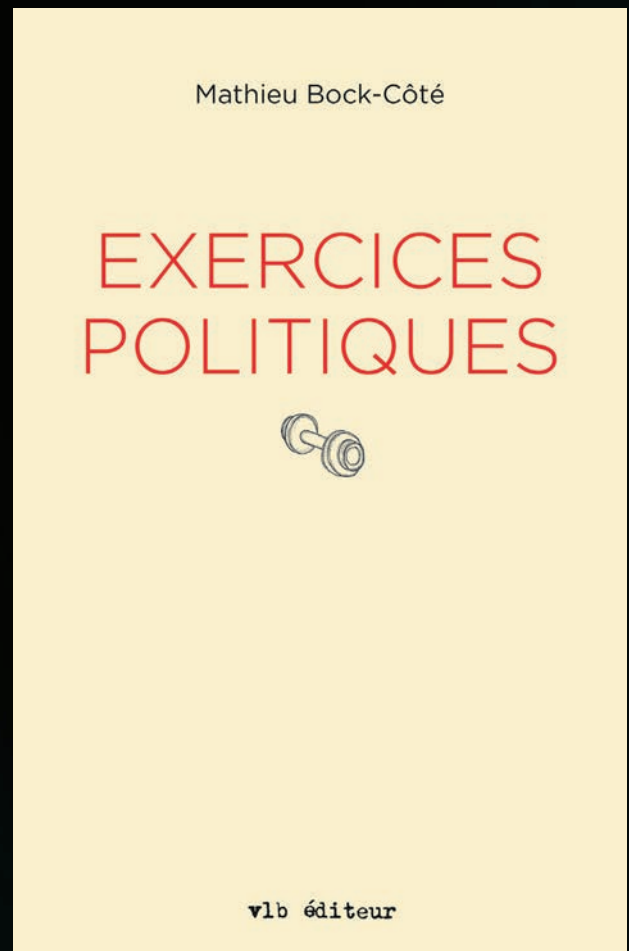
un jour?», il énumère les principaux jalons de ce que devrait être un réel «projet politique». D'abord, les organisations syndicales doivent être au cœur du renouveau politique en se donnant une vision. Il faut cesser de combattre les nouvelles technologies qui sont là pour rester, souligne-t-il. Les syndicats doivent plutôt tenter de minimiser l'impact et négocier la transition, écrit-il. Il n'aborde toutefois pas la possibilité du partage des gains de productivité par la réduction du temps de travail. Ensuite, poursuit-il, les syndicats doivent rétablir la communication entre le haut de la structure et le bas, réduire la lourde bureaucratie syndicale, mobiliser les travailleurs autour de dossiers qui portent sur ce qui influence quotidiennement notre travail, favoriser la tenue de débats plutôt que de les étouffer, dénoncer l'ordre établi, et enfin, et non le moindre, «que l'aile progressiste au PQ se décide à se libérer de l'establishment du parti».

Il a lui-même tenté, en 2010, de former un parti politique «pour échapper au cynisme ambiant et à l'éternelle ambivalence du PQ». L'initiative n'a pas eu de suites, mais certaines de ses idées continuent de circuler, au PQ entre autres: indépendance énergétique, gestion de nos ressources naturelles, électrification des transports en commun, construction d'un monorail. Mais, il exprime clairement sa déception du gouvernement Marois qui ne parvient pas à se recentrer sur l'émancipation du peuple québécois et qui poursuit plutôt ses pratiques néolibérales.

«Une fois réglés les problèmes du syndicalisme, enfin libéré des influences débilantes du PQ, notre plus grand défi reste encore, reconnaît Porlier, la pesante indifférence du grand nombre». Est-ce un aveu de découragement? Presque. Malgré ce constat qui n'a rien de réjouissant, tel un Galilée qui s'écria «Et pourtant elle tourne!» après avoir dû renier sa théorie de la Terre qui tourne autour du Soleil, Porlier lance ce cri du cœur: «[Et pourtant] nous sommes condamnés à résister aux pilleurs d'héritage». ♦



Penser l'époque au quotidien



HEUREUX QUI COMME WILLIAM HUME BLAKE EN CHARLEVOIX...

Serge Gauthier

Ph. D., Centre de recherche sur l'histoire et le patrimoine de Charlevoix

JEAN DES GAGNIERS

WILLIAM HUME BLAKE EN CHARLEVOIX

Québec, Presses de l'Université Laval,
2013. 178 pages

*Les aimables étés de La Malbaie avaient pu
se succéder, nous n'avions jamais pensé que ce
lieu eût une histoire.*

Cette phrase, plus ou moins bien traduite par ailleurs, est de l'historien canadien-anglais George Wrong (1860-1948). Elle inaugure bien mal le livre que Jean des Gagniers consacre à William Hume Blake (1861-1924) un villégiateur et écrivain dilettante ayant séjourné régulièrement dans Charlevoix au cours de sa vie. Des Gagniers interprète la phrase de l'historien Wrong comme une preuve que les villégiateurs à La Malbaie n'avaient que bien peu de préoccupations au sujet du passé de ce lieu. Or, Wrong a consacré un livre à l'histoire de La Malbaie où il raconte la vie des seigneurs écossais du secteur et la culture traditionnelle de Charlevoix a toujours intéressé les villégiateurs anglophones dès le début du XIX^e siècle. Pourquoi Jean des Gagniers suggère-t-il alors une telle énormité? Peut-être bien parce que les villégiateurs anglophones n'ont vu d'autre histoire chez les habitants de Charlevoix que celle d'un folklore pittoresque, naïf, réducteur, voire colonialiste. Que Wrong et les autres s'en contentent durant leurs séjours estivaux n'étonne pas, mais que, plus de cent ans après, Jean des Gagniers le répercute encore avec désinvolture a de quoi surprendre et peut-être même choquer.

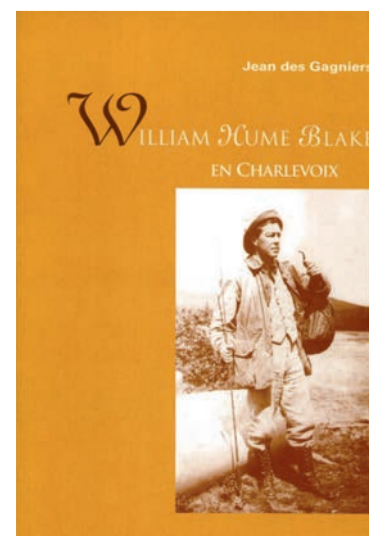
Qui est Jean des Gagniers? Un ancien professeur d'archéologie de l'Université Laval à une époque où la recherche universitaire était encore bien embryonnaire dans ce domaine comme dans d'autres. A-t-il une formation en ethnologie, en histoire, en écologie qui l'amènerait à bien apprécier le cheminement de William Hume Blake en Charlevoix? Non. Alors a-t-il cherché à connaître les ouvrages actuels sur l'histoire de Charlevoix et aussi en histoire québécoise autour de ce personnage? Non, pas plus. En histoire de Charlevoix, des Gagniers continue d'entretenir le mythe éculé de la région préservée qui ne tient plus guère. Est-ce par nostalgie? Il en aurait bien le droit. Toutefois, son livre est publié aux Presses de l'Université Laval et devrait donc avoir des préoccupations scientifiques. Ou alors est-ce comme son précédent ouvrage *Charlevoix, pays enchanté* (1994) qui gomme l'histoire du XX^e siècle de cette région en se présentant néanmoins comme un livre d'histoire complet? Sincèrement, la confusion ici est extrême. Les pages d'introduction présen-

tant William Hume Blake proposées par des Gagniers ne tiennent pas la route. Ils contiennent des opinions, des visions personnelles, des préjugés même et le personnage que l'auteur souhaite présenter n'apparaît pas dans cette sorte d'hagiographie déplaisante que des Gagniers avait aussi retenue dans son ouvrage sur l'écrivain Félix-Antoine Savard paru en 1996. Très dommage.

**Un ensemble décevant qui donne
l'impression d'un travail fait pour
l'intérêt personnel de l'auteur plus
que pour un lecteur intéressé
à découvrir adéquatement un
personnage et une réalité historique
par ailleurs fascinante.**

Alors qui était ce William Hume Blake? Un amateur de pêche, un *sportsman*, un intellectuel? Un peu tout cela, mais plus encore le rejeton d'une digne famille canadienne-anglaise d'allégeance libérale possédant du pouvoir et de l'influence. Il fut le traducteur anglais du roman *Maria Chapdelaine*, faisant ainsi la promotion de ce roman aux accents folkloriques que bien des Canadiens anglais ont naturellement apprécié. Comme disait un de mes professeurs d'ethnologie autrefois: «Quand ils chantent des airs de folklore, les Anglais aiment les Québécois francophones». En effet, les anglophones villégiateurs comme William Hume Blake aiment les guides forestiers francophones attentionnés à leur égard, les étranges métis et autochtones qui parcourent les lieux, les quêteurs, les pères miséreux possédant une famille composée de nombreux enfants... Tout ce beau monde sous leurs yeux peut être divertissant, folklorique, pas menaçant. En vacances, peut-être a-t-on le droit de mettre les autres à son service? Mais je ne suis pas convaincu de cela, bien que chacun a droit tout naturellement à son récit de vacances. Mais lorsqu'on fait une publication autour d'un tel personnage a-t-on le droit d'être simplement béat et admiratif devant lui comme l'est Jean des Gagniers? Tout simplement non.

William Hume Blake serait-il un écologiste? Voilà une perception attirante que celle de dire que cet anglophone avait une vision écologiste d'avant-garde par rapport aux Charlevoisiens qui se rendaient en forêt pour nourrir leurs familles. Ces derniers détruisaient la nature? Blake en esthète cherchait à la préserver? Chacun son point de vue, mais quand la pêche ou la chasse est pour soi une détente ou un loisir ce n'est pas comme quand elle devient un enjeu de survie. Jean des Gagniers aurait dû voir cela ou simplement le noter au passage. Le rôle de Blake au sujet



de la fondation du Parc des Laurentides en 1895 est-il si important? Certes, Blake avait ses contacts politiques auprès du gouvernement provincial de l'époque qui visait alors surtout à attirer les chasseurs canadiens-anglais et américains dans ce parc afin de développer une industrie touristique susceptible de favoriser des entrées d'argent pour la province. Le résultat fut désastreux. En quelques années, la disparition des caribous et des poissons si délicatement décrits par Blake dans ses récits s'est effectuée. Les chasseurs et pêcheurs anglophones ont ainsi favorisé un véritable désastre naturel que n'auraient jamais créé à eux seuls les autochtones et les habitants de la région. Où se trouvaient les écologistes anglophones dans ce contexte? On ne les voit pas et Blake pas plus. Cela aurait mérité d'être signalé à tout le moins, mais des Gagniers n'en dit rien.

Le choix des récits de Blake qui sont retenus par des Gagniers est discutable et semble issu d'un sentiment personnel et non d'une analyse. Aurait-il valu la peine de rééditer ses livres au complet? Il nous semble que non, car leur valeur réelle tient plus du pittoresque et ils ont beaucoup vieilli à cause de cela. Mais un choix précis bien commenté aurait pu être intéressant si des Gagniers avait consenti à faire la démarche sérieuse que nécessitait ce travail. De plus, la traduction semble parfois un peu trop littéraire et de fait incertaine, la mise en page du livre n'est pas très attrayante, les photos en provenance du Musée de Charlevoix sont souvent floues ou mal reproduites. Donc, un ensemble décevant qui donne l'impression d'un travail fait pour l'intérêt personnel de l'auteur plus que pour un lecteur intéressé à découvrir adéquatement un personnage et une réalité historique par ailleurs fascinante.

En 2004, un membre de la Société d'histoire de Charlevoix a demandé à la Commission de toponymie du Québec de nommer une montagne du parc des Hautes-Gorges en l'honneur de William Hume Blake ce qui fut d'ailleurs accepté. L'idée n'était pas mauvaise; le personnage a sa pertinence historique. Toutefois, il mérite plus que des clichés et des notes personnelles. Nous pensons bien qu'un jour où l'autre des chercheurs plus appliqués au dossier de ce Blake, qui a fait de beaux séjours en Charlevoix, se chargeront de le faire reconnaître avec justesse et dans le véritable cadre historique où il a évolué. ♦

JULIE TREMBLAY
**LA PHILOSOPHIE COMME
SOLUTION AU MAL DE VIVRE**
Québec, PUL, 2013, 223 pages

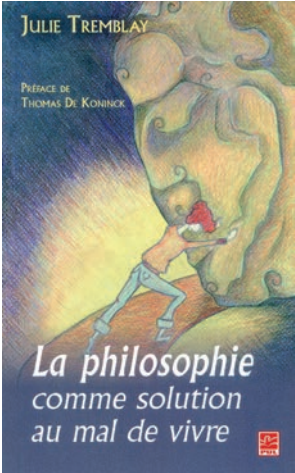
La philosophie comme solution au mal de vivre, publié aux Presses de l'Université Laval, est un ouvrage studieux dans lequel Julie Tremblay nous fait avaler en deux cents pages le remède qui lui a sauvé la vie. L'auteure nous y démontre que «Philosopher, c'est effectuer une conversion du regard qui affectera^[1] par la suite notre manière de vivre.» Son livre s'emploie par conséquent à changer nos perceptions vis-à-vis de la souffrance et à faire de nous des êtres conscients, motivés par l'Amour.

On ne peut guère être contre la vertu et surtout pas contre cette femme courageuse qui analyse méthodiquement sa souffrance en ouvrant le chemin qui conduit de la dépression à la joie, du mal de vivre à la liberté, mais que de lieux communs, que de formules éculées le lecteur doit subir pour ne pas lâcher la main qui le conduit patiemment vers la sagesse prescrite! Comme c'est lassant!

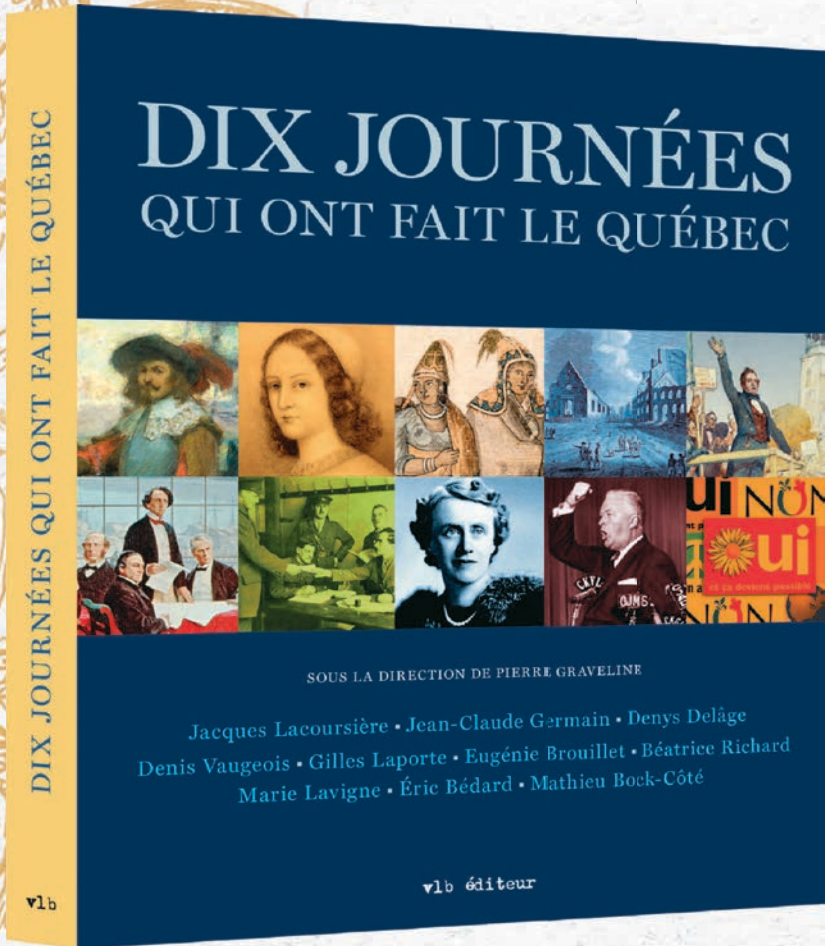
[1] L'auteure à sans doute voulu dire *influencera* notre mode de vie.

Heureusement au travers des considérations sur notre division intérieure, sur le pouvoir transformateur de l'amour, le don de soi, la quête de sens, etc., l'auteure nous nourrit au passage de la parole des philosophes. Elle revisite le mythe de Sisyphe puis celui de Narcisse, l'allégorie de la caverne de Platon, les *Fragments* d'Héraclite, les propos d'Alain sur le bonheur, cite Alice Miller, etc. À n'en pas douter, nous sommes bien devant un mémoire de maîtrise et nous ne pouvons que féliciter Julie Tremblay qui, forte de son expérience personnelle, excelle certainement dans les ateliers de discussions philosophiques qu'elle anime au sein de la coopérative Antidote. Un mémoire de maîtrise, si réussi soit-il, ne fait cependant pas toujours un bon essai.

Françoise Bouffière
Écrivaine



L'AVENTURE QUÉBÉCOISE EN DIX DATES HISTORIQUES



- 3 juillet 1608, par JACQUES LACOURSIÈRE**
LA FONDATION DE QUÉBEC
- 17 mai 1642, par JEAN-CLAUDE GERMAIN**
LA FONDATION DE MONTRÉAL
- 4 août 1701, par DENYS DELÂGE**
LA GRANDE PAIX DE MONTRÉAL
- 10 février 1763, par DENIS VAUGEOIS**
LA SIGNATURE DU TRAITÉ DE PARIS
- 23 octobre 1837, par GILLES LAPORTE**
L'ASSEMBLÉE DES SIX COMTÉS
- 1^{er} juillet 1867, par EUGÉNIE BROUILLET**
L'ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE
- 1^{er} avril 1918, par BÉATRICE RICHARD**
L'ÉMEUTE DE QUÉBEC CONTRE LA CONSCRIPTION
- 18 avril 1940, par MARIE LAVIGNE**
L'ADOPTION DU DROIT DE VOTE DES FEMMES
- 22 juin 1960, par ÉRIC BÉDARD**
L'ÉLECTION DE JEAN LESAGE
- 30 octobre 1995, par MATHIEU BOCK-CÔTÉ**
LE DEUXIÈME RÉFÉRENDUM SUR LA SOUVERAINETÉ

VIOLENCES D'ICI VENUES D'AILLEURS?

Anne Legaré

Professeure associée, science politique UQAM

IVAN CAREL, ROBERT COMEAU ET
JEAN-PHILIPPE WARREN
**VIOLENCES POLITIQUES.
EUROPE ET AMÉRIQUES.
1960-1979**
Montréal, LUX, 2013, 336 pages

Carel, Comeau et Warren se fixent pour objectif de dresser un portrait aussi large que possible de la violence politique des années soixante-dix dont les traces apparaissent aussi étrangères à l'actualité présente que les causes qui l'ont précédée. L'effort éditorial de ce livre consiste à se demander quelles sont les questions que nous nous posons implicitement à ce sujet et comment tenter d'y répondre. Le principal résultat de cet ouvrage est donc de nous amener à reformuler pour soi-même ces questions. Un livre n'est pas un objet fini. Celui-ci est un bel exemple en la matière: il conduit à se demander plutôt quelles sont les questions auxquelles il ne répond pas et quelle est le poids des questions auxquelles il répond.

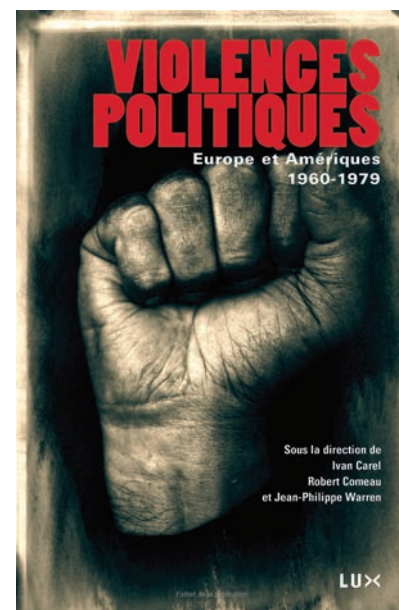
Commençons par la deuxième question: quelles sont les questions auxquelles cet ouvrage collectif répond. Posons d'abord sa principale prémisse: instaurer une égale importance dans le traitement entre la violence politique des années soixante-dix au Québec et des cas-types de violence politique ailleurs en Occident à la même époque. Il s'agit, en fait, de répondre à la question: que se passe-t-il dans le monde qui institue une telle violence du côté des sociétés comme des États? Déjà, en faisant ce choix, les auteurs veulent donner au cas québécois une sorte d'importance relativisée par son inscription dans une époque marquée par d'autres manifestations de violence politique. Ainsi, l'analyse du Québec se confond au sein des quatre parties du livre et de ses douze textes. S'agit-il d'une réduction du cas du Québec? Sans faire l'effort qui consiste à réunir pour sa propre lecture les six articles qui portent sur le Québec parmi les douze, oui, le cas québécois se noie, se perd et il semble que ce soit là un des objectifs visés. Pourquoi? Parce qu'une distance incommensurable semble s'être instillée pour les codirecteurs de cet ouvrage entre l'époque pendant laquelle se sont manifestés ces actes de violence et celle d'aujourd'hui. Notons cependant au passage que les textes de Guy Rocher, «La violence politique et sa légitimité» et d'Ivan Carel, «Vallières, Gagnon et la violence politique: entre idéalisme et matérialisme», tous deux dans la première partie du livre consacrée aux «discours de légitimation», échappent à cette relativisation.

Pour la plupart des autres textes, cette distance semble si grande que les seuls moyens

heuristiques pour expliquer ce phénomène de violence politique au Québec semblent être de la situer dans l'ensemble plus large de son expression ailleurs dans le monde. Tout l'attrait de cet ouvrage consiste donc à rappeler la chronique politique des années soixante-dix qui donnent aux actions du FLQ une sorte de similitude dans «les conditions socio-politiques d'émergence de la violence, ses pratiques et, enfin, ses mutations» (p. 10). C'est là le nerf du livre. Les auteurs, dans leur introduction, écrivent ainsi: «En revenant sur les événements de 1960-70, le présent livre permet de mieux comprendre la rationalité (à distinguer de la légitimité) de la violence politique» (p. 15). Cette rationalité, ils l'expliqueront par les mouvements de décolonisation, l'effervescence des pays du tiers-monde, la montée de l'impérialisme, la vaste mobilisation des années soixante, l'expression contre-culturelle aux États-Unis principalement (à ce sujet, l'article de Robert Comeau sur la gauche américaine est particulièrement exhaustif). La victoire de la révolution cubaine, la lutte du Vietnam contre l'occupation américaine, Vatican II et la critique du capitalisme, l'influence soviétique sont encore des causes qui seront mises en relief par l'article très bien documenté de José Del Pozo sur «Le surgissement des guérillas en Amérique latine: 1960-1970».

Faisant suite à l'étude de ces conditions d'émergence, des «pratiques» de violence sont abordées. On trouve dans cette partie un texte de fond de Simon Tessier sur «Octobre 70: état d'exception, répression et légitimation de l'État canadien» qui va beaucoup plus loin que l'esquisse des «pratiques» de violence en ce qu'il pose les conditions d'une analyse profonde des relations Québec-Canada, cas unique par rapport à tous les exemples cités. Quant aux «mutations», malgré le texte d'Isabelle Sommier qui manifeste une certaine volonté de théoriser le passage de la violence à la non violence, cette partie évite d'approfondir les causes philosophiques, politiques et idéologiques d'une sortie de la violence depuis cette étape historique que Marcel Gauchet a qualifié de «mode de déploiement de l'être-ensemble» (*La démocratie d'une crise à l'autre*, éd. Cécile Default, 2007, p. 14).

À ce propos, voyons quelles sont les questions auxquelles cet ouvrage ne répond pas et qui, en autant qu'un vide est créatif, en constituent l'intérêt dans la mesure où le manque force à s'interroger davantage. Tout se passe comme si l'échafaudage des «conditions sociopolitiques d'émergence de la violence» réussissait à faire l'économie de deux questions majeures auxquelles l'ouvrage, à notre avis, n'avait pas le droit



d'échapper. La première est reliée au Québec (après tout, compte tenu de la manifestation exacerbée de cette violence dans notre espace politique, les auteurs n'étaient-ils pas en droit de lui accorder une place centrale dans ce recueil d'essais?): la violence politique du FLQ est-elle surtout le symptôme d'une recrudescence de la violence ailleurs ou n'aurait-elle pas plutôt un lien rampant avec les impasses d'aujourd'hui? Tout en effleurant cette question à laquelle ils ne tentent pas de répondre, les codirecteurs de ce livre évoquent la position de Sartre sur le Québec: «Il n'est pas question que vous obteniez d'une manière progressiste l'indépendance socialiste au Québec, disait Sartre. Donc, il faut évidemment que ce soit à l'intérieur de la violence, je ne dis pas ça de gaîté de coeur, c'est ainsi partout» (p. 8). Sartre posait là une question non résolue. Si la violence est une affaire du passé telle qu'elle est traitée dans ce livre, quelles sont aujourd'hui les solutions qui lui répondent?

La deuxième question que l'ouvrage contourne sans l'évoquer est d'ordre plus philosophique. Elle est amplement traitée par Marcel Gauchet dans *La démocratie contre elle-même*. Quel est le sort dévolu dans le monde d'aujourd'hui à la critique radicale telle que portée par les mouvements violents des années 70? Gauchet y répond:

Ce qui a très profondément changé notre monde depuis la «crise» des années 1970, c'est la découverte, justement, que cette capacité de remise en question était ce qui le définissait en propre [...] C'est ici que s'effondre l'idée de révolution, décrédibilisée, vidée de sens par la puissance de changement du monde qu'il s'agissait de renverser [...] Le discours de la dénonciation en règle et de l'opposition sans concession a reconquis pignon sur rue [...] Ce discours de la rupture sans rupture et du rejet dans l'acceptation [...] participe manifestement du monde qu'il conteste [...] C'est l'autorité fondationnelle reconquise par les droits de l'homme qui sous-tend la contestation nouvelle manière [...] La critique nouvelle est foncièrement ultra-démocrate dans son inspiration (Gallimard, 2002, coll. tel, p. 319 à 325- je souligne).

Voilà un des enjeux à méditer auxquelles conduit en creux cet ouvrage. ♦

IL N'Y A PAS D'AVENIR POUR LES GOINFRES!

Yves-Marie Abraham
Professeur HEC, Université de Montréal

JOHN MICHAEL GREER
LA FIN DE L'ABONDANCE.
L'ÉCONOMIE DANS UN
MODE POST-PÉTROLE
Écosociété, 2013, 236 pages

DAVID OWEN
VERT PARADOXE. LE
PIÈGE DES SOLUTIONS
ÉCOÉNERGÉTIQUES
Écosociété, 2013, 216 pages

DENNIS MEADOWS, DONELLA
MEADOWS, JORGEN RANDERS
LES LIMITES DE LA
CROISSANCE
Écosociété, 2013, 432 pages



NDLR: L'auteur de cette triple recension est le préfacier d'un des ouvrages recensés.

Enfin libérée des poursuites-bâillons intentées contre elle par deux monstres de l'industrie minière canadienne, la maison d'édition Écosociété peut poursuivre en paix (ou presque!) son remarquable travail, dédié notamment à la publication de critiques radicales du «croissancisme» de notre civilisation. C'est ainsi qu'elle met cette année à disposition des lecteurs francophones trois textes américains importants, qui fournissent des arguments consistants et très complémentaires en faveur d'une «décroissance soutenable» de l'économie des sociétés occidentales.

CHRONIQUES DE LA FIN D'UN MONDE

En janvier a d'abord paru *Les limites de la croissance* de Dennis Meadows, Donella Meadows et Jorgen Rander. Ce gros ouvrage savant, lisible toutefois par le plus grand nombre, propose une actualisation de la recherche menée par ces mêmes auteurs au début des années 1970, à la demande du Club de Rome. Quarante ans plus tard, après avoir raffiné leur modèle d'analyse et pris en compte les principales critiques qui leur

avaient été adressées, ces chercheurs formés au M.I.T. et à Harvard confirment les conclusions de leur premier rapport: le modèle de société occidentale, en passe de s'imposer à l'humanité toute entière, est écologiquement insoutenable. Si nous ne renonçons pas rapidement et collectivement à la quête d'une croissance économique continue, nous allons provoquer l'effondrement de notre civilisation, ni plus ni moins. Ce travail de prospective est si convaincant, parce qu'à la fois rigoureux et prudent, qu'on le déconseillera à celles et ceux dont le premier souci est de vouloir dormir sur leurs deux oreilles... En revanche, quiconque se préoccupe un tant soit peu du sort futur de l'humanité aura intérêt à s'y plonger.

Cet automne, c'est au tour de *Vert paradoxe. Le piège des solutions écoénergétiques* de prendre place sur les tables de nos librairies. L'auteur cette fois n'est pas un scientifique. Journaliste au *New Yorker*, David Owen s'attache à faire voler en éclats l'une des objections les plus fréquentes qui ont été adressées au rapport Meadows et aux travaux du même acabit: le génie humain, guidé par la «main invisible» du marché, trouvera les solutions techniques qui rendront soutenable la croissance économique de nos sociétés. Outre le fait qu'elle relève de plus en plus de la croyance dans les miracles,

cette conviction néglige un phénomène essentiel, pourtant identifié il y a plus d'un siècle par le très sérieux économiste Stanley Jevons, l'«effet rebond». Sous sa forme la plus simple, cet effet peut être défini ainsi: dans une société «croissanciste», tout nouveau moyen d'économiser des ressources va tendre en fait à favoriser la consommation de ces ressources (ou d'autres), parce qu'il en facilite l'usage – des moteurs de voitures qui consomment moins d'essence permettent de faire plus de kilomètres et ne réduisent donc pas forcément notre consommation de carburant, bien au contraire! En quelques deux cents pages, David Owen montre que cet effet pervers s'observe dans tous les domaines, sous diverses formes et réduit pratiquement à néant, sur le plan écologique, la plupart de nos efforts en matière d'éco-efficience.

Mais ce printemps, un autre livre, intitulé *La fin de l'abondance*, a également apporté de l'eau vive au moulin du rapport Meadows, sans cependant recevoir toute l'attention qu'il méritait. Est-ce parce que son auteur, John Michael Greer, est non seulement inconnu de nos médias, mais se trouve être à la tête de l'Ancien Ordre des Druides d'Amérique? Est-ce parce que la charge qu'il mène contre

suite de la page 34

la science économique orthodoxe a paru trop cavalière (ou singulière) à certains? Toujours est-il que ses idées n'ont guère nourri le débat en cours concernant l'avenir énergétique du Québec, ce qui est fort dommage. Mais il n'est pas trop tard pour bien faire!

LES LOIS DE LA PHYSIQUE COMMANDENT À CELLES DU MARCHÉ

La thèse de Greer est la suivante: la raréfaction du pétrole (des combustibles fossiles en général) va mettre un terme à la croissance économique prodigieuse de ces deux derniers siècles et nous imposer un changement drastique de mode de vie. La raison en est simple: cette croissance a reposé pour l'essentiel sur l'énergie fossile qui, rappelons-le, satisfait encore près de 80 % de nos besoins énergétiques à l'échelle planétaire. Or cette forme d'énergie n'a pas de réel substitut. Elle est en effet bien plus concentrée que toutes celles que nous connaissons, ce qui signifie qu'il est beaucoup plus facile de lui faire produire du travail qu'aux autres sources d'énergie. Les rayons solaires qui frappent notre planète quotidiennement représentent certes une quantité d'énergie bien plus importante que celle que nous utilisons annuellement. Mais cette énergie est si diffuse qu'elle est pratiquement inutilisable pour quantité d'opérations devenues anodines dans nos sociétés, telles que faire voler un avion de ligne transportant plusieurs centaines de passagers sur des milliers de kilomètres. La chose n'est pas impossible en principe. Néanmoins, l'énergie nécessaire pour concentrer le rayonnement solaire au point de réussir à faire voler cet avion serait telle, que le jeu n'en vaudrait pas la chandelle. En l'absence de kérosène, autant faire le voyage à bicyclette ou en bateau à voile! Cela ne signifie absolument pas que l'énergie solaire ou l'énergie éolienne sont inutiles. Greer soutient seulement qu'elles sont inadéquates pour faire tourner les moteurs qui sont au fondement de la croissance économique exponentielle que nous connaissons depuis un peu plus de deux siècles maintenant.

La fin des combustibles fossiles implique la fin des technologies qui ont fait la toute-puissance matérielle de l'occident moderne, ce qui n'est pas la fin du monde! L'humanité a encore de l'avenir selon Greer, mais cet avenir passe nécessairement par l'utilisation de technologies très différentes, fonctionnant à base d'énergies diffuses, donc incapables de produire autant de biens et de services que celles que nous utilisons actuellement. Adaptées aux énergies disponibles sur place, répondant aux besoins d'utilisateurs locaux, contrôlables et réparables facilement, ces «technologies intermédiaires» reposeront davantage aussi sur le travail humain, qui présente finalement bien des atouts par rapport à celui de nos machines. Contrairement

Évidemment, dans la perspective adoptée par Greer, le débat actuel sur la bonne manière de transporter le pétrole à travers le Canada apparaît dérisoire, voire franchement irresponsable.

à celles-ci, l'*homo sapiens* réclame peu d'énergie pour travailler. Cette énergie se trouve par ailleurs assez aisément sur la planète et dépend d'une source quasi-inépuisable: le rayonnement solaire. Autres avantages importants par rapport à nos machines, même les plus sophistiquées: l'*homo sapiens* se reproduit lui-même et parvient à l'âge adulte à effectuer un nombre considérable d'opérations complexes. Bref, nous sommes loin d'être démunis! Le tout est d'admettre qu'une vie plus frugale sur le plan matériel, non seulement ne serait pas un drame, mais pourrait même nous permettre de vivre mieux.

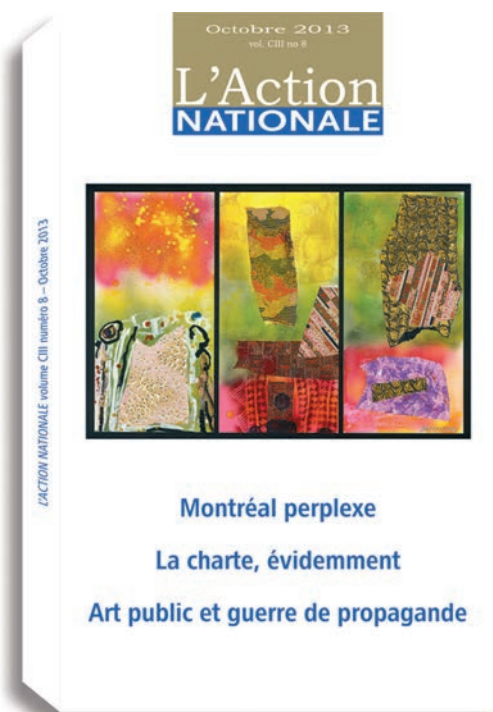
Évidemment, dans la perspective adoptée par Greer, le débat actuel sur la bonne manière de transporter le pétrole à travers le Canada apparaît dérisoire, voire franchement irresponsable. Ce qu'il reste de cette énergie exceptionnellement concentrée devrait désormais être utilisé avec la plus grande parcimonie et réservé à des opérations qu'elle seule permet d'effectuer. Cela aurait pour avantage collatéral de réduire significativement les émissions de gaz à effet de serre, facteur avéré du dérèglement climatique. Par ailleurs, il faudrait tout mettre en œuvre pour que les travaux réalisables à l'aide d'énergie diffuse – le chauffage de nos habitations par exemple – le soient effectivement. D'une manière générale, l'énergie disponible devrait être utilisée en priorité pour produire des biens et des services considérés par tous comme essentiels, et non plus pour contribuer d'abord à la croissance économique, c'est-à-dire en fait à la valorisation du capital.

Tels seraient les principes de base d'une politique énergétique responsable. Nous en sommes bien loin. Et malheureusement, on finit par être tenté de penser que seule l'accumulation de catastrophes de plus en plus graves induira le changement de cap suggéré par Greer, Owen et les Meadows. Car, il faut le souligner encore, les idées défendues par

ces auteurs ne datent pas d'hier. Le «paradoxe de Jevons» exploré par Owen a été repéré il y a plus d'un siècle. Les Meadows répètent leur message à travers le monde depuis quarante ans. Quant à Greer, ses thèses sur l'énergie s'appuient sur le deuxième principe de la thermodynamique, établi il y a près de deux siècles, ainsi que sur les travaux de l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen publiés au cours des années 1970. Ses propositions concernant les «technologies appropriées» sont directement inspirées du travail d'Ernst Friedrich Schumacher, autre économiste hétérodoxe, auteur du très fameux *Small is beautiful* (1973).

Comment se fait-il que ces vieilles idées, pourtant scientifiquement établies, ne soient pas plus largement partagées? Sans doute parce qu'il est difficile d'admettre que le monde dans lequel nous avons grandi et dont les fondements ont par conséquent fini par nous sembler naturels, ne tient en réalité pas debout. Si en plus, les élites de ce monde mettent tout en œuvre pour nous convaincre du contraire, comment prêter attention aux propos inquiétants recensés ici? L'idéologie du développement durable, élaborée au cours des années 1980 et promue depuis avec enthousiasme par nos dirigeants politiques et économiques, a clairement servi à faire taire ou marginaliser les critiques anti-croissancistes des années 1960 et 1970. Mais les problèmes que pose la goinfrerie de notre civilisation ne sont pas de ceux que l'on peut glisser sous le tapis. Les limites de notre croissancisme deviennent chaque jour plus manifestes, et finiront par s'imposer à tout le monde, y compris bien sûr à ceux qui les nient. Il faut donc lire Greer, Owen et les Meadows. Leurs livres font peur, c'est vrai, mais il s'agit de cette peur «qui invite à agir», comme le proposait Hans Jonas, pas de celle qui paralyse et nous conduit à fuir nos responsabilités. ♦





Revue mensuelle au coeur des débats nationaux depuis près d'un siècle, L'Action nationale traite de politique, de culture, d'économie, de société, du point de vue québécois.

Pour vous procurer un numéro de L'Action nationale ou, mieux, vous abonner, rendez-vous dans notre site

action-nationale.qc.ca



NEVERT LÉLIA

LES CARICATURES DE MAHOMET ENTRE LE QUÉBEC ET LA FRANCE. ÉTUDE COMPARATIVE DES JOURNAUX LIBÉRATION ET LE DEVOIR

Québec, PUQ, 2013, 231 pages

[...] chez Libération, les éditoriaux sont emblématiques d'une prise de position graduelle du quotidien qui, en début de crise, rattache l'évènement à des faits passés, avant de se poser au fur et à mesure en défenseur de la laïcité, principe fondamental républicain de plus en plus ferme. Le Devoir témoigne également d'une évolution, et après deux éditoriaux surtout caractérisés par leur cynisme, le journal québécois défend une politique prépondérante du respect des religions. Le Devoir, soucieux d'une cohabitation interreligieuse, politise ces questions de respect des cultes dans un contexte plus que jamais multiculturel. p. 195

Cette longue citation résume très bien une des principales conclusions à laquelle en arrive Lélia Nevert avec son ouvrage sur les caricatures de Mahomet. Cette conclusion est le fruit d'un impressionnant exercice de journalisme comparé auquel s'est livré la spécialiste en communication et en histoire suite à l'affaire relativement récente des caricatures de Mahomet par un journal danois.

Le scénario est simple: un évènement, l'affaire des caricatures du prophète Mahomet, deux journaux relativement comparables, *Libération* et *Le Devoir*, une seule problématique, leur traitement respectif de l'évènement. Évidemment, pour mesurer ces différences ou similitudes de traitement l'auteur utilise tout un appareillage méthodologique propre à l'analyse de contenu: espace consacré à chaque thème, nombre de mots, nombre de photos, de collaborateurs, caractéristiques de ces derniers, signification des photos, etc. Il y a peut-être une surabondance de figures et de tableaux (33) et même de photos (17). Il me semble que cette surabondance alourdit inutilement un ouvrage qui manque de synthèse. Disons, pour être clairs, que madame Névert aurait pu développer la même problématique en 150 pages plutôt qu'en un peu moins de 300. Elle aurait pu également user d'un langage plus accessible; son propos est souvent très hermétique. À mon humble avis cet ouvrage s'adresse surtout aux gens de journalisme et de communications, bien qu'il ne soit pas inintéressant pour le profane de comparer le traitement de la même nouvelle entre des médias étrangers et des médias québécois.

L'auteur analyse les deux quotidiens durant le mois de février 2008. Elle s'attarde en premier sur la relation entre chacun des journaux et la société ambiante puis sur leur histoire respective. Elle parle ensuite du contenu consacré par chacun à la crise des caricatures. Après cela elle traite plus spécifiquement de la représentation de la religion dans l'image et dans le discours journalistique avant de s'attarder sur un échantillon de photos «emblématiques» pour mettre à jour les diffé-

rents «ressorts» du «message iconiques». Enfin, elle développe sur l'étude des titres et sous-titres de textes et sur les éditoriaux afin de mettre à jour certains partis pris des journaux.

L'essai nous apprend que durant la période concernée, *Libération* a traité davantage que *Le Devoir* de l'affaire des caricatures en utilisant 28% de photos et de courriers des lecteurs, alors que *Le Devoir* en a utilisé 40%. Le journal français a fait appel à 103 signatures du monde extérieur, pour 78 au *Devoir*. Le quotidien montréalais a utilisé davantage les agences de presse et la participation des lecteurs. L'auteure nous dit que de façon générale «Libé» semble évacuer la question strictement religieuse du débat au profit de la question sociale et politique.

Dans son analyse des photographies et à l'aide d'une rhétorique pour le moins hermétique, Lélia Nevert conclut que la photo s'éloigne de sa fonction première de représentation de la réalité pour devenir de plus en plus une «esthétisation» et une dramatisation de cette réalité. (p. 100). On assiste à une «mise en scène de la violence» par l'image (p. 100). L'analyse des photos que fait Névert est assez impressionnante. J'ai été étonné qu'on puisse faire dire tant de choses à des clichés. L'auteure se penche également sur les titres. Chez *Libération*, ceux-ci sont accrocheurs et défendent en premier lieu la liberté d'expression tandis que *Le Devoir* se montre plus conciliant. Il s'attarde moins sur la liberté d'expression, mais insiste davantage sur l'idée que ce sont les traditionalistes qui imposent leurs opinions à la masse musulmane. Il s'intéresse à la dimension éthique des caricatures.

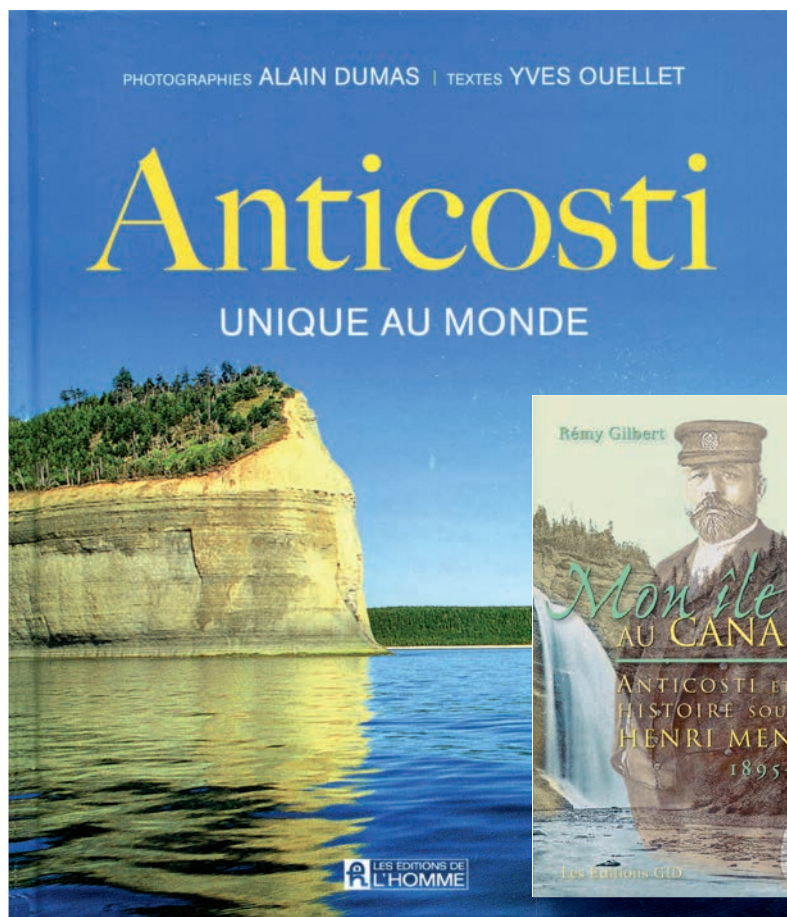
«Comment concilier liberté de parole et le respect des croyances de chacun? C'est la question que semble vouloir se poser le quotidien québécois (p. 151).»

Finalement, en cette période de débats sur la place des symboles religieux dans la société québécoise, les dernières lignes du texte de Lélia Nevert ont peut-être de quoi nous inspirer:

«Si la crise des caricatures a bel et bien entraîné chacun des quotidiens à s'interroger sur des questions de religion, la représentation de cette dernière ne s'est pas opérée de la même manière, et constitue une indication majeure de sa place dans les deux pays (p. 195).»

Daniel Gomez

Chef de pupitre sciences politiques



ALAIN DUMAS (PHOTOGRAPHIES) ET
YVES OUELLET (TEXTES)
ANTICOSTI. UNIQUE AU MONDE

Montréal, Les Éditions de l'homme, 2013, 207 pages

RÉMY GILBERT

**MON ÎLE AU CANADA. ANTICOSTI ET SON
HISTOIRE SOUS HENRI MENIER. 1895-1913**
Québec, Les Éditions GID, 2013, 386 pages

C'est une île merveilleuse qui fait l'objet de toutes les convoitises. Anticosti a toujours fait rêver. Les chasseurs indiens qui venaient y chasser l'ours, les pêcheurs terre-neuviens qui l'ont squatté, les Néo-Écossais qui y ont bâti quelques masures, les gardiens de phare qui ont tout fait pour en éloigner les bateaux. Un milliardaire chocolatier s'y est fait colonisateur avant de laisser place aux boursicotiers forestiers. Et puis le brouillard, toujours. Et puis les naufrageurs, réels ou imaginaires, qui ont dérouté des navires et pillé des épaves. L'île a aussi été celle des cauchemars. Et même que certains soirs, paraît-il, on y entend au fond d'une baie le désespoir des survivants qui ont agonisé pendant tout un hiver, réduits à la misère totale, au cannibalisme pratiqué en vain, car le froid finit toujours par y gagner. Et même qu'aujourd'hui les hommes du pétrole y fantasment prospérité.

Anticosti, la plus grande île du Québec, est une histoire, une légende, un mirage et le lieu de tous les émerveillements. Le paysage est grandiose, la géologie exceptionnelle, la faune aussi abondante qu'incongrue et sa population toujours aussi fragile dans un destin indécis. Avant qu'il ne soit trop tard, avant qu'elle ne devienne qu'une pub d'explorateurs pétroliers, il faut la saisir dans les instants qu'ont captés d'elle les auteurs d'*Anticosti, unique au monde*, et se donner le plaisir de recomposer la trame de son histoire avec *Mon île en Canada*. Les deux ouvrages gagnent à être lus en parallèle tant les qualités de l'un compensent pour les faiblesses de l'autre.

Le premier nous en donne plein la vue avec des photos extraordinaires, un travail d'édition remarquablement soigné et des commentaires érudits s'appuyant sur une documentation riche, allant de l'ethnologie à l'économie, en passant par la géologie, la paléontologie sans oublier la poésie. L'ouvrage nous fait découvrir l'île par son milieu physique, nous en présente tous les coins et recoins en suivant les parcours de ses routes et sentiers. C'est toujours fascinant, aussi bien par la richesse du milieu que par la finesse du propos et la sensibilité du regard. Les auteurs, qui n'en sont pas à leur premier ouvrage sur l'île, ont placé leur livre sous le signe de l'envoûtement qu'exerce et continue d'exercer sur eux, séjour après

**Anticosti, la plus grande île du Québec, est
une histoire, une légende, un mirage et le lieu
de tous les émerveillements.**

séjour, cette île aux milles merveilles. Des légendes à propos du sorcier Gamache qui hante les lieux aux stupéfiantes caractéristiques paléontologiques de ce «gâteau de fossile» où l'on a trouvé «l'ophiure» un fossile vieux de 500 millions d'années qu'on n'a trouvé nulle part ailleurs pour cette époque, le récit ne cesse d'être captivant.

Collant aux réalités du territoire, recomposant le parcours du promeneur qui se fait tantôt flâneur, tantôt découvreur, le commentaire, toujours passionnant, a néanmoins le défaut de laisser l'impression d'être un peu décousu, hachuré. On a du mal, au travers la densité des propos qui charpentent l'ouvrage en une quinzaine de chapitres, à se faire une idée claire de la trame historique. C'est une lacune largement compensée par des images fabuleuses qui portent aisément à la rêverie et à la contemplation tant la beauté de ces lieux est ici saisie avec une émouvante précision. C'est un ouvrage exceptionnel, à lire tout d'un trait ou à savourer dans le désordre où nous entraînent les paysages, les épaves ou ces modestes pierres tombales qui ne manquent pas de rappeler que des hommes ont là-bas fait histoire en transformant comme en se laissant porter par cette sauvagerie magnifique.

Le récit que propose Rémy Gilbert dans *Mon île au Canada. Anticosti et son histoire sous Henri Menier 1895-1913* vient bien raccorder le fil des événements qui ont humanisé, un tant soit peu, ces paysages fabuleux. L'ouvrage propose une histoire chronologique, très linéaire. On y apprend qu'il aura fallu «104 ans de tergiversations» après la Conquête pour qu'enfin l'île soit enfin reconnue comme territoire québécois. Un territoire où le peuplement a toujours été difficile, où les autorités publiques n'auront fait que le minimum, laissant aux promoteurs privés le soin de le coloniser, avec tout ce que cela signifie aussi bien de pillage que de mise en valeur. Jusqu'à ce que le goût de l'aventure d'un milliardaire du chocolat vienne faire la différence.

Les péripéties qui ont conduit à l'acquisition de l'île par Henri Menier et celles qu'ont provoquées les réactions *canadian* à la transaction ne manquent pas de piquant. Les préjugés anti-français et les réflexes coloniaux ont donné à la chose une ampleur ubuesque : la transaction a provoqué un véritable incident diplomatique en raison des craintes qu'inspiraient aux loyalistes une acquisition dans laquelle ils voyaient une manœuvre de la France pour établir une tête de pont et reprendre le Canada!... La chose ferait sourire si seulement elle ne révélait pas une constante de ce pays qui n'a jamais cessé de nous rappeler qu'il n'est pas le nôtre. Collant au plus près ses sources, au premier chef celles de Menier lui-même et de son légendaire agent d'affaires Martin-Zédé, Gilbert décrit pour ainsi dire au jour le jour la naissance et l'évolution de ce grand projet de colonisation privée.

Menier qui, déjà en France, régnait sur Noisiel, une véritable ville de compagnie, à la fine pointe du progrès de l'aménagement et de la volonté de discipliner les classes laborieuses, veut transporter dans son paradis de la chasse, les mêmes méthodes et le même esprit. Martin-Zédé sera chargé de planifier le développement et verra à en faire une entreprise rentable – assez payante pour couvrir les frais de chasse et pêche du maître en plus de fournir de juteuses occasions de profit par l'exploitation des ressources naturelles. Il mènera la colonie d'une main de fer. L'ouvrage décrit minutieusement la progression de l'entreprise, mais il est trop pauvre en iconographie pour qu'on en apprécie le récit. L'éditeur a mal travaillé. Comment peut-on omettre d'inclure une carte de l'île pour suivre le peuplement? C'est ici que l'on aura intérêt à référer à *Anticosti*. Même si le récit manque trop souvent de distance critique à l'endroit de ses sources, l'ouvrage vaut la lecture pour comprendre comment l'utopie s'est effondrée, pour mieux comprendre la naissance de l'industrie forestière sur l'île, saisir les débuts de sa vocation touristique. L'ouvrage s'arrête à la mort de Menier et Gilbert nous annonce un deuxième tome pour décrire le destin ultérieur de l'île.

Deux ouvrages pour occuper les longues soirées d'hiver. Deux ouvrages qui aideront à supporter aussi bien le froid du climat que celui des convoitises qui s'abattent sur l'île fabuleuse. Anticosti mérite mieux que la vulgarité des spéculateurs.

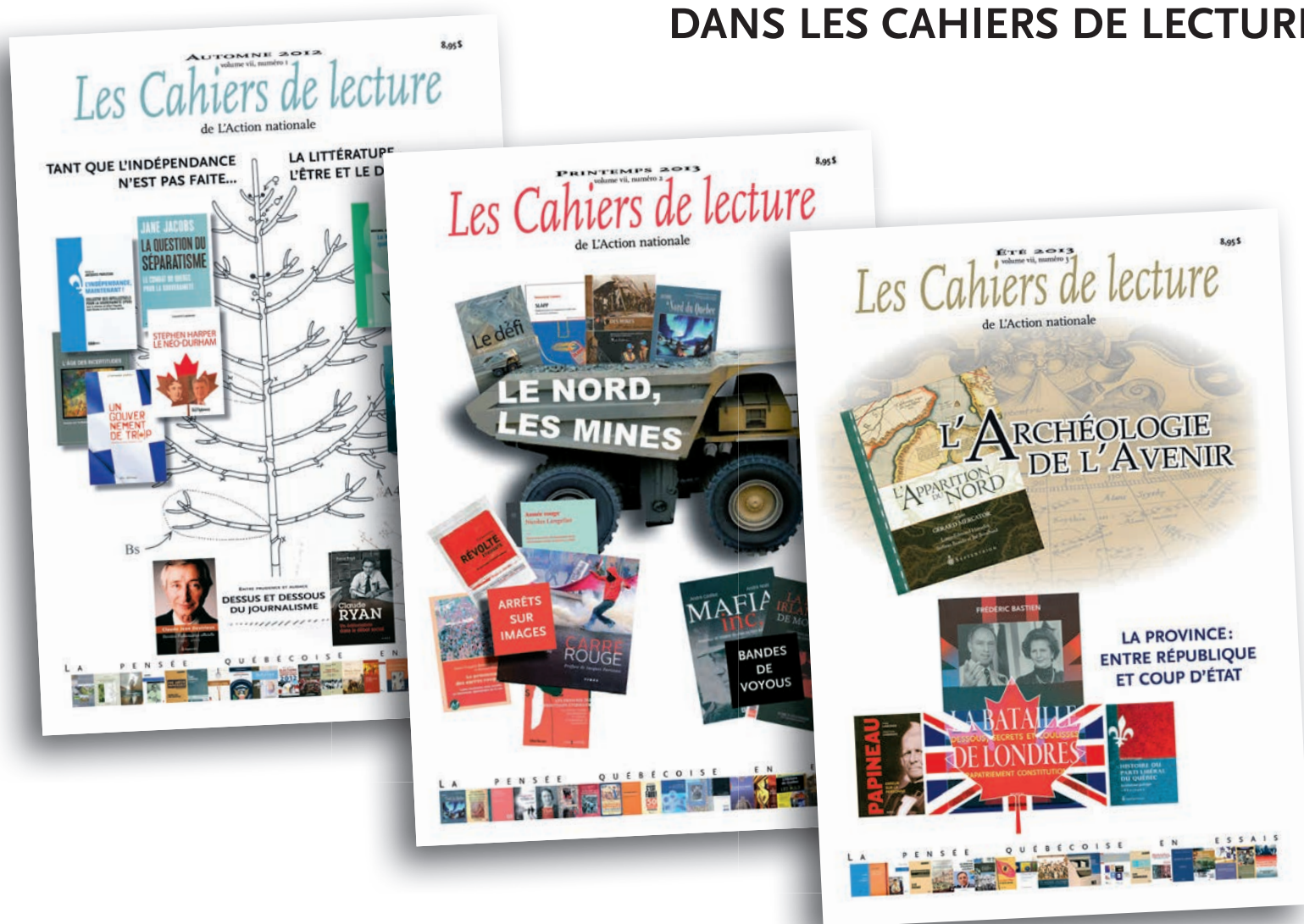
Robert Laplante

Directeur des Cahiers de lecture

« La lecture n'est pas un exercice solitaire. Lire n'est pas seulement oeuvrer dans l'espace intime où chacun fait son miel de ce que le livre a à offrir, matériau, occasion, questionnement, c'est également bâtir une intangible et néanmoins prégnante communauté des interprétants. »

Éditorial inaugural, janvier 2007

DES CENTAINES D'ESSAIS QUÉBÉCOIS ONT ÉTÉ RECENSÉS PAR DES DIZAINES DE COLLABORATEURS DANS LES CAHIERS DE LECTURE



Les numéros précédents sont en vente à la boutique internet de L'Action nationale.

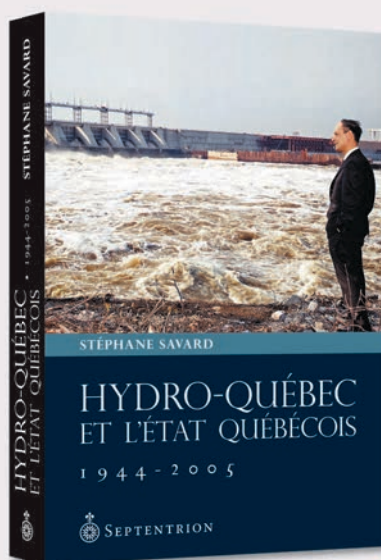
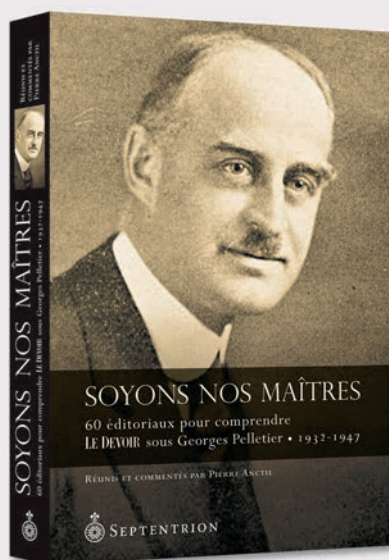
action-nationale.qc.ca

RÉUNIS ET COMMENTÉS PAR
PIERRE ANCTIL

Soyons nos maîtres

60 éditoriaux pour
comprendre *Le Devoir* sous
Georges Pelletier, 1932-1947

Ce troisième volume propose aux lecteurs une analyse fouillée des éditoriaux du journal *Le Devoir* publiés de 1932 à 1947 sous la direction de Georges Pelletier, soit durant la Grande Dépression économique et la Seconde Guerre mondiale.

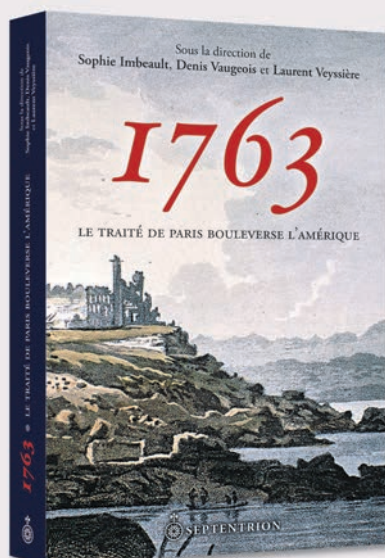


STÉPHANE SAVARD

Hydro-Québec et l'État québécois, 1944-2005

Stéphane Savard présente, de façon exhaustive et perspicace, le rôle prédominant de la société publique dans la construction nationale, ainsi que son instrumentalisation politique à des fins étatiques ou partisans.

S E P T E N T R I O N



SOUS LA DIRECTION DE
SOPHIE IMBEAULT
DENIS VAUGEOIS
LAURENT VEYSSIÈRE

1763

Le traité de Paris bouleverse l'Amérique

À Paris, le 10 février 1763, un traité de paix met fin à une guerre qui a embrasé les quatre coins de la planète. L'Amérique du Nord devient britannique. Le Canada est officiellement cédé à l'Angleterre. Ce livre permet de se

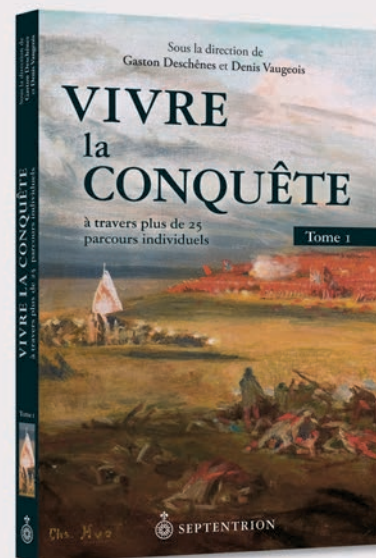
questionner sur la portée du traité et de revisiter les lendemains de conquête.



SOUS LA DIRECTION DE
GASTON DESCHÊNES
DENIS VAUGEOIS

Vivre la Conquête, tome 1 à travers plus de 25 parcours individuels

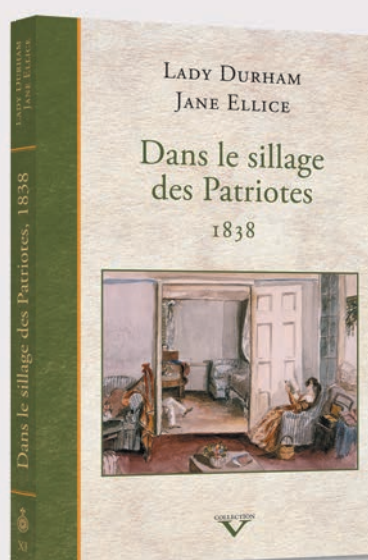
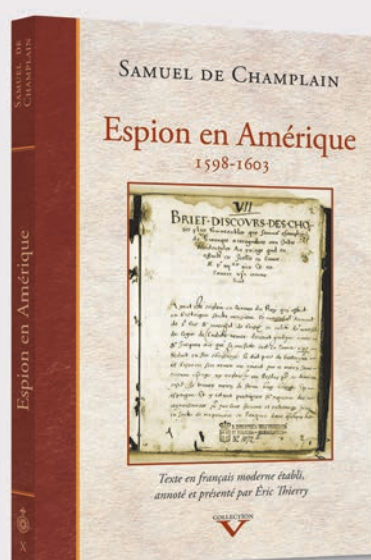
La Conquête de 1760 a été perçue comme une catastrophe par les uns ou comme un bienfait providentiel par les autres. Cet ouvrage propose 25 courtes biographies passionnantes de personnages nés avant le début de la guerre de Sept Ans et morts après son dénouement.



SAMUEL DE CHAMPLAIN
ÉRIC THIERRY

Espion en Amérique 1598-1603

Les récits laissés par Champlain de ces deux périodes américains ont été réunis ici. Il s'agit du *Brief Discours* qui est conservé à la Bibliothèque universitaire de Bologne et du texte *Des Sauvages* publié à Paris en 1603.



LADY DURHAM
JANE ELLICE

Dans le sillage des Patriotes 1838

Lady Durham, épouse de lord Durham, ainsi que Jane Ellice, la femme d'Edward Ellice, ont toutes les deux tenu un journal intime pendant la rébellion des Patriotes en 1838. On les a réunis ici pour offrir aux lecteurs deux points de vue inédits sur cette page déterminante de notre histoire.

CES LIVRES SONT DISPONIBLES
EN FORMATS NUMÉRIQUES



SEPTENTRION.QC.CA
LA RÉFÉRENCE EN HISTOIRE AU QUÉBEC



Canada Council
for the Arts
Conseil des Arts
du Canada



Gestion François Beaudoin

- Évaluation d'entreprises → faisabilité.
- Transfert familial.
- Rachat par cadres.
- Ventes - Achats - Fusions.
- Services conseils en financement.

Une équipe multidisciplinaire
offrant tous les services requis
pour une transaction réussie.

819-397-4920
gfb@tlb.sympatico.ca